

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT
ESSAI
SUR
LE CASIER JUDICIAIRE
& LA RÉHABILITATION
DE PLEIN DROIT
(Étude de la Loi du 5 Août 1899).

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue devant la Faculté de Droit
de Lyon,
PAR ALFRED BONNASSIEUX,
Lauréat. des Concours de la Faculté.



IMPRIMERIE ÉLEUTHÈRE BRASSART,
RUE DES LEGOUVÉ, 20
MONTBRISON
1900.



ESSAI
SUR LE CASIER JUDICIAIRE
ET LA
RÉHABILITATION DE PLEIN DROIT.



UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✕, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✕, I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. ☉, professeur d'Economie politique.

AUDIBERT I. ☉, professeur honoraire.

COHENDY, ✕, I. ☉, professeur de Droit commercial.

PIC, P. ☉, professeur de Droit international public.

BARTIN, I. ☉, professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. ☉, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), A. ☉, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit.

BOUVIER, agrégé, chargé des cours de Science et de Législation financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du Cours de Procédure civile.

BROUILHET, agrégé, chargé du cours de Doctrines économiques.

HUVELIN, agrégé, chargé du cours de Droit romain.

BECQ, A. ☉, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. GARRAUD, professeur, *président*.

J. APPLETON, professeur.

JOSSERAND, agrégé.

UNIVERSITÉ DE LYON
FACULTÉ DE DROIT
ESSAI
SUR
LE CASIER JUDICIAIRE
& LA RÉHABILITATION
DE PLEIN DROIT
(Étude de la Loi du 5 Août 1899).

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue devant la Faculté de Droit
de Lyon,
PAR ALFRED BONNASSIEUX,
Lauréat des Concours de la Faculté.

1702
Voor de v
den 29sten
onze welgem
P
S.
LEIDEN, 11
Voor de v
ontvangen na
pageton, betuig
G.
LEIDEN, 11 J
F.
Voor de v
ontvangen bij
Zuster, betuig
1702
RASSART,
20
1900.

A MON PÈRE

BIBLIOGRAPHIE

1. — *Bulletin de la Société générale des Prisons*, années 1886 à 1899.
 2. — R. Garraud. *Précis de droit criminel*.
 3. — Le Poittevin. *Traité pratique des casiers judiciaires*, 1899.
 4. — Theureau. *Les casiers judiciaires*, 1892.
 5. — Leveillé. *La réforme du casier judiciaire*. Journal, *Le Temps*, année 1897, 3 et 27 mars, 1^{er} avril.
 6. — Jules Godin. *Rapport présenté au Sénat sur le projet de loi sur le casier judiciaire*, 1898.
 7. — E. Jacquin. *Rapport présenté au Conseil d'Etat*, 1898.
 8. — P. Sarrante. *Traité théorique et pratique de la réhabilitation des condamnés*, 1884.
 9. — Brasseur. *De la réhabilitation*, 1892.
 10. — Faustin-Hélie. *Traité de l'Instruction criminelle*. Tome VIII.
 11. — J. Appleton. *La réforme des casiers judiciaires*, 1892.
 12. — Bonneville de Marsangy. *De la localisation au greffe de l'arrondissement natal des renseignements judiciaires*, 1849.
 13. — Alianelli. *Réhabilitation des condamnés*. Traduction Sarrante.
 14. — *Compte-rendu de la justice criminelle. Statistique générale pour l'année 1896*. — Imprim. nat. 1899.
 15. — Bourdon. *La loi de sursis, ses effets, sa réforme*. Lyon 1898.
 16. — *Débats parlementaires*, insérés dans Le Poittevin. *Traité pratique des casiers judiciaires*, 1899.
 17. — *Circulaire ministérielle du 15 décembre 1899*. Journal officiel, du 17 décembre.
-



PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION ANTÉRIEURE DU CASIER JUDICIAIRE ET DE LA RÉHABILITATION.

I.

Origine du casier judiciaire. — Moyens antérieurs pour recueillir des renseignements. — Sommiers judiciaires.

Le casier judiciaire a été créé en 1850; par une circulaire ministérielle, en date du 6 novembre, le Garde des Sceaux, M. Rouher, régla l'organisation de l'institution nouvelle et lui donna des bases juridiques. Mais l'honneur d'avoir été le véritable inspirateur du casier judiciaire appartient à un magistrat éminent, M. Bonneville de Marsangy. Dans un discours, resté célèbre, prononcé le 5 novembre 1848, ce magistrat, qui était alors procureur de la République à Versailles, déplorait la situation dans laquelle se trouvaient les magistrats pour connaître les antécédents judiciaires des inculpés et proposait de « localiser désormais au greffe du Tribunal de

« l'arrondissement natal les renseignements judiciaires concernant chaque condamné ».

Les procédés de renseignements dont on se servait à cette époque étaient défectueux et insuffisants. Quand un magistrat voulait connaître les antécédents d'un individu, il avait recours aux « Sommiers judiciaires. » Ces sommiers judiciaires avaient été institués par le code de 1808 (Code d'Inst. cr.) art. 600, 601, 602. Par application de ces articles, les greffiers des tribunaux répressifs étaient tenus, sous peine d'amende, de consigner, sur un registre particulier, les noms, prénoms, professions, résidence des condamnés à l'emprisonnement et d'en envoyer copie tous les trois mois, aux ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Déjà sous l'ancien droit, on trouve des traces d'une institution analogue; vers 1750, sur l'ordre du lieutenant général de la police, il fut créé un registre dit « Journal de Paris⁽¹⁾ » sur lequel on inscrivait les condamnations prononcées, ainsi que les plaintes des particuliers, les déclarations de vols ou autres délits. Mais les condamnations furent transmises très irrégulièrement, le mélange des plaintes et des condamnations rendit les recherches difficiles, enfin le registre étant sans contrôle, il s'y glissa de nombreuses erreurs. En 1790, on fit une réforme; on créa un bureau spécial chargé de recueillir tous les arrêts et tous les jugements, même d'acquittement, rendus dans le ressort de Paris, et les ordonnances de non-lieu; mais la capitale fut seule dotée de cette institution.

(1) Theureau. *Casiers judiciaires*, p. 5.

La Convention nationale, par une loi du 19 vendémiaire an IV, sur l'organisation administrative et judiciaire de la France, compléta la réforme, et établit, dans tout le pays, au greffe de chaque tribunal correctionnel, un bureau de renseignements chargé de prendre note sur un registre (par ordre alphabétique) « de tous les individus qui seront
« appelés au tribunal correctionnel ou au jury d'accusation, avec une notice sommaire de leur affaire
« et des suites qu'elle a eues ».

Le code de brumaire an IV, art. 191, présentait des dispositions semblables.

• Les rédacteurs du code d'Instruction criminelle, en 1808, recueillirent l'institution et l'améliorèrent. Le registre particulier qu'ils prescrivirent aux greffiers de tenir, ne devait mentionner que les condamnations à une peine d'emprisonnement, les acquittements, les ordonnances de non-lieu n'y furent plus relatés. Mais sous le code de 1808, comme d'ailleurs sous la loi de vendémiaire an IV, ce registre ne fut ouvert qu'aux autorités constituées, aux fonctionnaires et aux officiers publics compétents. Dans la discussion du code, sur l'intervention de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, de Réal, de Cambacérès et de Treilhard, les rédacteurs décidèrent que ni « les parties intéressées » ni les tiers, ne pourraient en prendre connaissance, « de peur que ces extraits ne
« fussent méchamment insérés dans les journaux⁽¹⁾ ».

(1) Locré. *Législation civil, commerciale et criminelle de la France*, tome 28, p. 103, 104, édition de 1831. — Les rédacteurs avaient en quelque sorte prévu les inconvénients de cette publicité; inconvénients qui se sont manifestés plus tard pour le casier judiciaire.

Les parties intéressées étaient les personnes visées par ces extraits.

Les greffiers des Tribunaux répressifs de province ne devaient pas seulement tenir régulièrement leurs registres, ils devaient, en outre, « envoyer tous les « trois mois, sous peine d'amende, une copie de « leurs registres aux ministres de l'Intérieur et de « la Justice ». Malgré ce double dépôt, les moyens d'investigation des magistrats furent souvent défectueux. Et, en effet, il se passait ceci en province : un individu était-il arrêté? s'il n'avait pas été déjà condamné par le Tribunal devant lequel il était traduit, on le considérait comme un délinquant primaire, alors qu'il avait pu être condamné plusieurs fois auparavant par d'autres Tribunaux. On pouvait, il est vrai, demander des renseignements à Paris, mais ces renseignements étaient coûteux, longs à obtenir, à cause des difficultés des communications à cette époque, et peu sûrs, comme on va le voir. A Paris, il se produisait le phénomène inverse, les renseignements surabondèrent, il fallut établir registres sur registres, les recherches devinrent alors très compliquées, parfois impossibles, ou donnèrent lieu à confusion.

En 1833, l'encombrement fût tel qu'une réforme était nécessaire. Un préfet de police de l'époque, Henri Gisquet, raconte dans ses mémoires, qu'en 1833, il y avait 400 gros registres, contenant plus de 500,000 noms et donnant des renseignements qui remontaient à 120 ans! On remplaça les registres par des petites fiches de carton léger qui, sous le titre de bulletins, contenaient chacune tout ce qui concernait un même individu. Ces bulletins formèrent ce qu'on appela depuis les sommiers judi-

ciaires. Ils furent classés par ordre alphabétique, dans des rayons, pour rendre les recherches plus faciles. Ces bulletins individuels mentionnaient les nom, prénoms, profession du condamné, les différentes condamnations qu'il avait encourues et, de plus, comme avant la loi de vendémiaire an IV, les jugements d'acquiescement et les ordonnances de non-lieu du Tribunal de la Seine.

Mais la réforme ne s'était effectuée que pour Paris. Pour les tribunaux de province, l'ancien état subsistait toujours avec tous ses inconvénients. Les magistrats de ces tribunaux, surtout des tribunaux éloignés de Paris, obtenaient difficilement des renseignements sur les individus qui comparaissaient devant eux. A Paris même, le progrès réalisé n'avait été qu'une demi-mesure. L'encombrement se produisit toujours et augmenta régulièrement. Il fallait cependant trouver une solution. Cette solution fut donnée par l'honorable Bonneville de Marsangy, en 1848. Il eut l'idée, aussi simple que lumineuse, de proposer de « centraliser les renseignements « judiciaires, concernant chaque condamné, au greffe « du Tribunal de l'arrondissement dans lequel il « était né. Quand une condamnation à l'emprison- « nement ou à une peine plus forte aura été pro- « noncée, les greffiers des Cours ou Tribunaux seront « tenus, sous peine d'amende, d'adresser un extrait « de la condamnation au greffe du Tribunal civil de « l'arrondissement de naissance du condamné. Pareil « envoi sera fait de tout mandat d'amener ou d'arrêt, « ordonnances de prise de corps, jugements ou arrêts « concernant les prévenus ou accusés coutumax et « généralement de toute décision judiciaire entraî- « nant une incapacité civique. Ces extraits et man-

« dats seront classés au greffe et il en sera délivré
« copie certifiée à toute réquisition de l'autorité. »

Ces idées furent accueillies avec faveur par tous les esprits éclairés et par les pouvoirs publics; mais l'époque troublée dans laquelle on vivait alors fut un obstacle à leur prompte réalisation. Cependant, deux ans plus tard, le procédé proposé par M. Bonneville de Marsangy fut mis en pratique.

La circulaire ministérielle du 6 novembre 1850 adopta le système présenté par M. Bonneville de Marsangy et créa « le casier judiciaire ». Le casier judiciaire est un ensemble de cases ou compartiments destiné à conserver les bulletins constatant les condamnations criminelles ou correctionnelles, les décisions disciplinaires, les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire, les réhabilitations, les amnisties, en un mot, tous les renseignements judiciaires concernant une personne. Il en existe un, auprès de chaque Tribunal civil, destiné à recevoir les bulletins des individus nés dans l'arrondissement. Les bulletins qu'il comprend sont de deux sortes : l'un, dit bulletin n° 1, ou bulletin souche, est rédigé par le greffier du Tribunal qui a statué; il est transmis par le Procureur général au parquet du Tribunal de l'arrondissement dans lequel est né le condamné, pour être déposé au greffe. Chaque condamnation encourue par une personne nécessite la rédaction et la transmission d'un bulletin n° 1 au greffe de l'arrondissement natal. Toutefois, il n'est pas dressé de bulletin n° 1 pour les condamnations des Tribunaux de simple police et des condamnations à l'amende prononcées à la requête des administrations publiques. Ces bulletins ne doivent jamais être communiqués au public.

L'autre, dit bulletin n° 2, est la copie intégrale du ou des bulletins n° 1 concernant une personne. Il est rédigé par le greffier du Tribunal de l'arrondissement natal et délivré soit au ministère public soit aux simples particuliers. Le bulletin n° 2 destiné au ministère public est toujours complet; celui des particuliers ne l'est pas, il ne mentionne pas les décisions prises contre les mineurs ayant agi sans discernement, par application de l'art. 66 du Code pénal, les amnisties et les réhabilitations.

Dans l'esprit de M. Bonneville de Marsangy, les renseignements contenus au casier ne devaient pas être livrés au public; ils servaient seulement à éclairer les magistrats et à constater la récidive. Cependant la circulaire du 6 novembre 1850 a permis leur communication aux administrations publiques et aux simples particuliers qui en feraient la demande. Ces demandes devaient être contrôlées par le Parquet et la délivrance des bulletins n° 2 ne devait se faire que pour des motifs graves et sérieux. Malgré cette surveillance, il se produisit de nombreux abus et, en 1876 (circul. chanc. des 14 août et 6 décembre), M. Dufaure, garde des Sceaux, constatait que l'institution avait été dénaturée, qu'elle « servait à donner satisfaction à des « vues intéressées, à venir en aide à des intérêts « privés et à favoriser de mauvais desseins ». Il défendit alors aux greffiers de délivrer eux-mêmes les bulletins n° 2, cette délivrance devant être faite désormais sur l'ordre formel du Procureur de la République, et décida que toute personne pourrait bien demander le bulletin qui la concerne, mais non plus celui d'un tiers. Mais ces mesures ne mirent pas un terme aux abus; nous le verrons plus loin.

En somme, le casier judiciaire a une supériorité manifeste sur les anciens sommiers; il est une source de renseignements sûre et facile pour les magistrats; il abrège notablement la durée des procédures criminelles. Les mentions qu'il renferme font titre contre les prévenus et accusés et servent à constater la récidive. La jurisprudence de la Cour de Cassation était fortement établie en ce sens avant la loi du 27 mai 1885. Depuis cette loi, elle fait une distinction. (Arrêt du 16 mars 1889, toutes chambres réunies). S'il s'agit d'un cas de récidive légale ordinaire, les juges peuvent, même si l'accusé ou le prévenu se tait ou fait défaut, le condamner comme récidiviste. S'il s'agit, au contraire, d'un récidiviste relégable, le prévenu ou l'accusé doit, sur interpellation, être mis en demeure de reconnaître ou de contredire formellement les mentions inscrites à son casier. S'il les reconnaît, ces mentions ont force probante contre lui et la relégation peut être prononcée; s'il les nie, elles ne constituent que de simples renseignements et, pour prononcer, le Tribunal doit se faire délivrer des extraits authentiques des condamnations.

Le casier est encore préférable aux sommiers, car il reproduit d'autres condamnations et d'autres renseignements que ne contenaient pas les sommiers, il est plus complet. Ainsi on inscrit au casier les arrêts des conseils de guerre, des tribunaux maritimes, les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire, les réhabilitations, les condamnations amnistiées; cependant les ordonnances de non-lieu et les acquittements n'y sont pas relatés.

L'institution des sommiers judiciaires n'a pas dis-

paru. Il existe toujours, à Paris, un service des somniers judiciaires, qui fonctionne comme par le passé, il sert d'auxiliaire au casier judiciaire. Ces deux sources de renseignements se complètent et se contrôlent mutuellement. On a même organisé, récemment, un somnier général des recherches à Paris, qui reçoit toutes les demandes de recherches et les mentions de mandats d'arrêt décernés par les Parquets de province contre les individus soupçonnés de se cacher dans la capitale.

Pour les personnes nées aux colonies, à l'étranger, ou dont l'état civil n'a pu être établi, il existe un casier central, à Paris; il a été créé également par la circulaire du 6 novembre 1850 et fonctionne sous la direction du ministre de la Justice.

II.

Abus du casier judiciaire. — Son but, d'après M. Bonneville de Marsangy; d'après la circulaire de 1850. — Publicité du casier judiciaire. — Perpétuité de l'inscription. — Peine accessoire. — Prescription. — La réhabilitation. — Absence d'une codification sur le casier. — Nécessité d'une réforme par une loi.

D'après le discours de M. Bonneville de Marsangy, le casier judiciaire était un document secret. Son usage était réservé à « l'autorité », c'est-à-dire aux magistrats (1). Cette destination était doublement

(1) « Ces extraits ou mandats seront classés au greffe, par ordre alphabétique, il en sera délivré copie à toute réquisition de l'autorité. » Discours du 5 novembre 1848.

conforme à la tradition historique et au but de l'institution. En effet, l'esprit des lois de 1808 avait été de prohiber la divulgation des mentions portées aux sommiers judiciaires. La discussion des art. 600 et suiv. ne laisse aucun doute sur ce point. On redoutait, avec raison, que la connaissance de ces mentions ne servit de base à quelque chantage ou ne donna lieu à des insertions méchantes dans les journaux, selon l'expression de Regnault Saint Jean d'Angély. Enfin, selon son promoteur, le casier ne devait servir qu'à éclairer les magistrats et à constater la récidive. De la communication aux parties ou aux tiers, il n'en était pas question. Malgré cela, le ministre Rouher, rompant ouvertement avec la tradition, ne craignit pas de proclamer la publicité du casier judiciaire. Il espérait que la divulgation des condamnations serait un châtiment de plus pour le coupable qui chercherait vainement à échapper à la réprobation qui doit le frapper, comme la production d'un casier judiciaire sans tâche serait la récompense de celui qui s'est bien conduit. Ses circulaires du 6 novembre et du 30 décembre 1850, du 4 juin 1851, exposent clairement sa pensée que « la publicité du casier judiciaire devait être la règle » et que la communication aux particuliers devait être accordée chaque fois que le ministère public reconnaissait que la demande qui en était faite s'appuyait sur des motifs sérieux et légitimes. Cette innovation est d'autant plus surprenante qu'elle résulte de simples circulaires ministérielles et qu'elle se heurte avec l'esprit et le texte des lois existantes. Le législateur de 1808, plus clairvoyant, avait prescrit la clandestinité des sommiers judiciaires. Dans sa pensée, la publicité des condamnations ne pou-

vait avoir lieu que dans des cas limités ou lorsqu'elle avait été expressément ordonnée par le juge. Aux termes de l'art. 36 du Code pénal, la publicité n'est permise, en principe, que pour les arrêts et se produit par voie d'affiches; mais pour les jugements correctionnels, elle n'est pas de droit, elle n'est admise qu'à titre purement facultatif pour le juge; son caractère essentiel est d'être temporaire. Elle doit d'ailleurs s'appuyer, si elle est prononcée à titre de peine, sur un texte formel l'ordonnant ou l'autorisant⁽¹⁾. On s'était détaché, avec raison, de ces peines d'ordre moral, si nombreuses sous l'ancien droit, et qui n'avaient aucune efficacité. Elles n'amendaient pas le coupable, elles étaient très inégalement ressenties et destructives de toute dignité humaine.

Cependant la circulaire de 1850 n'a pas craint d'organiser une publicité indirecte par le casier judiciaire! Cette publicité est même beaucoup plus terrible que celle de l'art. 36, parce qu'elle existe pour toutes les condamnations, parce qu'elle n'est pas en proportion avec la gravité de la faute ou la criminalité du délinquant et parce qu'elle est perpétuelle. Le casier, comme le dit M. Theureau⁽²⁾, constitue ainsi une des plus dures pénalités; la peine principale n'aura été que de quelques semaines de prison ou d'une amende, il s'y greffe aussitôt une peine annexe véritablement formidable, créant des incapacités perpétuelles, et qui n'est édictée ni par la loi ni par le juge, qui ne résulte que de simples circulaires ministérielles.

(1) Garraud. *Précis de droit criminel*, p. 288.

(2) Theureau. *Op. cit.* p. 52.

En présence de ce résultat, on s'est demandé si l'inscription au casier n'était pas réellement une peine. M. Léveillé (1) et M. Appleton J. (2), notamment, ont présenté une théorie où l'inscription au casier est considérée comme une peine accessoire. Leur grand argument est tiré précisément du caractère afflictif du casier et de l'analogie de la publicité qu'il présente avec celle qui résulte de l'art. 36. C. P. La publicité par le casier est même plus terrible que celle de l'affiche de l'art. 36. C. P. Celle-ci, dit M. Léveillé, ne dure souvent qu'un jour, le premier « vent qui souffle, la première pluie qui tombe la « déchire et l'emporte en lambeaux. L'inscription au « casier, c'est l'affiche permanente, c'est l'affiche qui « ne disparaît plus, perpétuelle, c'est l'affiche qui « dénonce même les plus légères infractions, les « plus légères condamnations correctionnelles. » On doit, par suite envisager l'inscription comme une peine et la classer dans la catégorie des peines accessoires, comme celle de l'art. 36. C. P. — Ces arguments ne nous ont pas convaincu. Cette théorie part d'une pétition de principes, on dit qu'il y a analogie entre l'affiche de l'art. 36 et l'inscription au casier, et par suite qu'il y a peine dans les deux cas, mais on ne le prouve pas. On ne peut, il est vrai, nier l'existence de quelques points de ressemblance entre ces deux publicités, mais en réalité, elles sont loin d'être pareilles. Avant la loi du 5 août 1899, on aurait pu établir une première différence entre elles. La publicité de l'art. 36 est

(1) M. Léveillé, articles dans le journal le *Temps*, 1 avril et 27 mars 1891. *Bulletin de la Société des prisons*, 1891, p. 1052.

(2) M. Appleton Jean. *La réforme du casier judiciaire*, 1892.

une peine légale, celle du casier a été créée par une circulaire ministérielle, ayant un caractère administratif. Or chacun sait que pour qu'une peine puisse être appliquée, il faut qu'un texte légal l'ordonne ou l'autorise. Mais même depuis la nouvelle loi, bien que le casier soit devenu une institution légale, la publicité de ses inscriptions n'a pas revêtu le caractère d'une peine. Aucun passage de la loi ne permet cette induction; il n'y a rien dans son texte qui puisse autoriser à dire que l'inscription au casier fonctionnera comme une peine. Bien au contraire, il en résulte que nous sommes en présence d'une simple mention sur un document d'ordre administratif, d'une mesure d'administration intérieure ayant, tout au plus, un caractère préventif (1). C'est un mode de publication, très différent des autres, qui, à cause de son importance, a nécessité l'intervention légale pour mettre fin au régime incertain et compliqué des circulaires ministérielles. Ce n'est donc pas une peine. On peut tirer un autre argument de l'origine et du but même du casier judiciaire; il a été créé dans l'intention de fournir aux magistrats un procédé de renseignements sérieux et non de frapper les délinquants d'une nouvelle peine. M. Bonneville de Marsangy, le garde des Sceaux de 1850, n'ont jamais eu l'idée de le présenter comme un moyen de répression, comme une peine. Pour eux, le casier venait remplacer avantageusement l'ancien système des art. 600, 601 et suiv. du C. d'I. C. qui n'avaient pas, eux non plus, édicté une peine en organisant les sommiers judiciaires.

(1) Jacquin. *Rapport présenté au conseil d'état sur le projet de loi sur le casier judiciaire*, 1898.

Le casier n'est qu'un sommier revu, augmenté et perfectionné. — De tous côtés, avec la théorie que nous combattons, on se heurte à des impossibilités. D'abord, au principe de notre législation qui décide qu'il n'y a de peines que celles prescrites par la loi, le juge ne peut infliger une peine sans un texte qui l'ordonne ou l'autorise, or où est la loi qui édicte que l'inscription au casier est une peine? Ensuite, si l'on voit une peine dans l'inscription au casier, on se heurte à cet autre principe non moins certain, que la publicité, ordonnée à titre de peine, n'est pas de droit en matière correctionnelle; qu'elle n'a lieu que dans des cas spéciaux : presse, diffamation, etc.; qu'elle est facultative pour le juge et temporaire; or, la publicité du casier est générale, perpétuelle. Comment concilier cela? Il y a bien d'autres bizarreries. Prenez par exemple l'inscription au casier d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire. Où est la peine principale? Il n'y en a pas. La faillite, la liquidation judiciaire, ne sont pas des peines, elles sont la constatation d'un état de cessation de paiements. Là où il n'y a pas de peine principale une peine accessoire peut-elle exister?

Enfin, comme le fait remarquer, M. Dubois Georges (1), la publicité résultant du casier serait une peine que l'intéressé s'infligerait lui-même. En effet, tant que le casier reste aux archives du Parquet, tant que le condamné ne demandera pas son bulletin n° 2, (bⁱⁿ n° 3 actuel), on se demande en quoi consistera cette fameuse peine accessoire, il n'y a aucune publicité, et avec l'oubli si rapide qui carac-

(1) *Bull. soc. des Prisons*, 1891 p. 1071.

térise notre époque, le souvenir de sa condamnation ne tardera pas à disparaître. Si au contraire, le malheureux a besoin de son casier, s'il est obligé de le produire en public, c'est lui-même qui révèle sa faute, qui est l'auteur de la publicité; il s'inflige une peine accessoire! Résultat curieux, peine automatique et qui se produit selon que l'on est obligé ou non de présenter son casier judiciaire.

Par suite, cette assimilation entre la publicité de l'art. 36 et celle du casier, nous paraît fausse; l'une est vraiment une peine, l'autre ne l'est pas. Cette révélation de la faute par le casier constitue plutôt une aggravation de la peine principale, ou mieux une humiliation, une peine morale de plus pour le condamné, mais il n'y a pas là une peine accessoire au sens juridique. Cette aggravation de la peine, cette prolongation de la condamnation par son inscription est d'ailleurs injuste. Elle constitue une pénalité qu'aucune loi n'édicte. En effet quand le juge prononce une condamnation, il la mesure à la gravité de la faute et à la perversité du délinquant. La peine dont il le frappe est égale au préjudice qu'il a causé; et lorsque le coupable a subi sa peine, expié sa faute, l'intérêt social est satisfait; la société ne peut plus rien exiger de lui, la réparation est complète. « Si la société, dit l'exposé de « motifs du code portugais de 1886, un des plus « parfaits, si la société punit, au nom de son droit « de rendre effective la réparation du dommage « causé à l'ordre moral, il est clair que la réparation ne peut aller au delà de ce qu'exige cette « réparation; et tout dommage causé à l'ordre moral, si profond, si violent qu'il soit, est toujours « transitoire, la perturbation toujours plus ou moins

« passagère ; la peine ne doit être que l'équivalent
« du dommage (1). »

Nous sommes loin de cet idéal de justice avec l'intitution du casier judiciaire, aujourd'hui même où la perpétuité de l'inscription n'a été supprimée que pour quelques condamnés. Mais avant la loi du 5 août 1899, la situation était pire. L'inscription était générale et perpétuelle. Quel châtement ! « La
« plus petite condamnation, fut-elle prononcée il y
« a 20 ans, contre un enfant, était mentionnée per-
« pétuellement, peu importe, que cette faute légère
« ait été rachetée par une conduite exemplaire. Est
« ce juste ? (2) » Etiez vous condamné à une légère
amende pour délit de chasse, de pêche ou de
presse ? Cette condamnation qui ne porte évidem-
ment aucun préjudice à votre considération, ne
disparaissait qu'avec vous-même. Dans un moment
d'excitation, vous aviez porté un coup trop vif à
votre contradicteur, et vous avez été condamné à
24 heures d'emprisonnement ; Malgré vos regrets
sincères, alors que tout est pardonné et oublié, que
votre adversaire lui-même vous avait rendu son
estime, le casier judiciaire ne pardonnait pas et
gardait la trace ineffaçable de votre condamnation.

On a justement comparé l'inscription au casier
judiciaire à l'ancienne marque. L'inscription, au
fer rouge, d'une fleur de lys, sur l'épaule du con-
damné était indélébile et le suivait partout. De
même pour l'inscription au casier judiciaire. On
peut même dire qu'elle a quelque chose de plus

(1) Cité dans Theureau, *Op. cit.* p. 31.

(2) Jules Godin, sénateur, Rapport au Sénat.

inhumain. La marque était exceptionnelle ; elle n'était faite que pour les grands criminels ; le casier est une flétrissure générale, même pour les fautes vénielles ; encore le condamné pouvait cacher sa marque et n'était pas obligé de la montrer ; sans doute on n'est pas obligé de montrer, non plus, son casier judiciaire, mais il n'en est pas moins vrai que bien souvent, le libéré sera contraint de le révéler quand il sollicitera un emploi.

Cette notion de la perpétuité de l'inscription découle de cette vieille idée de l'éternité du châtiment. Elle vient en droite ligne des conceptions pénales canoniques du moyen âge où les pénalités se distinguaient par leur rigueur. De nos jours, où, selon la profonde parole de Théring, « l'histoire de la pénalité est une abolition constante ». Cette notion de peine perpétuelle frappe étrangement (1).

C'est surtout au point de vue des rapports des citoyens entre eux, que les inconvénients de la perpétuité du casier sont grands. Il s'est glissé, en effet, des abus déplorables dans la pratique des casiers judiciaires, et en première ligne, il faut citer l'habitude prise et par les administrations publiques ou privées, et par les simples particuliers, d'exiger de toute personne qui sollicite un emploi la présentation de son casier judiciaire. Il est arrivé que d'autres personnes que les magistrats, trouvant commode de se renseigner sur la moralité des individus, par un moyen aussi simple que rapide, ont réclamé des bulletins n° 2 du casier, qui ne leur ont pas été refusés. Cette habitude s'est géné-

(1) Theureau, p. 56.

ralisée et de nombreux chefs d'administration ou d'industrie ont usé du casier pour connaître les antécédents de leurs employés ou ouvriers. Les circulaires ministérielles du 6 novembre et du 30 décembre 1850 autorisaient, il est vrai, la communication du casier judiciaire aux tiers ; mais il est à penser que leur auteur n'avait pas prévu les conséquences graves de cette pratique. Ces résultats déplorables, le garde des sceaux Dufaure les constatait dans ses circulaires ministérielles du 14 août et du 6 décembre 1871. Encore si l'habitude prise n'avait été que de demander le bulletin des personnes sur lesquelles on désire se renseigner ! M. Dufaure signalait un fait bien plus grave. On demandait souvent le casier dans un but coupable ; on s'en servait pour « donner satisfaction, à des vues « intéressées, pour venir en aide à des intérêts « privés et pour favoriser de mauvais desseins ». Une personne condamnée occupait-elle une situation commerciale enviée, un concurrent jaloux pouvait se procurer son casier, le montrer partout, semer la défiance autour du malheureux et arriver à ruiner son commerce ; ou bien si l'ancien condamné occupait une situation sociale honorifique, ou se trouvait dans une position de fortune avantageuse, un audacieux filou pouvait exercer auprès d'elle un chantage, en le menaçant de divulguer sa condamnation. Ce fut pour mettre un terme à ces abus que fut écrite la circulaire du 6 décembre 1876. Elle recommandait aux Procureurs généraux de « faire savoir aux greffiers qu'il leur est interdit, « désormais, de délivrer à des tiers, des bulletins « n° 2 des casiers judiciaires, seul l'ancien condamné peut demander et obtenir le bulletin n° 2

« le concernant ». On devait en même temps pour éviter la fraude, s'assurer de l'identité du sollicitant (1). Ces mesures furent sans efficacité, et les abus continuèrent ; les demandes de bulletins étaient adressées aux greffiers, ceux-ci pouvaient difficilement s'assurer de l'identité des sollicitants. Une nouvelle circulaire du ministre de la justice, M. Thevenet, en date du 8 janvier 1890, prescrivit d'adresser les demandes aux Procureurs de la République et non plus aux greffiers. Cet ensemble de mesures combattait efficacement le chantage, mais laissait subsister un autre abus non moins grave. Si les administrations ou les particuliers ne pouvaient plus s'adresser directement au greffe pour obtenir des renseignements sur leurs employés ils obtinrent indirectement le même résultat en réclamant de ceux-ci l'apport de leur casier. Actuellement nul ne se présente dans un bureau, comme dans un atelier, sans être accompagné d'un extrait de son casier ; s'il est blanc, c'est-à-dire s'il porte la mention néant, vous êtes admis, s'il porte une condamnation, fût elle minime, vous êtes refusé. Le casier a complètement remplacé l'ancienne enquête individuelle que faisaient les patrons ; le procédé est d'ailleurs si commode et si en harmonie avec les mœurs actuelles de tout faire vite et de tout connaître rapidement ! Plus d'enquêtes longues, c'est là la grande raison de la préférence donnée au casier judiciaire ; il suffit à tout.

« Pour le malheureux qui sort de prison et qui
« recherche du travail, malheur à lui ! s'il n'a pas

(1) Jacquin. Rapport. — Theureau. Circulaire du 6 décembre 1876.

« une famille qui puisse venir à son aide ou des
« ressources personnelles. Partout où il se présen-
« tera, on lui dira: apportez votre casier ou vous
« serez repoussé. Or dans ces conditions comment
« pourrait-il l'apporter? C'est l'impossible qu'on lui
« demande. Il se retirera donc et ira ailleurs; mais
« ailleurs même refus; et ailleurs encore même
« demande et même implacable impossibilité. Nous
« sommes en présence d'un homme sans ressources.
« Il ne peut se subvenir faute de trouver un tra-
« vail quelconque. Que fera-t-il? Hélas faute de
« mieux, il se jettera dans les professions interlo-
« pes, dans les occupations inavouables, ou peut-
« être pour ne pas y tomber, il préférera s'ôter la
« vie (1) ».

D'éminents jurisconsultes ont essayé de montrer toute l'injustice de cette situation. « Trois mois de prison, soixante ans de honte » écrit M. Léveillé dans le journal *Le Temps*. — « Le casier judiciaire des condamnés contient une véritable interdiction de travailler », ajoute-t-il ailleurs —. C'est un pilori à perpétuité, s'écrie M. Delattre, député, dans une séance de la chambre du 29 juin 1886. Les exemples de ces injustices sont nombreux et frappants; nous les empruntons à M. le sénateur Bérenger qui s'est fait l'apôtre de la réforme en cette matière. Nul mieux que lui n'a su mettre en relief les inconvénients du casier et ses discours laissent dans l'esprit une trace profonde.

Dans la séance du Sénat du 8 décembre 1898, il

(1) Bérenger. Discours au Sénat. Séance du 8 décembre 1898.

communiquait à ses collègues l'émouvante lettre que nous reproduisons :

« Il y a plus de trente ans, j'avais seize ans, un
« jour d'élection dans notre petit village, mon pau-
« vre père eût une discussion avec le maire. Arrêté
« on me conduisit au chef-lieu et je fus condamné
« à quinze jours de prison. A dix-huit ans, j'étais
« bachelier ès-lettres et ès-sciences. Je m'engageais;
« je devins maréchal des logis-chef et j'étais à Sau-
« mur depuis vingt mois, prêt à passer sous-lieute-
« nant avec le n° 5 ou 6, lorsqu'une lettre anonyme,
« signalant le malheur qui m'avait frappé, me fit
« renvoyer, brisant mon avenir et ma vie.... Mon
« pauvre père et ma pauvre mère en moururent de
« chagrin. Seul, dès lors, je partis sans dire à per-
« sonne où j'allais. Je trouvais à me caser dans un
« magasin à Lille, comme comptable; j'y étais de-
« puis dix-sept ans, gagnant alors 6,000 francs par
« an. Un jour un homme de mon village, y entra
« par hasard et me reconnut. Je lui fis bon accueil,
« l'hébergeai pendant plusieurs jours et le suppliai
« de ne parler à personne de cette rencontre. Un
« mois plus tard, je fus appelé par mon patron,
« un homme bon et humain. Il me fit voir un
« journal, signalant sa maison comme ayant à son
« service un repris de justice dangereux; on m'in-
« vita à faire venir mon casier judiciaire. Je baissai
« la tête et je dus partir sans certificat. Depuis,
« j'ai, il y a longtemps, épuisé mes économies, qui
« se montaient à 16.000 francs. Partout où je me
« suis présenté, on me demandait mon casier judi-
« ciaire. J'ai fait tous les métiers honnêtes, j'ai tra-
« vaillé la terre, j'ai fait le bûcheron, et un jour
« que j'étais contremaître dans une forêt en exploi-

« tation, l'entrepreneur ayant demandé mon inscription sur les listes électorales, le maire écrivit « chez moi. Son collègue, toujours le même, répondit ceci : « Dites lui de fournir son casier « judiciaire ». Je fus congédié et je dus fuir avec « honte. Je suis pourtant un parfait honnête « homme, n'ayant fait tort d'un centime à personne ».

On pourrait, avec l'honorable sénateur, multiplier les citations, car les exemples sont nombreux.

A tous les degrés de l'échelle sociale, on trouve la même situation ; simples particuliers, puissantes compagnies, administrations publiques, tous demandent le casier. On a dit souvent pour répondre à cette critique que le patron savait faire la distinction entre l'individu dont le casier ne révèle qu'une condamnation légère et celui qui divulgue une faute grave. Hélas, non ! La réalité est tout autre. Exiger d'un patron le discernement des circonstances de la condamnation, c'est lui demander un examen au dessus de ses forces ; c'est trop présumer de son bon sens et de son humanité. Que se passe-t-il, en effet, dans la pratique ? Quand un individu qui sollicite du travail montre un casier terni, par une condamnation légère, les neuf dixièmes des patrons auxquels il se présente ont la pensée qu'ils ont devant eux un repris de justice dangereux et refusent le malheureux. Dans les administrations publiques, c'est la même pratique, nul n'est admis sans un casier vierge. Finances, octrois, voiries, postes, arsenaux, toutes les administrations n'ont que des employés à casier immaculé. Pour être balayeur des rues de Paris, allumeur de réverbères, ou homme d'équipe, il faut présenter un casier

blanc comme pour être magistrat. L'esprit ingénieux de ces administrations fait même jouer au casier un rôle tout à fait remarquable. En présence des innombrables demandes d'emplois dont elles sont assaillies et dans l'impossibilité de faire sur chacun des postulants une enquête, le casier judiciaire leur sert de criterium et de procédé d'élimination mécanique. En bloc, on classe, sans examen, toute demande accompagnée d'un casier terni. — Et pourtant le casier, le terrible casier, n'a qu'une valeur purement négative. On peut avoir un casier sans tache et être un parfait malhonnête homme.

Ces mesures seraient simplement ridicules si parfois elles n'étaient odieuses. Qui le croirait? Il y a des établissements charitables, hospitaliers, qui refusent de recevoir sous leur toit des vieillards, des infirmes, des malheureux à cause de leur casier. A Lyon, pour participer aux distributions de secours, ou à une gratification annuelle de 100 fr. faite à certains indigents, il faut présenter un casier intact. Pour entrer à l'asile municipal d'Albigny, maison de retraite pour les vieillards, il faut satisfaire à la même condition. Il en est de même pour d'autres villes. Ces procédés sont assurément dignes d'une flétrissure; mais il faut être juste et reconnaître que leur ignominie retombe moins sur les municipalités que sur la mauvaise organisation du casier judiciaire.

Les congrès pénitentiaires qui se sont occupés du casier judiciaire ont également déploré le mal qu'il causait par ses révélations perpétuelles. Au congrès de Stockholm, en août 1878 (1), un délégué le cons-

(1) Cité par Theureau. p. 56.

tatait en ces termes : « avoir un casier judiciaire, « c'est être qualifié de repris de justice, le public « n'entre pas dans l'examen des causes qui ont « déterminé la condamnation, il n'en a pas le temps « et n'en prend pas la peine. Il ne s'inquiète pas « du point de savoir si la faute a été légère, si elle « est née d'un entraînement ou d'une inadvertance ; « si elle a pour excuse l'âge ou l'état d'esprit de « celui qui s'en est rendu coupable ; si elle dénote « ou non une mauvaise nature, un cœur perversi, « si elle ne laisse pas subsister intacts sa probité « ou son honneur. Non, la gravité de la faute ne « compte pas, le casier judiciaire dit tout et les « portes se ferment devant l'individu bon, ou mau- « vais, repentant ou non, qui est ainsi désigné à la « réprobation publique. Cet individu, pendant toute « sa vie et partout où il se transporte est pour- « suivi par cette note infamante ».

Ce n'est pas tout ; à côté de ce mal, il y a un danger plus grave. Le malheureux éternellement poursuivi par une peine qui ne s'efface pas, ne trouvant ni emploi ni travail, finira par tomber dans la récidive. A sa situation, il n'y a que deux issues, comme le dit M. Bérenger : vivre aux dépens de la Société ou mourir ! Il est certain que nombre de libérés qui sortent des prisons, veulent sincèrement revenir au bien. Ils font des efforts louables pour trouver du travail, mais ils sont paralysés par les indiscretions du casier judiciaire. Que vont devenir ces malheureux, ajoute l'honorable sénateur ? Les uns, les meilleurs, feront des vagabonds ou des mendiants. C'est peut-être la principale cause de l'énorme accroissement qu'ont pris de nos jours ces deux délits. Quant aux autres, ils se livreront à

la filouterie, au vol, à l'escroquerie, à toutes les formes de la récidive.

Les esprits les plus judicieux sont unanimes à reconnaître que le casier judiciaire est une des sources de la récidive. M. Léveillé, (1) un jurisconsulte nous dit dans son langage imagé : « Le casier fait des parias, et les parias sont, presque malgré eux, les récidivistes de demain. »

M. Freppel, à la tribune de la Chambre, le faisait observer lors de la discussion de la loi du 14 août 1885 (1). « C'est ce casier, comme il fonctionne, qui « n'a pas peu contribué à grossir l'armée des mendiants « et des vagabonds ; c'est grâce au casier ainsi « tendu et appliqué, que de malheureux ouvriers ne « trouvent de travail nulle part et qu'ils sont mis à « la porte des ateliers et des manufactures ».

Un magistrat éminent, M. Flandin, président d'une des Chambres du tribunal correctionnel de la Seine, n'a pas craint d'avouer que les tribunaux correctionnels étaient souvent portés à punir d'une peine légère des récidivistes dans la certitude que leur casier judiciaire ne leur permettait pas de vivre honnêtement.

Lors de la discussion de la loi du 27 mars 1885 sur les récidivistes et la relégation, le ministre de l'Intérieur M. Waldeck-Rousseau, s'appuyant sur les données de la statistique de l'époque, constatait que le criminalité diminuait dans son ensemble ; mais si les crimes diminuaient, le nombre des délits restait à peu près stationnaire. Cependant le nombre

(1) *Bulletin de la Soc. des Prisons* 1891. p. 736.

(1) Cité par Theureau, p. 69.

des récidivistes augmentait suivant une progression régulière, presque mathématique, et il n'était pas douteux pour lui, que le casier judiciaire ne fut une des causes de cette marche ascendante de la récidive.

Pour nous, sans prétendre que le casier soit l'unique ou la principale cause de la récidive, nous croyons fermement qu'il a nui à de nombreux condamnés libérés. Ces malheureux n'ont pas pu reprendre la place qu'ils espéraient au milieu des honnêtes gens, par ce que leur casier a été un obstacle insurmontable à leur reclassement. Découragés et ne trouvant pas cet oubli réparateur sur lequel ils étaient en droit de compter, ils sont redevenus criminels.

Et cependant, en droit, tout ce prescrit, tout s'oublie. Pourquoi le casier échapperait-il seul à cette règle générale? L'action publique, la peine, se prescrivent; celui qui a commis le crime le plus barbare, peut après l'expiration de la prescription, après 10 ans, avouer son crime, sans que personne ait le droit de l'arrêter, sans que sa tranquillité puisse être troublée. Cette mesure est sage; les rédacteurs du Code nous en ont donné les raisons, dans le style pompeux de leur époque: « Le coupable, par les remords « auxquels il n'a pu échapper, par ses angoisses de « chaque jour, dans la crainte où il vivait d'être « découvert, arrêté et puni, a suffisamment expié sa « faute; le temps lui vaut pardon » (1). C'est pour cela que la prescription est d'ordre public. A ce titre, elle aurait dû atteindre le casier judiciaire comme la peine elle-même. Cette exception est d'autant plus

(1) Réal — V. Locré, *Trav préparatoires*. — Theureau p. 57.

regrettable que la faute est plus légère. Vingt années (la prescription criminelle la plus longue) peuvent effacer un crime ; elles ne peuvent cependant pas entamer une simple mention portée sur le casier judiciaire !

Beaucoup de personnes n'hésitent pas à dire que la réhabilitation corrige tous ces inconvénients et couronne heureusement les efforts de ceux qui cherchent à se relever. Par ses effets, les mentions du casier judiciaire cessent d'être inscrites au bulletin n° 2 délivré aux intéressés. L'ancien condamné peut désormais produire en public un casier blanc, comme s'il n'avait jamais été puni. — Vraiment le remède indiqué est bien inefficace. Chacun sait que la réhabilitation exige de nombreuses formalités, et que ses inconvénients sont tels que beaucoup de personnes ne veulent pas en user. La loi du 14 août 1885 a bien simplifié sa procédure ; mais elle en a laissé subsister le principal inconvénient, la publicité. La réhabilitation exige de nombreuses enquêtes ; pour connaître la conduite du sollicitant et la sincérité de son repentir, on recueille des renseignements sur lui auprès des maires des localités où il a résidé, des juges de paix et des préfets. Le soin de ces enquêtes est laissé à des agents subalternes, qui ne procèdent pas avec la discrétion et le tact nécessaires. Il se produit alors ce résultat extrêmement fâcheux, qu'en divulguant la demande en réhabilitation, on réveille le souvenir d'une faute depuis longtemps oubliée ou on la fait connaître à ceux qui l'ignoraient. On flétrit ainsi l'homme dont on veut effacer la flétrissure (1). Que de condamnés

(1) Faustin Hélie. *Traité de l'instruction criminelle*. T. IX, p. 572.

ont refusé de demander leur réhabilitation pour éviter ces indiscretions ! Pour la plupart, ils sont parvenus à force d'énergie et d'honnêteté à reconquérir l'estime publique ; ils ont longuement racheté leur faute par une conduite exemplaire, et on comprend sans peine qu'ils craignent de voir leurs efforts anéantis par ces enquêtes révélatrices. Pour s'en convaincre, il suffit de reproduire les exemples que M. Béranger a cités au Sénat (1).

« Permettez-moi, disait l'honorable sénateur, de
« vous lire quelques extraits des lettres adressées
« depuis peu à une société de patronage. Ils vous
« mettront en présence de faits réels et vivants, qui
« vous montreront à la fois la misère et les angois-
« ses créées par l'usage abusif du casier et par l'im-
« possibilité si fréquente de la réhabilitation.

« Je viens de lire, écrivait un condamné, le futur
« projet de loi sur le casier judiciaire, permettez-
« moi de vous adresser quelques lignes pour vous
« soumettre la situation dans laquelle je me trouve
« par suite d'une condamnation à 8 mois de prison
« que j'ai subie en 1860, il y a plus de trente ans ;
« depuis lors j'ai bien souffert de cette malheureuse
« faute ; j'appartiens à une honorable famille qui,
« heureusement, l'ignore, et depuis ma sortie de
« prison, c'est-à-dire depuis plus de trente ans j'ai
« toujours vécu en honnête homme et j'occupe dans
« un grand établissement industriel un emploi sé-
« rieux. Je crois que beaucoup de personnes sont
« placées dans ma position. Ne fera-t-on rien pour
« elles ?

(1) *Journal Officiel*. Séance du 8 décembre 1898.

— 8 janvier 1898. « Vous ne pouvez vous imaginer les souffrances que supporte journellement un homme qui a commis une faute, l'a expiée et veut rester honnête homme. Que de malheureux sont dans mon cas, n'osent demander leur réhabilitation, dans la crainte de faire connaître leurs antécédents à ceux qui les ignorent, et souffrent en silence ».

— 1 juin 1878. Une condamnation à deux mois de prison en 1875, il y a 23 ans ! Depuis 17 ans, j'habite le même quartier et pendant la période électorale des amis faisant partie d'un comité se sont étonnés que je ne figurais pas sur la liste des électeurs. Espérant après 23 ans pouvoir facilement régulariser cette situation, je suis allé, vendredi dernier, au parquet, où il m'a fallu devant plusieurs personnes étaler ma honte. On m'a dit qu'il fallait adresser une requête avec tous les détails, que cette requête passerait dans les bureaux de la mairie de mon arrondissement, puis chez le commissaire de police et enfin chez le juge de paix.. J'ai fait remarquer que la réhabilitation qu'on m'offrait était plus déshonorante que le statu quo. On n'habite pas un quartier 17 ans sans avoir des relations, je suis justement connu à la mairie ».

Et le malheureux a renoncé à sa réhabilitation.

Un magistrat cite le cas suivant (1). « Je me rappelle qu'en vérifiant les antécédents des jurés appelés à siéger devant la cour d'assises à B... en 1887, je constatais que M. L... capitaine en

(1) *Bull. Soc. des prisons.* 1891. p. 1020.

« retraite, chevalier de la Légion d'honneur, avait
« été condamné par défaut, à l'âge de seize ans, à
« six mois de prison pour vol. Révéler cette con-
« damnation en pleine audience et requérir l'exclu-
« sion du juré selon les prescriptions du décret du
« 13 juin 1848, applicable à l'Algérie, c'était porter
« une atteinte mortelle à la situation d'un père de
« famille estimé de tous. Je le mandais au parquet
« et pour régulariser la situation, je fis délivrer un
« certificat de médecin, faux je le confesse, et fis
« dispenser M. L... comme malade. Plus tard, je
« parvins à le faire réhabiliter en entourant la pro-
« cédure des plus minutieuses précautions. Mais
« une enquête faite à B... dont la population est
« en grande partie étrangère, où les affaires, dans
« l'esprit de la plupart des habitants, priment
« toute autre considération peut être menée discrè-
« tement. Ce résultat est impossible à obtenir dans
« la plupart des chefs-lieux d'arrondissement. »

— 24 mai 1890. — « Je connais un pauvre dia-
« ble qui a encouru en 1872 un mois de prison
« pour vol ; il a essayé, il y a cinq ans d'obtenir
« sa réhabilitation. Il a dû faire cesser les enquêtes
« qui devenaient trop compromettantes pour lui. »

— La réhabilitation est effrayante à demander
surtout pour ceux qui, frappés par la justice, n'ont
pas eu leur condamnation publiée par les journaux.
Ils subissent leur condamnation ignorée de tous et
tâchent en travaillant, en vivant honnêtement, de
reprendre leur place dans la société. S'ils deman-
dent leur réhabilitation, une enquête a lieu ; un
agent maladroit divulgue le but de ces questions,
et ce secret que le malheureux voulait cacher à
tous, se propage dans son quartier ; il est perdu.

Loin de nous la pensée de faire le procès de la réhabilitation telle qu'elle existe d'après les lois du 14 août 1895 et 20 mars 1898 ; il faut être juste et reconnaître les précieux avantages qu'elle offre. C'est une institution équitable de plus en plus recherchée. Le nombre des réhabilités a suivi une marche toujours ascendante surtout depuis la loi du 14 août 1885. Dans la période quinquennale de 1880 à 1885, leur nombre était en moyenne de 817. En 1886, il a été de 1432 : en 1896 il a presque triplé, 3432.

De 1885 à 1890 — 1892	} en moyenne
De 1890 à 1895 — 2672	
En 1896 seule — 3432 (1).	

Certes ces chiffres sont éloquents. Si l'on se reporte soixante ans en arrière, de 1840 à 1847, on trouve une moyenne de 20 réhabilitations seulement ; il faut s'applaudir d'un pareil résultat. Ce succès s'explique parce que l'institution est beaucoup plus connue, elle s'est vulgarisée ; ensuite la simplification de la procédure a été certainement la cause la plus sérieuse de ce résultat. Mais il nous semble qu'on pourrait obtenir bien mieux encore, en simplifiant davantage, notamment par la suppression des enquêtes révélatrices. En cherchant dans nos institutions on trouverait facilement le germe de la réforme. Cet indice, c'est la loi du 26 mars 1891 qui nous le fournit ; elle prononce après cinq années de bonne conduite la radiation au casier judiciaire de la condamnation prononcée contre une personne avec le bénéfice du sursis à l'exécution ; son effet est ensuite d'anéantir toutes les déchéances pro-

(1) *Statistique générale pour l'année 1896.*

noncées contre elle et de lui restituer les anciens droits qu'elle avait perdus. N'est-ce pas une réhabilitation ? Ne pourrait-on pas étendre le bénéfice de cette radiation à toutes les condamnations, après un certain nombre d'années d'épreuve, surtout si le condamné n'a pas encouru de nouvelle condamnation ?

Cette institution serait un puissant moyen de relèvement individuel et de préservation sociale. Les effets de la loi du 26 mars 1891 ont été si heureux qu'on peut facilement entrevoir le bien que ferait cette institution généralisée par le procédé de la réhabilitation de droit. Nous pouvons reproduire ici les données de la statistique la plus récente (1896) afin d'en tirer parti plus tard en examinant la réhabilitation de plein droit.

En 1892 il y a eu 17881 sursis prononcés par les tribunaux.

En 1893 « 20404 »

En 1894 » 21377 »

En 1895 » 23288 »

En 1896 » 24217 (1) »

Le nombre des sursis révoqués a été respectivement :

En 1892 : 663

En 1893 : 885

En 1894 : 1147

En 1895 : 1261

En 1896 : 1507

Même marche ascendante de chaque côté ; mais on peut constater que, malgré tout, le nombre des

(1) *Statistique judiciaire pour 1896.*

sursis révoqués est relativement restreint. D'ailleurs la statistique est une arme à deux tranchants dont il faut savoir user habilement. Il ne faut pas oublier, en effet, que chaque année jusqu'à l'expiration de la première période quinquennale le nombre des individus ayant bénéficié du sursis a grandi très vite, indépendamment même de la progression numérique annuelle des bénéficiaires de la loi ; et si l'on recherche, année par année la proportion des sursis révoqués par rapport au total des sursis accordés précédemment, on constate que, loin d'augmenter, elle a diminué de 2,2 pour 100 en 1891, à 1,2 pour 100 en 1896.

Il se dégage de cette étude la nécessité d'une réforme, soit pour le casier judiciaire, soit pour la réhabilitation. Mais cette réforme doit être l'œuvre d'une loi. L'absence de codification antérieure sur le casier judiciaire est regrettable et nuisible. Le régime des circulaires ministérielles est en effet précaire. Ce n'est pas que l'on eût à redouter la suppression du casier judiciaire, il est tellement entré dans les mœurs qu'un tel événement n'était pas à craindre ; son utilité est de toute évidence ; mais l'on pouvait craindre que, selon le caprice des ministres qui se succèdent au pouvoir, le casier ne subit des changements aussi brusques que contradictoires. On s'étonne même qu'une institution si importante, n'ait pas reçu plus tôt la consécration légale, son existence est reconnue dans quelques cas où l'expression « casier judiciaire » se trouve intercalée dans le texte légal ; ainsi la loi du 14 août 1885 sur la récidive et la réhabilitation, la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire et celle du 15 juillet 1889, sur le recrute-

ment de l'armée, se servent de cette expression « le casier judiciaire ». Mais n'est-il pas curieux de voir la loi raisonner sur une institution qui n'est pas légale (1) ?

Malgré cette reconnaissance, l'intervention d'une loi était utile à plusieurs points de vue. Ne serait-ce d'abord que pour donner au casier judiciaire une assiette plus fixe et plus stable ; rester sur le terrain des circulaires ministérielles, c'est s'exposer à des bouleversements dangereux. Il n'est pas à douter qu'un ministre hésitera beaucoup à demander au pouvoir législatif l'abrogation ou la modification d'une loi qui lui déplaît, tandis qu'il peut biffer d'un trait de plume une simple circulaire. Si l'on songe en outre à la multiplicité des circulaires qui régissent le casier judiciaire — il y en a près de cent — il fallait de toute nécessité qu'une loi vienne mettre un peu d'ordre dans ce dédale de textes et éviter des redites ou des contradictions.

III.

Loi du 5 août 1899. — Travaux. — Texte.

Les pouvoirs publics avaient reconnu, comme les jurisconsultes et les congrès, les abus du casier judiciaire. Justement émus des critiques très-vives dont ils furent l'objet dans la période qui s'écoula entre 1886 et 1891, les gardes des sceaux qui se

(1) Appleton J. *op. cit.* p. 43.

succédèrent au pouvoir, cherchèrent une solution rationnelle, annoncèrent qu'ils étudiaient la réforme du casier et les bases nouvelles sur lesquelles il devait être établi. En 1886, M. Demôle, garde des sceaux, s'occupa sérieusement de cette question et allait soumettre au parlement un projet de loi très étudié et original ; mais le ministère dont il faisait partie ayant été renversé, son projet disparut avec lui. Quatre années plus tard, un groupe de députés dont faisaient partie MM. Chiché et Laur, reprirent son projet qu'ils déposèrent à la Chambre, dans la séance du 23 juin 1890. Ce nouveau projet fut renvoyé, séance tenante, à la commission du code d'instruction criminelle. A la même époque, lors de la discussion de la loi sur l'aggravation des peines en cas de récidive et leur atténuation pour le cas d'un premier délit, loi qui devait être celle du 25 mars 1891, le ministre de la justice, M. Fallières, fut interpellé au Sénat par M. Bérenger sur le casier judiciaire. Le ministre répondit qu'il s'occupait de la réforme, mais qu'il attendait le retour des délégués français au congrès pénitentiaire de Saint-Pétersbourg où le casier devait être étudié à fond, avant de présenter un projet.

Enfin, par arrêté ministériel en date du 24 juillet 1890, il nomma une commission spéciale « chargée sous la présidence du ministre de la justice, « de rechercher les modifications qui pouvaient être « apportées au fonctionnement du casier judiciaire. » Les membres de cette commission furent : MM. Cazot, sénateur, vice-président du Sénat, Bérenger, sénateur, Trarieux, sénateur, Guyot-Dessaigne, Bovier-Lapierre, Leygues, députés, Voisin, conseiller à la Cour de cassation, Herbette, conseiller d'état,

Dumas, directeur des affaires criminelles et des grâces, Léveillé, professeur, Bloch, avocat général, Guillot, juge d'instruction, Brégeault, substitut, et Yvernès, chef de division au ministère de la justice. Par arrêté du 24 octobre 1890, on leur adjoignit MM. Jacquin, conseiller d'Etat, et Lépine, secrétaire général à la préfecture de police.

Cette commission tint de nombreuses séances (18 exactement), au cours desquelles elle s'occupa non seulement de la réforme du casier judiciaire, mais sur la demande de M. Béranger et l'approbation du ministre de la justice, de la réhabilitation de droit. Elle présenta au garde des sceaux un projet de loi, suivi d'un rapport explicatif. Ce projet déposé sur le bureau du Sénat en 1891, a subi de nombreuses vicissitudes. Le Sénat nomma une commission composée de MM. Cazot, président, Morellet, Thézard, Mazeau, Ranc, Béranger et Jules Godin, chargée de l'examiner. Un rapport fut présenté en son nom par M. Jules Godin, le 10 mars 1898. Entre temps, les différents ministres de la justice qui furent au pouvoir, demandèrent l'avis du Conseil d'Etat. Celui-ci eut des délibérations longues et laborieuses ; la section de législation se prononça pour la clandestinité du casier, mais son avis ne prévalût pas ; en assemblée générale, la majorité des sections fût, au contraire, pour la publicité du casier et le maintien du statu quo. M. le conseiller Jacquin a présenté sur ce sujet un rapport remarquable. Enfin, après la consultation du Conseil d'état, la commission sénatoriale présenta un projet qui fut accepté par le gouvernement sauf modifications de détail et dont les grandes lignes étaient les suivantes :

1° Repoussant également une clandestinité ou une

publicité complète, le projet consacrait un système transactionnel de publicité restreinte. Il créait trois bulletins, le bulletin n° 1, bulletin souche, destiné à rester aux archives du parquet, le bulletin n° 2, relevé intégral des bulletins n° 1, à l'usage du ministère public et des administrations publiques de l'Etat, le bulletin n° 3, destiné à l'intéressé lui-même, bulletin qui ne pourrait être délivré en aucun cas à des tiers et sur lequel ne figureraient pas quelques condamnations légères

II° Il admettait la prescription des mentions du casier judiciaire, fondée sur cette observation que la peine accessoire ne peut être perpétuelle en face d'une peine principale temporaire et sur cette autre considération que la prescription est d'ordre public et doit tout couvrir. Cette prescription ne serait pas aveugle et brutale, mais méritée par une bonne conduite dont la durée serait mesurée à la gravité de la faute.

III° Enfin après un délai plus long, cette même prescription serait la récompense de l'ancien condamné qui s'est bien conduit et qui n'a pas encouru de nouvelle condamnation ; il serait réhabilité de plein droit. Le germe de cette innovation se trouvait dans la loi du 26 mars 1891 ; le projet de loi l'a adopté et considérablement développé.

En résumé, création de trois bulletins, prescription des mentions du casier, réhabilitation de plein droit, telle était l'économie générale du projet.

Ce projet fut présenté au Sénat par M. Lebreton, garde des sceaux, en décembre 1898. Il fut l'objet d'une discussion brillante et passionnée, J. Godin, rapport. Bérenger et Thézard. Il fut adopté dans la

séance du 7 mars 1899 et ensuite porté à la Chambre des députés et voté, presque sans examen, après une déclaration d'urgence, le 3 juillet 1899. La nouvelle loi fut promulguée le 5 août 1899.

Son texte intégral a paru dans le *Journal Officiel* du 7 août 1899. Le voici :

Art. I. Le greffe de chaque tribunal de première instance reçoit en ce qui concerne les personnes nées dans la circonscription du tribunal et après vérification de leur identité aux registres de l'état civil, des bulletins, dits bulletins n° 1, constatant :

1° Les condamnations contradictoires ou par contumace et les condamnations par défaut non frappées d'opposition, prononcées pour crime ou délit, par toute juridiction répressive ;

2° Les décisions prononcées par application de l'art. 66 du code pénal ;

3° Les décisions disciplinaires prononcées par l'autorité judiciaire ou par une autorité administrative, lorsqu'elles entraînent ou édictent des incapacités ;

4° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;

5° Les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers.

ART. 2. — Il est fait mention sur les bulletins n° 1 des grâces, commutations ou réductions de peines, des décisions qui suspendent l'exécution d'une première condamnation, des arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation, des réhabilitations et des jugements relevant de la relégation, conformément à l'article 16 de la loi du 17 mai 1885, et des décisions qui rapportent les arrêtés

d'expulsion, ainsi que de la date de l'expiration de la peine et du paiement de l'amende.

Sont retirés du casier judiciaire : les bulletins n° 1 relatifs à des condamnations effacées par une amnistie ou réformées en conformité d'une décision de rectification du casier judiciaire.

ART. 3. — Le casier judiciaire central, institué au Ministère de la justice, reçoit les bulletins n° 1 concernant les personnes nées à l'étranger, dans les colonies, ou dont l'acte de naissance n'est pas retrouvé.

ART. 4. — Le relevé intégral des bulletins n° 1 applicables à la même personne est porté sur un bulletin appelé bulletin n° 2. Il est délivré aux magistrats du Parquet et de l'Instruction, aux autorités militaires et maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime, ainsi que pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement.

Il l'est également aux administrations publiques de l'Etat, saisies de demandes d'emplois publics, en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée conformément à la loi du 30 octobre 1886.

Les bulletins n° 2 réclamés par les administrations publiques de l'Etat, pour l'exercice des droits politiques, ne comprennent que les décisions entraînant des incapacités prévues par les lois relatives à l'exercice des droits politiques.

Lorsqu'il n'existe pas de bulletin n° 1 au casier judiciaire, le bulletin n° 2 porte la mention : Neant.

ART. 5. — En cas de condamnation, faillite, liquidation judiciaire ou destitution d'un office ministé-

riel, prononcée contre un individu soumis à l'obligation du service militaire ou maritime, il en est donné connaissance aux autorités militaire ou maritime par l'envoi d'un duplicata du bulletin n° 1.

Un duplicata de chaque bulletin n° 1 constatant une décision entraînant la privation des droits électoraux, est adressée à l'autorité administrative du domicile de tout français ou de tout étranger naturalisé.

ART. 6. — Un bulletin n° 3 peut être réclamé par la personne qu'il concerne. Il ne doit dans aucun cas être délivré à un tiers.

ART. 7. — Ne sont pas inscrites au bulletin n° 3 :

1° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal ;

2° Les condamnations effacées par la réhabilitation ou par application de l'article 4 de la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines ;

3° Les condamnations prononcées en pays étranger pour des faits non prévus par les lois pénales françaises ;

4° Les condamnations pour délits prévus par les lois sur la presse, à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation ou pour outrage aux bonnes mœurs ou en vertu des articles 23, 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1887 ;

6° Une première condamnation à un emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois prononcée par application des articles 67, 68, 69 du Code pénal ;

6° La condamnation avec sursis à un mois, ou

moins d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans amende ;

7° Les déclarations de faillite, si le failli a été déclaré excusable par le tribunal ou a obtenu un concordat homologué, et les déclarations de liquidation judiciaire.

ART. 8. — Cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 délivré au simple particulier.

1° Un an après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à moins de 6 jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 fr. ou à ces deux peines réunies, sauf le cas où ces condamnations entraîneraient une incapacité civile ou politique ;

2° Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à six mois ou moins de six mois de prison ou à une amende, ainsi qu'à ces deux peines réunies ;

3° Dix ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique à une peine unique de deux ans ou de moins de deux ans, ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an ;

4° Quinze ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique supérieure à deux ans de prison.

Le tout sans qu'il soit dérogé à l'art. 4 de la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Dans le cas où une peine corporelle et celle de l'amende auront été prononcées cumulativement, les différents délais prescrits par le présent article commenceront à courir à partir du jour où ces deux peines auront été complètement exécutées.

La remise totale ou partielle, par voie de grâce, de l'une ou de l'autre de ces peines équivaldra à leur exécution totale ou partielle.

L'exécution de la contrainte par corps équivaldra au paiement de l'amende.

ART. 9. — En cas de condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 reproduit intégralement les bulletins n° 1, à l'exception des cas prévus par les paragraphes 1, 2, 3, 4 de l'article 7.

ART. 10. — Lorsqu'il se sera écoulé dix ans, dans le cas prévu par l'article 8, 1° et 2°, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein droit.

Le délai sera de quinze ans dans le cas prévu par l'article 8 § 3°, et de vingt ans dans le cas prévu par l'art. 8 § 4°.

En cas de contestation sur la réhabilitation, le demandeur pourra s'adresser au tribunal du lieu de son domicile, dans les formes et suivant la procédure prescrites à l'article 14. Le jugement rendu sera susceptible d'appel et de pourvoi en cassation.

ART. 11. — Quiconque, en prenant le nom d'un tiers, aura déterminé l'inscription au casier de ce tiers, d'une condamnation, sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement, sans préjudice des poursuites à exercer pour le crime de faux, s'il y échet.

Sera puni de la même peine celui qui, par de fausses déclarations relatives à l'état-civil d'un inculpé aura sciemment été la cause de l'inscription d'une

condamnation sur le casier judiciaire d'un autre que cet inculpé.

Quiconque, en prenant un faux nom ou une fausse qualité, se fera délivrer le bulletin n° 3 d'un tiers sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

L'article 463 du Code pénal sera dans tous les cas applicable.

ART. 12. — L'étranger n'aura droit aux dispenses d'inscription sur le bulletin n° 3 (1) que si dans son pays d'origine une loi ou un traité réserve aux condamnés français des avantages analogues.

ART. 13. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi et, notamment, les conditions dans lesquelles doivent être demandés, établis et délivrés les bulletins n° 2 et 3, les droits alloués au greffier, ainsi que les conditions d'application de la présente loi aux colonies et aux pays de protectorat.

ART. 14. — Celui qui voudra faire rectifier une mention portée à son casier judiciaire présentera une requête au président du tribunal ou de la Cour qui aura rendu la décision.

Le président communiquera la requête au ministère public et commettra un juge pour faire le rapport.

Le tribunal ou la Cour statuera en audience publique, sur le rapport du juge et les conclusions du ministère public.

. (1) La loi porte bulletin n° 2, mais c'est évidemment par suite d'une erreur matérielle.

Le tribunal ou la Cour pourra ordonner d'assigner la personne objet de la condamnation.

Dans le cas où la requête est rejetée, le requérant sera condamné aux frais.

Si la requête est admise, les frais seront supportés par celui qui aura été la cause de l'inscription reconnue erronée, s'il a été appelé dans l'instance.

Le ministère public aura le droit d'agir d'office, dans la même forme, en rectification de casier judiciaire.

Mention de la décision rendue sera faite en marge du jugement ou de l'arrêt visé par la demande en rectification.

Ces actes, jugements et arrêts seront dispensés de timbre et enregistrés gratis :

— Le règlement d'administration publique sur le casier judiciaire annoncé par la loi du 5 août 1899, a été publié le 15 décembre de la même année ; il était accompagné d'une circulaire ministérielle très importante précisant le fonctionnement de cette institution (1).

(1) Voir *Journal Officiel* du 17 décembre 1899.



DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE THÉORIQUE DE LA LOI DU 5 AOÛT 1899.

I.

Nature du casier — sa force probante, publicité, clandestine, complète. — Exagération de ces deux systèmes. Système transactionnel. — Deux intérêts opposés : 1° le reclassement des condamnés, 2° l'intérêt des honnêtes gens. — Bases du système transactionnel. — Distinction du condamné primaire et du récidiviste. — Sélection à faire entre les condamnations à inscrire au bulletin n° 3. — Qui la fera ? le juge ? l'administration ? la loi ? Nature de l'infraction, taux de la peine. — Système de la loi du 5 août 1899. — Condamnations jamais inscrites. — Prescription ? Péréemption ? des inscriptions au casier judiciaire. — Point de départ de la cessation des inscriptions au casier judiciaire. — Durée du délai. — Admission partielle des récidivistes. — La prescription ne s'applique qu'au bulletin n° 3. — Effet rétroactif.

La loi du 5 août 1899 a adopté et consacré dans ses grandes lignes le projet de loi qui avait été sou-

mis au Parlement. Elle sera, croyons-nous, d'un heureux effet ; elle donne au casier judiciaire la base ferme et solide qui lui faisait défaut en transformant en principes légaux les décisions des circulaires antérieures, et les mentions qu'il contiendra, auront une autorité et une force probante qu'elles n'avaient pas eues jusqu'ici. Nous savons que la Cour de Cassation, en matière de récidive légale, au cas où le prévenu contestait les mentions portées à son casier, refusait de voir dans le casier un mode de preuve régulier et le considérait comme un mode de renseignements. Elle motivait ses décisions par ce fait que le casier n'était qu'une institution ministérielle et qu'il ne pouvait constituer un « titre légal contre les accusés et prévenus ». (1) Depuis la nouvelle loi, il n'est pas douteux que cette jurisprudence doive changer. En effet, le casier judiciaire a reçu la sanction législative qu'on réclamait pour lui et les énonciations qu'il contient offrent comme mode de preuve autant de force et de sincérité que la production des actes authentiques et des jugements.

Le fait seul d'avoir recueilli dans un texte légal les décisions si multiples des circulaires ministérielles a produit un heureux résultat ; mais on peut discuter si les réformes opérées par la loi, dans le détail, ont été le fruit d'une aussi bonne inspiration. Il ne faut pas se le dissimuler, la réforme était particulièrement difficile. En premier lieu, on se trouvait en face d'un état d'esprit contradictoire : d'un côté, des jurisconsultes éminents, de savants magistrats voulaient la publicité complète du casier

(1) Le Poitevin. *Traité des casiers judiciaires*. p. 35 — Garraud. *Traité de droit pénal*. Tome II. p. 378 et s.

judiciaire ; d'un autre, des personnages non moins illustres et non moins résolus, soutenaient la clandestinité du casier. Entre eux, nulle concession, nulle théorie intermédiaire. Tous reconnaissaient qu'il fallait maintenir l'institution du casier judiciaire ; le principe en était bon, mais l'application défectueuse. Une réforme s'imposait ; mais les divergences d'opinion étaient telles qu'il était difficile de s'entendre sur les avantages à retirer de cette institution. En second lieu si la réforme était ardue, c'était parce que la communication du casier au public était complètement entrée dans les mœurs ; le casier était considéré comme une sorte de bureau de renseignements que toute personne, justifiant d'un intérêt, pouvait consulter. On ne pouvait pas demander soi-même le casier d'un tiers, les circulaires de 1876 et de 1890 le défendaient ; mais on exigeait de toute personne qui sollicitait un emploi (1) la production de son casier ; par cette publicité oblique, la loi était facilement tournée et le casier n'avait plus de secrets. Contre une pratique de plus de 40 ans, pouvait-on édicter soit la clandestinité, soit une publicité restreinte ? Il y avait là une situation très fâcheuse contre laquelle il était difficile de réagir, et pourtant par les faits que nous avons cités plus haut, on voit qu'il y avait urgence de mettre un terme à ces abus.

Le meilleur moyen de les faire cesser est apparu, pour quelques personnes, notamment MM. Bérenger, Trarieux, Cazot, dans la clandestinité complète du

(1) On n'a jamais besoin de l'extrait de son casier judiciaire que pour le présenter à un tiers, dit M. J. Appleton. *Réforme du cas. jud.* p. 48.

casier. L'autorité qui s'attache à leurs noms a entraîné après eux beaucoup d'adhérents. « De toutes
« les solutions, dit M. Béranger (1), la plus simple,
« la plus logique, et qui serait, peut-être, aussi la
« plus conforme à la justice et à l'humanité, ce serait
« de revenir purement et simplement à ce qu'a été à
« l'origine le casier judiciaire, c'est-à-dire de lui
« restituer son caractère primitif de simple document
« judiciaire dont les magistrats seuls devraient avoir
« la communication ». Tel est le remède ; il aurait
pu citer ensuite, à titre d'exemple, la loi Belge du
31 décembre 1888, tout aussi radicale, qui n'admet
pas que le casier judiciaire soit accessible aux particuliers, même à son titulaire (2).

Les arguments présentés par les défenseurs de cette opinion sont, d'ailleurs, très sérieux et méritent de retenir l'attention. Cette publicité permanente du casier est une aggravation de peine injustifiable. La justice est satisfaite quand le coupable a expié sa faute c'est-à-dire lorsqu'il a subi la peine à laquelle il a été condamné ; sa peine accomplie, il ne doit plus souffrir et le rôle de la société est plutôt de lui tendre la main pour l'aider à se relever que de le poursuivre par le souvenir de sa peine. Ce souvenir, perpétué par l'inscription au casier, devient l'obstacle le plus grave au reclassement des libérés. « Cette inscription permanente les conduit fatalement à retomber dans la voie du mal, par la misère. » (3) Cette publicité pèse sur eux et s'attache

(1) *Bulletin Soc. des Prisons*. 1890. p. 779.

(2) On peut trouver cette loi dans le *Bull. Soc. Pris.* 1894. p. 1121.

(3) Jacquin. *Rapport au conseil d'Etat*.

comme une « robe de Nessus » à leurs épaules ; le casier est un pilori perpétuel pour eux ; loin d'être réformatrice, la peine qu'ils ont subie les conduit à la récidive. (2)

Si du moins cette publicité était légale ? mais elle est en désaccord complet avec les principes de notre droit pénal. La nouvelle loi l'autorise ; soit, mais elle lui donne un caractère à part. Ce n'est pas la publicité telle que l'entend l'article 36 du Code pénal en matière criminelle, publicité temporaire et restreinte à certaines peines, mort, travaux forcés à perpétuité, à temps, déportation, détention, réclusion, dégradation civique, bannissement. Ce n'est pas, non plus celle qui est prévue en matière correctionnelle ; celle-ci n'a jamais lieu de plein droit, elle doit être prononcée par le juge ; elle a d'ailleurs pour lui un caractère facultatif et il la proportionne à la gravité de l'infraction.

Qu'est-ce alors que cette publicité ? c'est une publicité automatique, ni la loi ni le juge ne l'ordonnent à titre de peine, elle est perpétuelle, générale, sans harmonie et sans rapport avec la gravité de la faute ou la culpabilité de l'agent. La faute la plus légère comme la plus grave est mentionnée et pour toujours.

Cette publicité est immorale, car elle favorise les entreprises les plus criminelles et peut servir de base à la calomnie, au scandale, au chantage.

Et quel est le fondement de ce droit, que réclament les particuliers et les administrations, de con-

(2) Ces arguments ont été déjà présentés plus haut en signalant les abus du casier. Première Partie.

naître le casier judiciaire et de s'ériger en juges de leurs semblables ? On comprend que l'Etat recueille tous renseignements sur le passé d'un individu et qu'il les centralise de façon à ce qu'ils soient à la portée des juges, afin que ceux-ci puissent apprécier, sous son vrai jour, le coupable qui est traduit devant eux et mesurer exactement son degré de criminalité et de responsabilité. C'est de son devoir. Mais l'Etat est-il tenu d'une semblable obligation vis-à-vis des particuliers ? Ceux-ci ont-ils le droit de se constituer juges à ce point de leurs semblables. Appartient-il à la société de leur fournir des éléments d'appréciation ? On pourrait hésiter sur la réponse à faire. Pour nous, l'Etat est d'autant moins tenu de mettre ces renseignements à la disposition du public, que cette publicité favorise la récidive et compromet généralement l'œuvre de l'amendement des coupables, qui intéresse à un haut degré la sécurité sociale et doit être le but d'une saine législation. Le public s'est montré d'ailleurs si mauvais juge ! et les abus de la pratique du casier justifient amplement la clandestinité du casier.

A ces arguments, les partisans de la publicité en opposent d'autres non moins sérieux et non moins fondés.

La publicité du casier a toujours existé ; la circulaire du 6 novembre 1850, qui l'a créé, permettait même aux particuliers de le consulter et de demander des extraits du casier judiciaire d'un tiers. « Combien aussi de simples particuliers ne tiennent-ils pas de recourir à cette salutaire précaution avant de conclure une affaire importante de famille ou d'argent, pour s'éviter les regrets si amers qui

« les menacent aujourd'hui faute de pouvoir se ren-
« seigner légalement, sur les antécédents de celui
« avec lequel ils contractent » (1). La circulaire du
6 décembre 1876 n'a pas porté atteinte à cette
publicité; elle prohibe seulement la délivrance aux
particuliers du casier d'un tiers. Le casier judiciaire
ne peut-être demandé que par son légitime titulaire.
Cet heureux usage est profondément entré dans les
mœurs et il rend des services multiples. La déli-
vrance de plus en plus grande des extraits du casier
montre bien son utilité.

Il suffit de consulter la statistique pour s'en con-
vaincre ;

		ANNÉES		
		1892	1893	1894
Bulletins n° 2	1° du ministère			
délivrés	public	354.729 ;	354.729 ;	359.468
à la	2° des adminis-			
requête	trations publiques	63.486 ;	61.718 ;	61.116
	3° des			
	particuliers	171.004 ;	188.059 ;	214.281
Total général		589.219 ;	604.506 ;	634.865

Ce sont les bulletins délivrés à la requête des
particuliers qui ont le plus contribué à cette pro-
gression. En 1889, le nombre des extraits qui leur
ont été délivrés était de 163.000, en 1894 il a été
de 214.281 ! soit plus de 51.000 bulletins d'aug-
mentation. Ces demandes si nombreuses correspon-
dent à un besoin réel. Peut-on méconnaître et sa-
crifier l'intérêt des personnes qui exigent le casier
judiciaire en prohibant brusquement toute commu-

(1) Circulaire du 6 novembre 1850.

nication ? Peut-on réagir contre une pratique de près de 50 années, si profondément entrée dans les mœurs ? Cette publicité légale est précieuse pour connaître l'état pénal de chacun. Grâce à elle, le patron, l'employeur, peut apprécier le passé de ceux qu'il occupe, leur valeur morale et proportionner sa confiance à leur degré d'honnêteté. Il évitera d'imposer à ses autres employés, honnêtes et laborieux, un compagnon qui pourrait les deshonorar ou dont le contact pourrait leur répugner (1). Par elle, il ne sera pas exposé à confier la gestion de ses intérêts, de ses deniers, à un individu condamné pour vol, pour abus de confiance ou escroquerie. Il ne mettra pas à la tête d'un atelier d'enfants un individu condamné pour outrage public à la pudeur, attentat aux mœurs ou coups et blessures ; il n'introduira pas parmi ses ouvriers sérieux, un révolté, un anarchiste qui prêchera la discorde, le pillage, l'incendie, et peut-être un jour « fera sauter l'usine (2). Les patrons ont intérêt à être renseignés non seulement « en raison du dommage qui peut leur être causé « directement par leurs employés, mais encore à « cause de leur responsabilité (art. 1384. C. C.). « Grâce à la clandestinité, une compagnie de chemins de fer livrera sans le savoir la conduite d'un train ou la direction de l'aiguillage à des employés » déjà condamnés pour homicide par imprudence, « rendant ainsi plus faciles les catastrophes épouvantables qui désoleront des centaines de familles « et feront le vide dans sa caisse »

Comme on le voit, l'argument est poussé à son plus haut degré !

(1) Jean Appleton, *Réforme*, p. 57.

(2) J. Appleton. *Idem*.

En possession de tous ces renseignements, l'État serait coupable et commettrait une forfaiture en ne les mettant pas à la disposition du public.

Ce n'est pas l'employeur seul qui tire profit de cette publicité. Le casier judiciaire est le tableau d'honneur des personnes qui se conduisent bien. Les employés de toute catégorie qui peuvent montrer un bulletin sans tache, trouvent plus facilement que les autres un travail assuré et des emplois de confiance. Celui qui peut se présenter sans reproches, jouissant d'une marque d'honnêteté légale, sera toujours accueilli de préférence à ceux qui ne peuvent pas faire preuve d'une semblable honnêteté.

Même pour celui qu'aucune préoccupation matérielle n'assiège, le casier a son utilité. Est-il diffamé ? Il a un moyen très simple de montrer que son honneur est intact, qu'il n'a pas comparu devant les tribunaux et de confondre ses accusateurs, c'est de présenter un extrait de son casier judiciaire.

Ce serait sacrifier l'intérêt des honnêtes gens que d'édicter la clandestinité du casier judiciaire. Pourquoi faire aux malfaiteurs une situation identique à celle des honnêtes gens ? Pour ménager un libéré et l'empêcher de retomber dans le mal, faut-il y pousser l'honnête homme ?

Enfin, le dernier argument de cette opinion est tiré du rôle préventif que joue le casier judiciaire. Nous le reproduisons d'après M. Appleton J. qui l'a particulièrement mis en lumière (1) : « Combien de gens, « que les principes supérieurs de la morale laissent « indifférents, sont retenus par la crainte d'avoir un

(1) *Réforme*, p. 62.

« casier judiciaire ! qu'un homme descende au der-
« nier degré de la corruption, qu'il ne soit plus re-
« tenu dans le droit chemin par aucun des senti-
« ments de religion, de morale ou d'honneur, qui
« sont de si puissants boucliers contre les inspirations
« mauvaises, le dernier sentiment honnête qui restera
« en lui, ce sera la crainte du déshonneur pour lui
« et pour sa famille. L'un des plus pressants besoins
« de la nature humaine, c'est le besoin de considéra-
« tion publique ; à tous les degrés de l'échelle sociale,
« on le retrouve avec la même force, bien que varia-
« ble dans ses manifestations. — Pour une multi-
« tude d'individus, la crainte du casier judiciaire est
« le commencement de la sagesse »

Il faut d'ailleurs remarquer que l'institution du casier judiciaire (telle qu'elle était organisée avant la loi du 5 août 1889) a toujours été vue favorablement par le législateur. Elle admettait la publicité ; loin de vouloir la restreindre, le législateur a toujours été favorable à sa divulgation de plus en plus grande. En présence des demandes de bulletins n° 2, toujours croissantes, il diminue les droits que le Trésor percevait, à l'occasion de la délivrance d'extraits du casier, afin de les mettre à la portée de tous. La loi du 26 mars 1891, sur l'aggravation et l'atténuation des peines fournit une autre preuve de la volonté du législateur de maintenir la publicité. Quand un individu a bénéficié du sursis à l'exécution de sa peine, la condamnation qu'il a encourue est inscrite et reste inscrite, malgré les circonstances les plus favorables, sur son casier judiciaire pendant un délai de 5 ans. Et pourtant ce condamné est intéressant ! Ne devrait-on pas cacher sa peine ? Le législateur ne l'a pas voulu.

Telles sont les deux théories extrêmes ; nous avons essayé de les exposer aussi impartialement que possible. Elles semblent inébranlables. Nous devons cependant examiner si elles ne prêtent pas le flanc à la critique et si une théorie intermédiaire ne pourrait pas les remplacer avantageusement. Ce ne sera pas la partie la plus facile de notre tâche.

Il nous semble tout d'abord que la question a été mal posée. Il ne fallait pas s'en tenir à des principes aussi absolus et prôner soit la publicité complète, soit la clandestinité la plus parfaite. On se trouvait en face de sentiments contradictoires ; d'un côté, on arguait avec raison des principes d'honnêteté publique et de justice, et de l'autre on présentait avec autant de vérité des idées morales et équitables de régénération sociale et de pardon. Il ne s'agissait pas de sacrifier les premiers principes en faveur des seconds, ou réciproquement ; les uns comme les autres étaient également respectables, il importait de rechercher surtout à les concilier. Ce terrain d'entente était-il donc si difficile à trouver ?

Il nous faut mettre les choses au point. Il y a eu réellement exagération de part et d'autre. M. Bérenger, le plus ardent défenseur de la clandestinité au début l'a reconnu lui-même dans un discours au Sénat (1). L'honorable sénateur après avoir exposé le système de la clandestinité, disait que ce système était, entre tous, celui qui l'aurait le plus satisfait ; cependant, il n'osait pas le proposer. « Je tiens tellement, disait-il, à ce qu'on fasse une réforme,

(1) Séance du jeudi 8 décembre 1898.

« dût-elle être incomplète, que je redoute les oppo-
« sitions; je n'ose pas tant demander de peur de ne
« pas assez obtenir. Mais si je ne vais pas jusque-
« là, Messieurs, au moins serai-je aussi ferme et
« aussi énergique qu'il m'est possible de l'être, en
« vous demandant de vouloir bien sanctionner la
« proposition que vous soumet la Commission ». Or le projet de la Commission n'était autre que le système transactionnel de publicité restreinte adopté par la loi du 5 août 1899.

Vraiment, c'est avouer, avec habileté, que l'opinion qu'on soutenait prêtait le flanc à la critique et pouvait aboutir à un échec.

En cette manière si délicate du casier judiciaire, le grand écueil était de se laisser entraîner par une sentimentalité exagérée. C'est un des reproches qu'on peut adresser aux deux grandes théories extrêmes.

Les uns ont parlé de « robe de Nessus », « de pilori perpétuel », d'Etat agence de renseignements. Ces images font honneur aux connaissances mythologiques ou à l'imagination de leurs auteurs, mais ne sont pas des arguments.

Prenons le premier argument du système de la clandestinité : la situation des libérés est digne d'intérêt, la publicité du casier judiciaire nuit à leur reclassement. Supprimons cette publicité gênante.

Non, répondent les partisans de la publicité, et leur réponse en cela a quelque logique et nous y adhérons. Les libérés, disent-ils, quel que soit leur nombre, ne forment qu'un groupe infime dans la société, les honnêtes gens, fort heureusement, forment le plus grand nombre, la publicité leur rend de grands services, il y aurait des inconvénients sérieux à la supprimer.

Reconnaissons, d'ailleurs, que la situation des libérés n'est pas désespérée. Ceux d'entre-eux qui ont bénéficié du sursis (loi du 26 mars 1891) voient leur condamnation effacée du casier au bout de cinq ans, c'est la récompense de leur bonne conduite. Ceux qui n'ont pas bénéficié du sursis ou qui ont subi plusieurs condamnations, ont un moyen de mettre fin aux divulgations de leur casier ; c'est de se faire réhabiliter. Les contumaces eux-mêmes peuvent user de cette procédure, depuis la loi du 20 mars 1898. Nous avons vu plus haut, avec quelle faveur les Tribunaux accueillaient les demandes de réhabilitation. Leur nombre toujours croissant prouve tout l'intérêt qu'on leur porte. Les conditions actuelle de la réhabilitation, d'après la loi du 14 août 1885, laissent à désirer et offrent des obstacles ennuyeux à franchir ; c'est exact, mais elles sont abordables. L'embarras qu'elles causent n'est d'ailleurs qu'une conséquence de la faute passée. En présence de ces résultats que fallait-il faire ? Supprimer toute publicité ? Non, puisque parfois la publicité est utile. Qu'a fait la loi ? Il fallait organiser un système conciliateur, choisir parmi les libérés les plus intéressants et organiser pour eux une prescription graduée des inscriptions du casier judiciaire et finalement, après un long délai, leur accorder la réhabilitation de plein droit. Dans ces conditions, les intérêts de chacun étaient sauvegardés et les libérés pourraient produire un bulletin blanc comme les honnêtes gens. Tel est, en effet, le système de la loi du 5 août 1899. Cette réforme par l'organisation de la prescription du casier judiciaire était la meilleure réponse à faire aux partisans de la clandestinité. L'abus qu'ils signalaient, cette terrible publicité, n'était un danger

qu'autant qu'il avait un caractère perpétuel ; en limitant la durée des inscriptions, on sapait leur argument par la base et on détruisait toute sa valeur. Désormais, en effet, il faut bien le reconnaître, le libéré tient en ses mains son propre sort ; s'il est susceptible d'amendement et s'il s'aperçoit que la publicité le gêne, il peut la faire cesser en se conduisant bien ; cinq ans, dix ans, quinze ans, suivant les cas, suffiront pour opérer ce résultat. Est-ce exagéré ? Il n'y aura plus de publicité permanente que pour le criminel endurci et qui n'a fait aucun effort pour se relever.

Cette publicité, limitée dans sa durée, l'avait été déjà dans son étendue par la circulaire du 6 décembre 1876. Mais sur ce point, nous le savons, la restriction était plus apparente que réelle ; que le casier soit réclamé par l'intéressé ou par un tiers, le résultat est le même ; ce n'est pas pour sa propre édification que l'intéressé demande son casier, il ne le réclame que pour le présenter aux tiers, publicité oblique.

Le même reproche d'exagération peut être fait à un autre argument des adversaires de la publicité. Le casier judiciaire, tel qu'il fonctionne est un des grands facteurs de la récidive. Le libéré, partout où il demande du travail, est obligé de présenter son casier. La divulgation de sa condamnation équivaut pour lui à une interdiction de travailler ; se voyant éconduit de partout et ne pouvant plus assurer honnêtement sa propre vie, il finira, après avoir peut-être fortement lutté, à s'enfoncer, de nouveau, graduellement dans le crime et deviendra un criminel dangereux, un récidiviste.

Il est d'abord inexact que la production du casier soit exigée de toute personne qui sollicite un emploi.

On pourrait compter, assez facilement, les industries et les administrations publiques ou privées qui le réclament de leurs employés. En général, cette exigence est en usage dans les banques où il faut assurément un personnel de confiance ; dans les administrations publiques, dans quelques entreprises privées — celles surtout qui résident dans des grandes villes — dans les compagnies d'assurances, de chemins de fer, etc. Les candidats aux écoles militaires, maritimes, aux offices ministériels, le personnel enseignant, quelques fonctionnaires sont tenus de présenter leur casier pour être admis.

Quel est le nombre des personnes desquelles on exige le casier ou mieux, qui demandent leur casier judiciaire ? La statistique va nous le dire. Le nombre des personnes auxquelles on a délivré un extrait du casier judiciaire s'est élevé, en 1894, à 214,281 — chiffres officiels —. Ce chiffre ne nous paraît pas formidable ; qu'est-il à comparer au chiffre des innombrables travailleurs desquels on n'exige aucun bulletin ? Le chiffre de ces derniers doit être évidemment de plusieurs millions. Ceux-ci forment, en effet, la grande masse : cultivateurs, travailleurs ruraux de toute espèce, employés dans les industries locales, mineurs, terrassiers, gens de service, domestiques de toute espèce, etc. Nous aboutissons donc à cette première constatation, que le nombre des employés admis sur présentation du bulletin ne peut être mis en balance avec la multitude des solliciteurs qui n'en fournissent aucun. Mais nous allons faire une seconde constatation beaucoup plus grave, toujours à l'aide de la statistique. M. Yvernès, chef de division au bureau de la statistique (1), dit que sur le nombre des bul-

(1) Séance de la 1^{re} commission du 20 juillet 1890, p. 17.

letins délivrés aux particuliers, ceux qui portent la mention « néant » sont dans la proportion de 98 o/o. En réalité, donc, le chiffre des individus qui ont reçu un bulletin mentionnant une ou plusieurs condamnations a été de 2170 approximativement, puisque le nombre total des bulletins délivrés est 214.281, pour l'année 1894, soit 1 o/o. Et cela, remarquons le bien, ne veut pas dire encore que ces 2.170 individus se soient tous vu refuser du travail et surtout soient tous devenus des récidivistes. Combien plus d'effet cette remarque produirait-elle, si l'on songe que cette statistique a été faite en 1894, c'est-à-dire à un moment où les mentions du casier ne se prescrivaient pas. Grâce à la prescription établie par la loi nouvelle, nous n'hésitons pas à penser que ce chiffre sera réduit de près des deux tiers.

Il ne faut donc pas attacher une trop grande importance à cet argument que le casier judiciaire par ses divulgations est une des sources les plus importantes de la récidive. Il peut y pousser quelques condamnés, mais très peu, assurément. Le malheureux, qui a failli et terni son honneur par une condamnation, n'est pas un paria de la société, comme on voudrait le faire croire. Il est même agréable de constater que, bien avant d'avoir obtenu la faveur que lui octroie la loi du 5 août 1899, le libéré avait été entouré d'une sollicitude bienveillante par les sociétés de patronage dont le nombre s'accroît d'année en année et par quelques chefs d'industrie, esprits éclairés et généreux. Nombre de ces libérés, égarés d'un moment, faisant preuve d'un sincère repentir et de bonnes intentions, ont été accueillis par des patrons bienveillants. Plus d'un chef

d'atelier, en face d'un casier mentionnant des condamnations légères ou même parfois graves, pour coups, outrages, blessures involontaires, n'a pas craint d'admettre son titulaire dans sa maison. Evidemment celui-ci a été soumis à des épreuves, on l'a surveillé, on a voulu qu'il donne des marques non équivoques de son repentir, son genre de travail a pu être plus pénible ou moins rémunérateur que celui de l'honnête ouvrier ; l'équité naturelle le veut ainsi. Pour celui qui n'ose pas se présenter au chef d'industrie, il existe les sociétés de sauvetage. Ces sociétés ont été constituées dans le but de s'occuper des libérés et de leur reclassement. Elles leur viennent en aide, soit en les occupant ou en leur donnant des secours avant qu'ils aient trouvé du travail, soit en servant d'intermédiaire entre eux et les patrons dans les ateliers desquels elles leur trouvent une place.

Cette publicité est même avantageuse à un certain point de vue, car elle fournit des renseignements sûrs et de bon aloi. Si on la supprimait complètement, il y aurait un retour à l'enquête personnelle qu'on faisait autrefois. On verrait reflourir les agences de renseignements dont les inconvénients seraient encore plus désastreux que ceux du casier judiciaire. Ce serait tomber de Charybde en Scylla. Si les renseignements du casier sont publics ; au moins, ils sont sincères ; nul n'ignore au contraire avec quelle suspicion il faut accueillir ceux qui sont fournis par les agences particulières. Ces enquêtes privées tournent facilement à la calomnie et sont dénuées de toute autorité. C'est une sorte de fausse monnaie de l'opinion.

Il y a donc un avantage réel à conserver la pu-

blicité du casier et à repousser le système de la clandestinité complète. Le principe de la publicité doit être adopté ; mais jusqu'où doit aller cette publicité ?

A notre humble avis, elle ne devait pas être complète ; parmi les condamnations qui figurent au casier, il en est quelques unes qui ne révèlent aucune perversité chez leur auteur, qui ne portent préjudice ni à l'honneur ni à la probité. L'homme qui les a encourues peut se présenter le front haut : c'est un honnête homme presque au même degré que celui qui n'a jamais comparu devant les Tribunaux. Il fallait faire un choix, mentionner d'un côté, les condamnations graves qui sont un indice certain d'un instinct criminel ; de l'autre, écarter franchement et ne pas inscrire au casier, comme négligeables pour le public, certaines condamnations sans gravité. Dans cette dernière catégorie, on peut ranger les délits de chasse, de pêche, les délits politiques, les délits de presse en général. Ils n'ont aucune gravité et ne constituent pas un indice sérieux de l'état pénal d'une personne. Il faut y joindre les condamnations prononcées avec le bénéfice du sursis — loi du 26 mars 1891 — Le législateur a considéré les coupables qu'elles frappent comme dignes de pardon ; leur situation est intéressante. Le meilleur moyen de témoigner la sollicitude dont ils sont dignes et de favoriser leur reclassement est de leur épargner l'ennui d'une inscription au casier et les terribles conséquences qu'elle peut avoir. Nous y rangerions encore les condamnations à des peines de simple police prononcées par les Tribunaux correctionnels ; les peines de simple police prononcées par les Tribunaux de justice de paix ne sont pas inscrites au casier judiciaire ; pourquoi vouloir leur inscription

par ce fait seul qu'elles ont été prononcées par les Tribunaux correctionnels ? Elles n'ont cependant pas un caractère de gravité supérieur et distinctif des premières. Enfin, les décisions rendues contre les mineurs ne seraient pas également portées sur ce tableau criminel : celles prononcées en vertu de l'article 66 du C. P., décisions d'acquiescement, le mineur ayant agi sans discernement. — elles ne figureraient plus au bulletin n° 2 délivré aux particuliers — ; et celles prononcées par application des articles 67, 68, 69, contre le mineur ayant agi avec discernement, mais déclaré excusable à cause de son âge. Fautes de jeunesse que tout cela. Faut-il donc nuire, par une inscription, à ces jeunes gens au moment où ils ont le plus besoin d'un casier blanc, au moment de leur établissement ?

Ce premier pas accompli, il fallait en faire un autre. Nous croyons avoir suffisamment établi, plus haut toute l'injustice qu'il y a à rendre perpétuelles les mentions du casier judiciaire. Cette permanence est un des vices les plus cruels et les plus injustes de notre organisation pénale. N'est-il pas pénible et choquant de voir des personnes subir encore, après vingt ou trente années d'expiation, les conséquences fatales d'une faute rachetée. Ce sentiment est d'autant plus pénible que la faute est plus légère. Il y a même une anomalie curieuse à signaler dans notre droit actuel ; c'est de voir, d'un côté quelques peines se prescrire, celles prononcées avec le bénéfice de la loi de sursis, et d'un autre, toutes les autres exister perpétuellement au casier. Pourquoi la prescription aux premières seules ! Comme le dit très bien, M. Bourdon, avocat général à Lyon (1) « ce

(1) Bourdon. — Discours prononcé pour la rentrée des tribunaux à Lyon, le 15 octobre 1898, p. 30.

« qui est anormal, ce n'est pas que le bénéficiaire du
« sursis soit spontanément relevé des conséquences
« de sa peine, quand le temps d'épreuve est écoulé,
« c'est de voir les autres condamnés, au bout de lon-
« gues années d'une vie irréprochable, conserver jus-
« qu'à l'heure dernière, la tache ineffaçable de leur
« crime. » Ce premier pas fait dans la prescription
par la loi du 26 mars 1891 a été suivi d'un autre ; la
loi du 20 mars 1898 a admis également la prescrip-
tion comme moyen extinctif des peines ; elle autorise
en effet la réhabilitation du condamné qui a prescrit
sa peine. Ces dispositions constituaient de sérieux
indices, et soit sous leur influence, soit sous la pres-
sion des faits que nous avons exposés, on est logi-
quement arrivé à la conception d'un casier où les
mentions disparaîtraient au bout d'un certain temps,
selon la gravité du délit ou la criminalité de son
auteur. Cette prescription ou cette péremption des
inscriptions — nous essayerons d'élucider ce point
plus loin — effacerait insensiblement les mentions
des condamnations du casier judiciaire. La prescrip-
tion est d'ordre public, son domaine est vaste, toutes
les institutions y sont soumises, pourquoi le casier
seul en serait-il excepté ? Son effet serait d'ailleurs des
plus heureux. L'homme qui, par sa bonne conduite,
a su reconquérir l'estime et l'honneur auprès de ses
concitoyens, verrait ses efforts couronnés par la dis-
parition légale de toute trace de sa faute passée ; à
cela quoi d'injuste ?

Ce principe d'un bulletin spécial pour le public,
bulletin amendé et corrigé a été fortement attaqué
dès son apparition, par les partisans des deux théo-
ries extrêmes qu'il cherchait à concilier. Leur grand
argument, car toutes leurs attaques peuvent se résu-

mer ainsi, est que ce nouveau casier sera trompeur et portera préjudice aux honnêtes gens. L'intérêt des honnêtes gens est sacrifié par ce document trompeur : on ne fait plus de différence entre l'honnête homme et le gredin !

Cet argument peut paraître sérieux ; en réalité, il nous sera, croyons-nous, facile de démontrer que les honnêtes gens seront mieux protégés qu'auparavant et que la barrière qui les séparera des « gredins » sera d'autant plus épaisse et difficile à franchir que le casier ne mentionnera plus que les criminels endurcis, les récidivistes, en un mot, la véritable armée du crime.

Tout d'abord, il nous faut rechercher quelle est la valeur véritable du casier judiciaire. Le casier n'est pas, comme beaucoup de personnes semblent le croire, un brevet d'honnêteté et de vertu. Il n'a pas été créé dans ce but. Seuls les abus de son fonctionnement ont tendu à lui faire jouer ce rôle. Le casier judiciaire n'a, en réalité, qu'une valeur purement négative. Il sert à constater que l'on n'a jamais été condamné, mais il ne prouve pas qu'on soit un honnête homme. « Je crois pouvoir dire, « sans être démenti, observait avec raison M. Bérenger, qu'il y a beaucoup de gens qui ont un casier « blanc et qui sont d'affreux coquins ; par contre, il « y a beaucoup de gens qui ont pu subir une con- « damnation sans avoir cessé d'être de très braves « gens. (1). Et cette remarque est absolument juste. Qu'il y a de gens qui vivent en marge du code pénal, qui en contournent savamment toutes les

(1) Bérenger. — *Bull. Soc. Pris.* 1891, p. 857.

dispositions sans jamais tomber sous leur application ! Que d'escrocs audacieux, sans scrupules, ont su conserver leur bulletin blanc par d'habiles manœuvres, ou par la faveur d'une ordonnance de non-lieu, faute de preuves, alors que de braves gens moins habiles, parfois naïfs, se sont vu condamner pour une peccadille !

Au fond, le casier est un mode de constatation brutale et mécanique, même incomplet ; c'est une sorte de schéma des personnes ; son grand défaut est de ne pas individualiser son titulaire ; pour parler un langage moins technique, il ne fait pas connaître la valeur morale exacte d'une personne. Prenons un exemple. Une personne a été condamnée pour coups et blessures. Le casier reproduit cette condamnation. Franchement est-ce là un renseignement sérieux ? Pourrez-vous juger cette personne ? Allez-vous dire que ce condamné est un gredin ? Cet homme cependant peut être un honnête citoyen, sérieux, laborieux, d'une moralité rigoureuse, nullement ivrogne et d'une probité parfaite ! Voilà ce qu'il ne dit pas le casier, et il ne pouvait le dire.

Au point de vue du casier, de ces deux intérêts en présence, celui de l'honnête homme et celui du libéré repentant, il en est un qui prime l'autre ; ils ne sont pas inconciliables, seulement l'un passe avant l'autre. Pour nous cet intérêt supérieur est celui du condamné repentant, le principe pénal est même conforme à la morale chrétienne qui déclare qu'il y a plus de mérite pour le pécheur qui se repent que pour le juste qui persévère. Il faut, avant tout, que le casier ne nuise pas à cet être si intéressant, le libéré amendé. Son reclassement doit être l'objet

constant des préoccupations du législateur. Le casier judiciaire n'a pas été institué dans le but de servir de témoignage de satisfaction aux honnêtes gens. Ç'eût été là une forme d'égoïsme blessant et insupportable. « Croyez-vous, dit encore M. Béranger, « qu'un Parlement auquel on aurait dit : nous venons « vous demander de créer une institution qui sera « utile aux honnêtes gens, mais qui vraisemblablement entraînera pour tous les condamnés une aggravation de peine des plus considérables et pour « la société un danger nouveau », croyez-vous que « ce Parlement eût accordé son vote ? » (1) La pensée de l'honorable sénateur est vive, dure même, mais elle flagelle avec raison un des côtés de l'égoïsme humain. En marchant sur ses traces, nous n'obéissons pas à un sentimentalisme déplacé ; c'est à nos yeux, une question de justice pure et de devoir social. Les institutions d'un pays doivent être également utiles à tous les sujets ; ne nuiraient-elles qu'à une minorité il ne faut pas hésiter à les réformer. On les a justement comparées à un organisme. Si toutes les parties de l'organisme ne fonctionnent pas heureusement, s'il en est une seule qui ne soit pas saine, il faut la retrancher. — Mais le public va être trompé par ce casier mensonger ; qu'est-ce que ce casier demi-vierge ? (2) Le public sera trompé ! Vraiment nous n'avons pas la main heureuse ! Cette objection ne résiste pas à la discussion. Trompeur, mensonger, le casier, entendons-nous, le bulletin n° 2 délivré au public l'a toujours été. Il est facile de le démontrer. Ce bulletin n° 2 n'a jamais contenu

(1) *Bull. Soc. Pris.* 1891, p. 854.

(2) *Bull. Soc. Prisons*, 1898.

l'énumération intégrale de toutes les condamnations. Il n'a jamais mentionné 1° les condamnations des tribunaux de simple police qui, parfois par leur fréquence, peuvent offrir un certain caractère de gravité ; 2° les décisions rendues par application de l'article 66 du code pénal ; 3° les jugements prononcés par application des articles 67, 68, 69, qui envoient les mineurs dans une maison d'éducation correctionnelle ; 4° il ne porte pas trace des condamnations effacées par l'amnistie — chacun sait le nombre considérable des propositions d'amnistie — ; 5° les condamnations effacées par la réhabilitation n'y figurent pas ; — 6° les peines parfois très graves prononcées pour des délits poursuivis à la requête de la régie, par exemple pour la contrebande d'allumettes n'y sont pas inscrites. Il y a ainsi une série de condamnations que le public ne connaît pas par le bulletin n° 2. Qu'on ne dise donc pas que le bulletin public cessera d'être intégral, il ne l'a jamais été. Le nouveau bulletin n° 3 aura le même caractère ; au fond, il ne constitue pas une innovation, il représente sous un autre numéro l'ancien bulletin n° 2 délivré au public.

Il s'agit bien plutôt d'une question de mesure et de justice, et le débat porte sur le point de savoir ce que l'on mettra, ou ce que l'on retranchera au bulletin délivré au public. Question de loyauté, uniquement. Il n'y a donc aucune tromperie. M. Trarieux donne un plaisant exemple : « Il y a une analogie qui nous permet de comprendre ce que nous « avons voulu faire. Quand on vient prendre auprès « de vous des renseignements sur un de vos anciens « serviteurs qui est resté un certain temps à votre « service, que dites-vous ? Juste ce qui est néces-

« saire ; vous vous feriez scrupule d'aller plus loin ;
« si dans le passé de cet ancien serviteur, il y a un
« fait véniel qui, à son heure, a pu avoir une cer-
« taine gravité, mais qui depuis a été effacé par de
« bons et loyaux services, vous n'en dites rien, parce
« que vous pensez qu'en rappelant ce souvenir vous
« allez empêcher cet individu de trouver une nou-
« velle place. » (1)

Peut-être, la première réforme à accomplir avant celle-ci, eût été celle de l'esprit public qui est fâcheux, car rien n'est plus abusif et périlleux que de voir dans le casier le criterium absolu de la moralité d'un individu.

Nous croyons réellement que tout le monde gagnera à cette réforme et que le système transactionnel bien compris était le seul admissible.

Que les honnêtes gens ne protestent pas ! On ne les laisse pas sans défense. Le meilleur titre d'honorabilité ne réside pas dans le casier ; ce titre, c'est la bonne renommée et l'estime qui les entourent. Mais recourrait-on au casier, il les protège plus énergiquement qu'auparavant. En effet, les condamnations qui resteront inscrites au casier seront celles qui indiqueront un individu qui n'a pas voulu s'amender, qui malgré la faveur de la loi s'est enfoncé dans le crime. Il ne s'agira plus d'un délinquant primaire, mais d'un criminel endurci, d'un récidiviste rebelle à tout amendement. Le fossé creusé entre l'honnête homme et le gredin sera encore plus large à franchir ; le casier formera entre eux une séparation plus nette et plus tranchée.

(1) *Bull. Soc. Pris.* 1891, p. 847.

Les condamnés repentants, les libérés sincères verront eux aussi, leurs efforts récompensés ; ils ne seront plus mis au ban de la société et repoussés comme autrefois ; c'est là l'effet le plus heureux de la réforme. Il y a, pour nous, un vice dans le raisonnement de ceux qui ne veulent pas s'en convaincre ; ils n'ont pas aperçu la distinction faite par la loi, entre le délinquant d'occasion, facilement susceptible d'amendement, et le délinquant d'habitude, criminel dangereux qu'il est bon de tenir à l'écart. Cette distinction est fondamentale et ne devait pas être perdue de vue. M. Trarieux présentant le projet de loi à la Société générale des prisons l'exprimait d'une façon saisissante : « Si vous songez que nous
« n'accordons le bénéfice de ces immunités que pour
« des condamnations d'un caractère absolument mi-
« nime, s'appliquant à des faits n'impliquant pas
« l'improbité de la part de celui qui s'y est laissé
« entraîner et pour une condamnation première, je
« crois que vous devez être conduits à reconnaître
« que nous n'avons pas conçu un si méchant projet,
« si imparfait, de nature à diminuer d'une façon
« sérieuse l'autorité qu'on est habitué d'attacher à
« la consultation du casier judiciaire ; au contraire,
« si vous voulez bien vous rendre compte des termes
« en lesquels la question se posera demain peut-être
« devant le Parlement, vous serez conduits à penser
« que nous avons fait œuvre politique et que lors-
« qu'on se trouve, comme nous le sommes, appelés
« à se défendre contre des thèses plus absolues, il
« faut savoir faire la part du feu. » (1)

C'est présenter très bien le problème ; il ne peut

(1) *Bull. Soc. Pris.* 1891, p. 847.

être question que du condamné primaire, seul il a droit à l'indulgence ; et la dispense d'inscription ne peut avoir lieu que pour les condamnations légères, « minimas, » dit M. Trarieux, « et n'impliquant pas l'improbité de la part de leur auteur ». C'est là en effet que réside tout le mérite de la réforme et toute sa valeur.

La thèse posée, il fallait l'appliquer pratiquement. De nouvelles difficultés surgissent aussitôt pour déterminer qui sera chargé de faire la sélection entre les condamnations et le critérium à adopter pour séparer les condamnations graves des condamnations légères.

Ces questions sont excessivement difficiles à résoudre ; la multiplicité des systèmes exposés le prouve surabondamment.

Il serait assurément désirable que la distinction fut faite par celui même à qui est produit le casier ; car si certaine condamnation peut paraître comme indifférente, pour tel emploi sollicité, elle peut être au contraire fort grave au regard de tel autre emploi, parce que la base d'appréciation pourra varier essentiellement suivant la nature de l'emploi à confier, suivant le milieu dans lequel devra être placé celui qui sollicite du travail. Ne sera-t-on pas moins rigoureux pour un manouvrier que pour un domestique, pour celui-ci que pour un comptable ou un précepteur ? Mais en fait ce vœu est irréalisable ; patrons, administrations, tous se refusent à faire ces distinctions et rejettent impitoyablement toute requête accompagnée d'un bulletin mentionnant une peine, si minime fut-elle, soit par son chiffre, soit quant à la qualification du délit ; il faut bien qu'une

autorité intervienne pour substituer son appréciation à celle qu'ils ne veulent pas faire, examiner avec discernement les condamnations, maintenir les unes et effacer les autres au casier judiciaire (1).

Mais qui donc fera ce choix si délicat ?

Le juge, ont dit les uns, — l'administration, ont affirmé les autres — la loi, ont soutenu quelques autres.

Le juge fera la sélection ? Il ne faut pas poser en principe que telle condamnation ne sera pas inscrite au casier. Il importe surtout de rechercher le degré de culpabilité de l'auteur du délit et les circonstances du fait. Chaque infraction doit être étudiée, in concreto, en elle-même. Qui peut mieux faire cet examen ? Le juge, assurément. Quand un individu est poursuivi devant un tribunal répressif, il est accompagné d'une procédure qui relate le plus fidèlement possible les circonstances dans lesquelles il a commis son infraction, ses antécédents, sa position sociale, le milieu dans lequel il a vécu et sa moralité. En présence d'une source de renseignements aussi abondante, le juge peut facilement individualiser le coupable qui est devant lui, et établir son degré de criminalité. Il peut apprécier s'il n'est pas plus malheureux que coupable, s'il n'a pas été entraîné par un concours de circonstances fatales et s'il présente des chances sérieuses d'amendement. Il verra si la publicité de la condamnation est pour lui dangereuse et nuisible, si elle peut paralyser les efforts qu'il fera pour se relever. Alors, en connaissance de cause complète, il prescrira ou ne prescrira

(1) Jacquin. *Rapport*.

pas l'inscription au casier judiciaire, c'est-à-dire il décidera si le fait est assez grave pour que les tiers en soient avertis. Cette publicité sera alors conforme aux principes juridiques qui régissent, en matière correctionnelle, l'affichage, autre mode de publication. Cet affichage est en effet facultatif pour le juge. La publicité par le casier et la publicité par l'affiche auront ainsi le même caractère.

Cette théorie est extrêmement souriante ; elle cadre très bien avec les idées actuelles sur l'individualisation de la peine. La Commission chargée d'élaborer le projet de loi l'avait d'abord accueillie. Elle l'a rejetée finalement avec raison. En l'adoptant on eût implicitement reconnu à l'inscription au casier, le caractère de peine qui ne lui appartient pas et qu'on s'efforce de lui ôter. Il est facile de dégager cette autre conséquence inadmissible : la création de jurisprudences d'arrondissement ; la justice pourrait encourir le reproche de ne pas être égale et pourrait être suspectée. En effet, un individu verra sa condamnation inscrite ou non à son casier judiciaire, selon que le tribunal qui le juge admettra avec plus ou moins d'étendue la publicité du casier judiciaire. S'il est traduit devant le tribunal d'une grande ville industrielle et commerçante, il sera beaucoup plus exposé à voir ordonner l'inscription de sa condamnation que s'il comparait devant le tribunal d'une ville ordinaire. Par suite de l'absence de l'unité de vue, le casier perdra toute son utilité comme mode de renseignements. Il cessera d'inspirer confiance parce que l'inscription dépendra de l'arbitraire des magistrats. Loin de nous la pensée de mettre en doute la loyauté des magistrats. Ce que nous appelons l'arbitraire du juge est une ap-

préciation loyale et éclairée ; mais il n'est pas douteux que cette appréciation varie selon le tempérament des personnes. C'est humain. L'arbitraire concret du juge doit donc être écarté. Depuis 1791, nous avons évité autant que possible cet arbitraire dans notre organisation pénale, il ne faut pas songer à le faire revivre.

M. Léveillé a présenté une autre théorie originale et proposé l'arbitraire administratif. Il pose, lui aussi, en principe que l'inscription au casier est une peine, mais une peine accessoire. Elle ne doit pas être perpétuelle et générale, mais réduite à de justes limites. Ces justes limites, ce n'est pas le juge qui doit les fixer, mais l'administration pénitentiaire. Au jour de la condamnation, le juge a pu apprécier moralement, par les renseignements du dossier la valeur du condamné ; mais son étude est fugitive, passagère et il peut se tromper. L'administration pénitentiaire, au contraire, a des éléments de contrôle plus sérieux. Pendant toute la détention, elle a pu bien mieux, étudier le condamné ; ses observations sont le fait non pas d'une seule personne mais de plusieurs, de tout le personnel pénitentiaire. De jour en jour on l'a examiné, on l'a suivi pas à pas ; il est donc impossible que le détenu ait trompé ses observateurs par une simulation habile. Il faut prendre ensuite cet individu au jour de sa libération ; si sa conduite a été bonne, il sera enoxéré de l'inscription au casier pendant un an. Chaque année jusqu'à l'expiration d'un délai de cinq ans, on lui renouvellera cette faveur. Enfin ce temps écoulé, la condamnation ne sera définitivement pas portée. S'il s'est mal conduit, cette faveur lui sera refusée. C'est l'administration pénitentiaire

supérieure qui prendra cette décision, après un rapport sur la conduite du détenu.

En théorie, ce système paraît parfait; il récompense la bonne conduite, il est donc très moral. Mais on peut lui adresser les mêmes reproches qu'au système précédent. En premier lieu, il repose sur la fausse conception de l'inscription au casier, fonctionnant comme une peine. En second lieu, il offre plus de place que le premier à l'arbitraire. S'il faut être hostile à l'arbitraire du juge, il ne le faut pas moins se montrer hostile à l'arbitraire d'une administration, fut-elle parfaite. « Le pouvoir judiciaire a son « indépendance, dit M. Georges Dubois; lorsqu'il « arbitre une peine, il agit dans la plénitude de sa « libre appréciation; l'intervention d'une administration sera toujours plus suspecte, car elle peut « être mise en mouvement par des considérations « d'ordre moins élevé ». (1) Ce système n'a pas été adopté par la commission.

Restait donc le système de l'arbitraire légal. La loi ferait entre ces différentes condamnations la sélection que les patrons n'ont pas voulu faire.

Mais alors, comment procéder? La première idée des rédacteurs de la loi avait été d'établir une liste de délits qui ne seraient pas portés au casier. Ils énumérèrent ainsi dix-sept infractions dont l'inscription n'aurait jamais lieu. Leur tâche fut ardue et les procès-verbaux des séances de la commission du casier judiciaire ou du conseil d'Etat montrent avec quelle difficulté la liste fut dressée. Son apparition souleva les plus vives critiques. On n'eut aucune peine à démontrer qu'en dehors de la liste dressée, beaucoup d'autres délits pouvaient être exceptés, cin-

(1) *Bul. Soc. Pris.* 1891. p. 1073.

quante environ. Pouvait-on présenter une loi avec plus de cinquante exceptions. La liste était incomplète. Elle avait aussi un autre défaut c'était de désigner à l'avance quelles sont les infractions graves et quelles sont les infractions légères ; ce qui est impossible à déterminer. L'immoralité d'un délit ne peut s'apprécier in abstracto, à l'avance ; il revêt un caractère spécial dans chaque individu qui le commet. Cette tentative ayant échoué, on chercha une solution dans le procédé inverse ; au lieu d'énumérer les délits non inscrits, on désigna quelques délits dont l'inscription serait toujours obligatoire. On en cita cinq : le vol, l'abus de confiance, l'escroquerie, l'outrage public à la pudeur, l'excitation de mineurs à la débauche ; toute autre condamnation, pourvu que ce fût la première et quelle fût inférieure à un mois d'emprisonnement ou à cinq cents francs d'amende, ne serait pas mentionnée. Cet essai ne réussit pas mieux que le premier. Vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, excitation de mineurs à la débauche, n'y aurait-il donc de particulièrement honteux par leur nature que ces cinq infractions ? Sont-elles les seules immorales ? Et les considérations que nous avons exposées plus haut s'appliquent également ici. S'il faut étudier le délit commis, il faut étudier plus encore son auteur, l'homme. Toute liste de délits, dressée a priori, est fausse ou incomplète.

Au lieu d'étudier le délit in abstracto, on pouvait rechercher si la critérium de la distinction ne se trouvait pas dans la condamnation elle-même. Au lieu de tenir compte de la qualification du délit, pourquoi ne pas prendre pour base d'appréciation le taux de la peine. On inscrirait la condamnation

si la peine prononcée dépassait un taux fixé à l'avance. Ce système paraît le plus sérieux. En effet le juge qui a pu étudier et la nature du délit et le degré de perversité de son auteur a dû prononcer une condamnation proportionnée à la gravité de la faute. Le taux de la peine est donc la mesure la plus exacte de la valeur morale du délinquant appréciée d'après la gravité du délit. Ce système offre cependant, prise à la critique. On peut lui reprocher notamment de mettre sur le même pied les infractions graves et les infractions légères. Les bulletins n° 3 mentionneront la peine d'un mois de prison pour vol, comme celle de trois mois de prison pour homicide par imprudence ; celle de six mois pour escroquerie, comme celle de quinze jours pour outrages aux agents.

M. Jacquin lui reproche encore l'inconvénient de mettre entre les mains du juge la solution de la question et de donner lieu à l'arbitraire du juge que nous avons repoussé plus haut. En frappant le coupable d'une peine plus ou moins grave, par ce seul fait, le juge pourra déterminer l'inscription ou la non-inscription de la condamnation. Ce reproche n'est pas mérité ; l'arbitraire que nous avons repoussé plus haut, comme l'honorable conseiller d'Etat, présente un tout autre caractère. Il consiste dans le pouvoir pour le juge d'ordonner à son gré, sans contrôle et sans autre règle que son appréciation éclairée, l'inscription ou la non-inscription. — Ici les choses se passent autrement ; le juge se meut dans un cadre légal, son arbitraire a des limites tracées par la loi ; il ne peut s'en écarter. Le législateur lui tient ce langage : « la peine que vous prononcez est-elle supérieure ou inférieure à tant de jours de prison

« ou à tel chiffre si c'est une amende ? de plein droit, sans votre participation, elle sera inscrite ou non au casier ». — En résumé le juge prononce sa sentence et c'est la loi qui décide de l'inscription.

Le système de la loi du 5 août 1899 avait été tout d'abord une combinaison des deux précédentes théories. Le Sénat avait adopté en première lecture une disposition en vertu de laquelle une première condamnation avec sursis, soit à un mois, soit à moins d'un mois d'emprisonnement, soit à une amende supérieure à 50 francs, mais n'excédant pas 500 francs, prononcée pour un délit autre que l'escroquerie, le vol, l'abus de confiance, l'attentat aux mœurs, ne serait pas inscrite. En deuxième lecture, cette rédaction ne fut pas maintenue. Sur les instances pressantes de M. Bérenger, on lui substitua le texte suivant : ne sera pas inscrite, une première condamnation avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement avec ou sans amende. C'était nettement abandonner la combinaison précédente et prendre pour base uniquement le taux de la peine. Soit pour l'inscription au bulletin n° 3, soit pour la prescription des inscriptions, toutes les distinctions établies par la loi du 5 août 1899 se réclament de ce principe. La loi écarte d'abord un certain nombre de décisions judiciaires qui ne peuvent dans aucun cas intéresser les tiers ; pour elles il ne peut être question d'inscription au bulletin n° 3, quel que soit leur taux. Ce sont les décisions prises contre les mineurs par application de l'article 66, code pénal, il n'y a aucune peine prononcée ; 2° les condamnations prononcées en pays étranger pour des faits non prévus par la loi française ; 3°

les condamnations pour délits de presse, autres que celles prononcées pour diffamation ou pour outrage aux mœurs ; 4° les déclarations de faillite excusable et les liquidations judiciaires ; 5° enfin, et c'est justice, les condamnations effacées par la réhabilitation ou par application de l'art. 4 de la loi du 26 mars 1891. La faute a été expiée et rachetée, il faut évidemment en effacer la trace. Mais dans tous les autres cas, la distinction est établie d'après le taux de la peine. Ainsi ne serons pas inscrites au bulletin n° 3 :

« 1° La condamnation première à un emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois prononcée par application des articles 67, 68, 69 du code pénal.

« 2° La condamnation avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans amende ; »

« Cesseront d'être inscrites au bulletin n° 3 :

« 1° Un an après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à moins de six jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 francs ».

« 2° Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à 6 mois ou à moins de 6 mois ou à une amende.

« 3° Quinze ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique supérieure à deux ans de prison.

Nous verrons plus loin qu'il en de même pour la réhabilitation.

Quelques personnes ont douté de l'excellence de l'innovation de la loi du 5 août 1899. A leur gré la loi du 26 mars 1891 suffisait. Le conseil d'Etat faillit se prononcer en ce sens. Leur raisonnement est ainsi conçu. Le sursis est accordé aux condamnés dont la faute a paru aux juges digne de pardon. Ceux là seuls méritent quelque faveur, la loi au bout de cinq ans les relève des conséquences de leur condamnation. Pourquoi s'apitoyer sur le sort de ceux qui ont été jugés indignes ! M. Béranger, a fait justice de ce raisonnement. « Son auteur, dit-il, (1) n'a « pas réfléchi que la loi du 26 mars 1891 ne date « que de quelques années et qu'il y a des milliers « et peut-être des centaines de mille libérés dont les « condamnations remontent à des époques antérieu- « res. Il n'a pas songé davantage que la faveur du « sursis est la récompense de la conduite antérieure « à la condamnation, tandis que cette prescription « (il y a dans le texte, réhabilitation ; mais l'argu- « ment reste intact et s'applique à la prescription « comme à la réhabilitation), ne peut être que le « prix de la conduite postérieure, qu'enfin même « parmi ceux dont la faute n'a pas été jugée excu- « sable, beaucoup ont pu racheter leur passé par les « plus réels mérites ». A eux l'oubli, le pardon et la disparition légale de la trace publique de leur faute par la prescription.

Suppression partielle de l'inscription de la condamnation, prescription graduelle des condamnations inscrites, telles sont les deux premières innovations remarquables de la loi. Il ne faut pas attacher une importance trop grande au mot prescription qui

(1) *Bull. Soc. Pris.* 1898, p. 802.

est ici détourné de son sens technique, mais il rend, mieux que tout autre, une idée que toute personne saisit : la limitation de la durée des inscriptions. Pour qu'il y ait prescription, il faudrait qu'il s'agisse d'une véritable peine, que cette peine ne soit pas perpétuelle et qu'elle ne s'exécute pas d'elle-même. L'expression est donc impropre ici. On a proposé alors le mot « péremption ». Mais la péremption est une institution spéciale à la procédure civile; en matière pénale, elle n'existe pas. « Elle consiste « dans l'anéantissement de toutes procédures par « la discontinuation des poursuites pendant un laps « de temps déterminé ». (1) D'après les articles 399 et 400 du code de Pr. civ. elle doit être demandée par requête d'avoué à avoué; elle n'a jamais lieu de plein droit. La péremption est donc encore moins propre à représenter le résultat de la nouvelle institution que la prescription.

Péremption en prescription, cette limitation de durée ne s'applique qu'au bulletin n° 3. Les bulletins n°s 1 et 2 continueront à mentionner toutes les condamnations comme auparavant. Ce résultat peut, à première vue paraître choquant. La prescription est, en effet, générale, elle n'agit pas pour partie. Si elle s'applique au casier judiciaire, ne doit-elle pas s'étendre aux bulletins n°s 1 et 2 comme au bulletin n° 3? Elle devrait en effet englober les trois bulletins, effacer tout ou rien. Qu'est-ce que cette prescription qui à la fois existe et n'existe pas, dit M. Theureau? (2) On comprend cependant très bien les motifs qui ont déterminé le législateur. Ce sont

(1) Garraud. *Traité de droit pénal*. Tome II, p. 56.

(2) Op. cit. p. 125.

les mentions du bulletin n° 3 seules qui sont nuisibles par leur publicité. Celles des bulletins n°s 1 et 2 ne sont pas publiques, et il est de l'intérêt supérieur de la justice que les magistrats puissent connaître intégralement les antécédents des inculpés traduits devant eux ; il n'y avait donc aucune utilité à établir une prescription de ces deux bulletins. Mais ces motifs d'équité ne peuvent justifier cette conception de la prescription. C'est pourquoi, il ne faut pas entendre ce mot dans son sens juridique strict. Il y a ici une sorte d'abus de langage, une expression facile et commode qui sert à définir une idée qui ne pourrait être rendue que par plusieurs mots : l'admission d'une limitation à la durée des inscriptions du casier judiciaire. Il aurait fallu plutôt, ainsi que cela existe dans le code italien, établir une annulation du bulletin n° 3. — Art. 34. Décret du 1^{er} décembre 1889. En Italie, les condamnations pour contraventions, qui correspondent à nos délits, ne sont pas portées sur les bulletins délivrés aux particuliers. Elles ne sont inscrites au casier que pour les magistrats ; mais ces bulletins ne sont établis que pour 6 ans ; ils sont annulés après ce délai qui court à partir du jour où la peine a été subie ou prescrite. Dans notre droit nous avons une institution qui présente une certaine analogie. Elle est contenue dans les art. 57 et 58 du code pénal modifiés par la loi du 26 mars 1891. Il s'agit de la récidive. Pour qu'une condamnation criminelle ou correctionnelle puisse entrer en ligne de compte dans le calcul de la récidive, il faut qu'elle soit intervenue dans un délai de 5 ans, antérieur à la nouvelle infraction poursuivie. Elle est dénuée de toute efficacité pour la récidive et prescrite à ce point de

vue au bout de cinq ans ; elle n'existe plus, même pour le magistrat, quoique mentionnée au bulletin n° 2. Elle est annulée. C'est encore une prescription spéciale, plus large que la prescription ordinaire qui laisse à la condamnation ses effets aggravants pour la récidive (1).

Le point de départ de la nouvelle prescription est fixé par la loi au jour de la libération pleine et entière du condamné, c'est-à-dire au jour où la peine corporelle a expiré ou au jour où l'amende a été payée. C'est à partir de ce jour, en effet que l'expiation est complète, que le coupable a réparé le dommage social qu'il avait causé, et qu'il doit s'efforcer de racheter son passé par une bonne conduite. Les libérés sont ainsi les maîtres de leur propre sort ; plus vite ils auront accompli leur peine, plus vite ils arriveront à la prescription ; ils n'ont aucun intérêt à éviter ou à reculer la peine corporelle qui les frappe ou le paiement de l'amende. S'ils ont bénéficié par voie de grâce d'une remise totale ou partielle de leur peine, cette remise équivaldra pour eux, à l'exécution totale ou partielle de leur peine. Il est juste de tenir compte de cette faveur, de mettre le point de départ du délai en harmonie avec cette disparition, et de le fixer soit au jour où la grâce est intervenue, en cas de remise totale, soit au jour où la peine a réellement expiré en cas de remise partielle.

(1) *Bull. Soc. Pris.* 1898, p. 795. — Ce cas a été signalé par M. Duval, professeur de droit pénal, qui fait observer toute l'importance de la loi du 26 mars 1891 au point de vue de la prescription, soit par son art. 4, soit par les modifications faites aux art. 57 et 58, C. P.

La loi ne parle pas du cas où la peine a été prescrite. C'est, croyons-nous, une lacune volontaire. Il peut pourtant se présenter de sérieuses difficultés sur ce point. Une personne a pu être condamnée par contumace ou par défaut et ignorer sa condamnation parce qu'elle n'a pas été touchée par la citation en justice. Elle a même pu comparaître, s'entendre condamner et n'avoir pas subi sa peine, soit par suite d'une négligence du parquet, soit par l'effet d'une fuite savamment calculée. Jusqu'à ces temps derniers, ces personnes ne pouvaient être réhabilitées, ni même demander à subir leur peine afin de pouvoir, quelque temps après, obtenir leur réhabilitation. La loi du 12 mars 1896 a enfin porté remède à cette situation. Elle a organisé deux prescriptions; d'une part elle admet les condamnés à une peine afflictive ou infamante à la réhabilitation après un délai de 10 ans; d'autre part elle donne la même faveur aux condamnés correctionnels et aux récidivistes qui n'ont pas subi une peine afflictive ou infamante six ans après la prescription de leur peine. Il faut donc aux uns trente années et aux autres onze années d'attente et de bonne conduite pour mériter d'être réintégrés dans leurs droits civils et politiques. Comme on l'a fait remarquer cette réhabilitation n'est pas une réhabilitation de plein droit (1). Elle aurait eu ce caractère d'après le texte primitif de la loi votée par la Chambre des députés; mais ce texte fut modifié par le Sénat qui décida que la réhabilitation serait toujours facultative et

(1) *Journal des Parquets*, 1898. Tome XIII, p. 163, M. Bryon.

que la cour d'appel appelée à statuer pourrait la refuser aux postulants qui n'en seraient pas dignes. La loi du 5 août 1899 n'a pas modifié cette situation, car elle exige pour que la prescription puisse courir et que par suite la réhabilitation puisse se réaliser, que l'amende ait été payée ou que la peine corporelle ait été subie. C'est une lacune regrettable. La loi aurait pu faire une exception pour ce cas. Il n'y a aucune raison bien sérieuse d'établir une distinction aussi profonde entre ceux qui ont subi leur peine et ceux qui l'ont prescrite. Dès l'instant qu'on admet les uns et les autres au bénéfice de la réhabilitation ordinaire, selon la loi de 1885, ou du 12 mars 1898, pourquoi leur refuser la réhabilitation de plein droit ? Il eût été avantageux de reprendre, à cette occasion, le texte primitif de la loi du 12 mars 1898, et de décider que la réhabilitation aurait lieu de plein droit par la prescription des inscriptions au casier judiciaire. L'innovation n'aurait pas été grande et eût pu s'appuyer sur le précédent créé par la loi du 26 mars 1891 qui, en matière de récidive met sur le même rang, l'exécution de la peine et sa prescription. On eût établi un peu d'unité dans les effets de la prescription de la peine

On peut constater un manque d'unité semblable, en étudiant les effets de la prescription ordonnée par l'art. 8 de la loi du 5 août 1899. Ces effets, la loi ne les expose nulle part, mais les débats parlementaires nous les font connaître. « Cette prescription n'efface
« que l'inscription au casier, ce n'est pas l'efface-
« ment de la condamnation elle-même, car les inca-
« pacités qu'elle pouvait entraîner dans le domaine
« du droit civil ou du droit politique subsistent

« comme la condamnation elle-même (1) ». La condamnation subsiste donc avec toutes ses incapacités. Comment concilier cet effet avec celui qui est produit par l'art. 4 de la loi du 26 mars 1891? D'après cet art. 4, la prescription efface non-seulement l'inscription au casier, mais la condamnation elle-même avec toutes les incapacités qui en découlent. La condamnation est « non avenue » dit le texte. Il est donc curieux de voir la prescription produire des effets différents dans des situations qui paraissent identiques. Cette identité est plus apparente que réelle; dans la loi du 26 mars 1891, c'est moins l'inscription au casier que la condamnation elle-même qui est prescrite; on comprend dès lors, qu'après la condamnation prescrite, il ne subsiste aucune incapacité. Dans la loi de 1899, il ne s'agit, au contraire, que de la prescription du bulletin n° 3 et des mentions qu'il révèle.

Le législateur nous met d'ailleurs en garde des conflits qui pourraient s'élever entre la loi nouvelle et la loi du 26 mars 1891 et ordonne, s'il s'en présente, de les régler conformément à la loi sur l'atténuation et l'aggravation des peines — art. 8, alinéa 5. — « Le tout, sans qu'il soit dérogé à l'art. 4 de la « loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines. » En voici un exemple : supposez qu'une personne ait été condamnée avec le bénéfice de la loi de sursis à une peine supérieure à six mois d'emprisonnement, mais inférieure à deux ans. Sans le sursis, son cas eût été régi par l'art. 8, § 3, et la prescription n'aurait effacé l'inscription de sa condamnation qu'au bout de dix ans. Grâce au sursis,

(1) Séance du Sénat, 8 décembre 1898.

au bout de cinq ans, elle sera non-seulement effacée du bulletin n° 3, mais il y aura un résultat plus considérable, la condamnation, elle-même, sera effacée, non avenue, comme dit la loi, et toutes les incapacités civiles ou politiques cesseront.

Quelle sera la durée de cette prescription? La loi n'a pas fixé un délai unique pour toutes les condamnations. Elle a pris pour élément d'appréciation le taux de la peine et a proportionné la durée des différentes prescriptions qu'elle a établies à la gravité de la condamnation; plus la peine est lourde, plus la prescription sera longue. La loi a fixé quatre délais :

1° Un an après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, en cas de condamnation unique à moins de six jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 fr.; sauf le cas où ces condamnations entraîneraient une incapacité civile ou politique ;

2° Cinq ans pour la condamnation unique à six mois ou moins de six mois de prison ou à une amende ;

3° Dix ans, en cas de condamnation unique à une peine de deux ans ou de moins de deux ans de prison, ou de condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an ;

4° Quinze ans, s'il s'agit d'une condamnation unique supérieure à deux ans de prison.

Ces délais, pris en eux-mêmes, sont sages, assurément. Il fallait, en effet, éviter de prescrire des délais trop longs, et faire luire, autant que possible, aux condamnés, l'espoir d'un prompt relèvement. Ce ne sont pas les longs délais qui préviennent le plus les rechûtes; bien au contraire, ils les favorisent. Si le

condamné n'a pas l'espoir réalisable de bénéficier de la faveur qu'on lui promet; il se découragera; si cet homme envisage le délai comme un obstacle insurmontable, ou s'il est convaincu qu'après l'avoir franchi, il n'aura plus le temps de profiter de la réhabilitation qu'il a tant convoitée, l'énergie, la bonne volonté, qu'il avait manifestées au début, s'évanouiront, ses efforts pour s'amender deviendront de plus en plus rares et peut-être il retombera dans son passé criminel, parce que la récompense qu'on avait fait miroiter à ses yeux aura été trop difficile à atteindre. Les longs délais découragent.

Ce principe de division, selon le taux de la peine, a amené le législateur à présenter un système trop compliqué. Peut-être deux grandes distinctions eussent-elles suffi! Sans blesser l'équité dont se réclame le nouveau législateur, on aurait pu établir un délai de cinq ans pour la prescription des condamnations correctionnelles et un délai de dix ans pour les condamnations criminelles. Ces délais eussent été plus en harmonie avec notre législation sur la prescription pénale. Le délai de cinq ans était déjà consacré par la loi du 26 mars 1891 qui pouvait servir de précédent. On l'aurait doublé pour les condamnations criminelles. Un projet de loi, déposé en 1890 sur le bureau de la Chambre des députés, proposait ces deux délais comme étant les mieux appropriés. Cette proposition avait au moins le mérite de la simplicité. Des quatre délais de la loi nouvelle, il en est un qui nous paraît d'une inutilité presque complète. C'est celui d'un an. Il a été voté sur les vives instances de M. Thézard, dans le but d'établir « une gradation « absolument rationnelle et tout à fait conforme à

« l'esprit du projet (1) ». Pourquoi, disait-il, maintenir l'inscription pendant cinq ans pour les peines inférieures à six jours de prison ou à 25 fr. d'amende ? La remarque était juste. Mais l'honorable sénateur a fait suivre son amendement de ces mots « pourvu que ces condamnations n'entraînent pas d'incapacités civiles ou électorales » qui en ont détruit presque toute l'utilité. Le but de son amendement avait été de mettre dans le cadre des peines effacées du casier par la prescription de cinq ans, les peines privatives de droits civils ou politiques, car il importe de les connaître surtout au point de vue électoral ; à elles seules se bornaient ses attaques. Mais le résultat obtenu a dépassé son désir et presque toutes les condamnations légères échapperont à la prescription annale. En effet, dans l'état actuel du droit, il n'est pas une seule condamnation à l'emprisonnement, si minime fût-elle, même à vingt-quatre heures d'emprisonnement, pour quelque délit que ce soit, qui n'entraîne une incapacité. L'art. 2, § 11, de la loi du 21 décembre 1872, édicte une incapacité générale d'être juré, pendant cinq ans, à partir de l'expiration de la peine, contre les condamnés à un emprisonnement de moins de trois mois, pour quelque délit que ce soit, même pour délit politique ou de presse. Cette prescription annale ne pourra fonctionner que lorsque la condamnation consistera dans une amende, inférieure à 25 francs, et n'entraînant pas d'incapacité civile ou politique. Elle aura donc lieu très rarement, autant dire jamais, car les délits les plus fréquents et punissables d'une amende entraînent tous des incapacités : abus de blanc-seing,

(1) Discours au Sénat. Séance du 9 décembre 1898.

abus de confiance, escroquerie, excitation de mineurs à la débauche; tenue d'une maison de jeux de hasard, mendicité, outrage aux mœurs, outrage public à la pudeur, usure, vol, vagabondage. Le § 1 de l'art. 8 est donc sans application.

Le § 3 de l'art. 8 présente une innovation importante : l'admission des récidivistes au bénéfice de la prescription. Cette modification est excessivement grave. La première idée des rédacteurs de la loi avait été que le nouveau régime qu'elle inaugurerait ne serait applicable qu'au condamné primaire; le récidiviste en avait été exclu comme indigne, et peu susceptible d'amendement. Il fallait s'en défier. Déjà le tribun Berlier, lors de la discussion du code d'Inst. Crim. le déclarait indigne de toute faveur. Devait-on le faire profiter de la nouvelle prescription? En première lecture, le Sénat (1) avait repoussé un amendement de M. Bérenger tendant à accorder, dans certains cas, aux récidivistes, le même privilège qu'aux condamnés primaires. Mais en seconde lecture (2), M. Bérenger reprit son amendement et, à force d'habileté et de persévérance, parvint à le faire triompher. Il est certain que pour celui qui cherche dans une loi l'harmonie des lignes, le développement méthodique d'un principe, l'enchaînement logique des propositions, la nouvelle loi peut choquer son esprit; mais si ces qualités peuvent faire la beauté théorique d'une loi, elles n'en assurent pas l'utilité pratique. C'est ici, certainement, le cas de le constater. Dans sa réplique au garde des Sceaux,

(1) Séance du 9 décembre 1898.

(2) Séance du Sénat du 7 mars 1899.

M. Lebret, le sénateur Bérenger s'exprimait, avec raison, ainsi qu'il suit : « Permettez-moi de vous « dire qu'en matière pénale, ce n'est pas avec des « abstractions qu'on peut atteindre le but de la justice qu'il faut avant tout réaliser. Il y a lieu de se « mettre en présence des réalités de la vie et de « comparer pratiquement les situations, si l'on ne « veut s'exposer à favoriser sans équité les uns au « détriment des autres (1) ». L'éminent orateur avait raison. Son argumentation était d'ailleurs excellente. Il ne s'agissait pas, d'après lui, d'admettre tous les récidivistes, mais de choisir seulement les plus dignes, ceux qui paraissent plus malheureux que coupables et, par l'examen comparé de leurs situations, voir s'ils ne méritaient pas la faveur de la loi au même titre que les condamnés primaires. Comme criterium, il proposait d'accorder la prescription, et par suite, la réhabilitation, aux récidivistes dont les peines ne dépassent pas un an de prison. Cette mesure nous paraît assez juste. « Il ne faut pas se « laisser aller aux apparences, souvent fort trompeuses en ces matières, et s'abandonner sans réfléchir au sentiment de répulsion naturel et légitime « qui doit s'attacher, je le reconnais, avec raison à « l'homme qui a subi plusieurs condamnations; il « faut voir le fond des choses. Lorsque l'ensemble « des condamnations ne représente pas un chiffre « élevé et que dix ans de bonne conduite se sont « écoulés, il ne faut pas se montrer implacable ».

Tel est le but de haute équité que visait l'orateur et qu'il a su faire triompher.

Il arrive, en effet, assez souvent qu'un malheu-

(1) Séance du Sénat du 7 mars 1899.

reux ait encouru plusieurs condamnations sans être ce qu'on appelle un malfaiteur d'habitude. Une sorte de fatalité a pu s'appesantir sur lui. Un individu a pu être condamné à quinze jours de prison pour vol, puis à un mois de la même peine pour vagabondage ou mendicité et n'être pas plus criminel que celui qui n'a commis qu'une seule infraction très grave et punie de deux années et plus d'emprisonnement. Si les différentes condamnations légères qu'il a encourues, en eût-il subi dix, ne dépassent pas un an, faut-il désespérer de son amendement et lui refuser la prescription du casier que l'on accorde à celui qui n'a commis qu'un seul crime, mais le plus atroce de tous ? Tel est le résultat, cependant, auquel on aboutirait avec la logique et la rigidité des principes. Pourquoi se montrer plus intransigeant envers lui. On l'a admis à la réhabilitation ordinaire, il n'y a pas de raison pour lui refuser la réhabilitation de plein droit et la prescription qui en est la première étape. Il y a, en lui, un indice de perversité plus grande, mais c'est tout. Il peut s'amender aussi bien que le condamné primaire. Il n'est pas douteux que celui qui a commis un délit et qui est sur le point d'en commettre un autre ne sera pas retenu par cette considération que, si la peine prononcée est supérieure à un an, sa condamnation sera perpétuellement inscrite au casier judiciaire. Ce récidiviste mérite autant et parfois même, plus d'intérêt que le condamné primaire, car ses efforts pour s'arracher à son milieu criminel auront dû être d'autant plus héroïques qu'il aura descendu plus bas les degrés de l'échelle sociale. Dix années de bonne conduite seront pour lui beau-

coup plus difficiles et plus méritoires que pour le délinquant ordinaire. Sa situation est critique; si le condamné primaire peut passer inaperçu, rarement le récidiviste échappe à la réprobation et à la haine publiques. Partout où il passe, il est signalé; s'il se commet un crime ou une mauvaise action là où il se trouve, on l'accuse de préférence, même en l'absence de toute raison. C'est lui, l'être dangereux, qui supporte toutes les fautes des autres. Eh bien! il fallait récompenser un tel effort; la loi a finalement accompli cet acte de justice et d'équité; il faut s'en applaudir.

Qu'il s'agisse du condamné primaire ou du récidiviste, il est bien entendu que cette prescription n'a lieu qu'autant qu'il n'intervient aucune condamnation ultérieure autre que l'amende pour crime ou délit. L'unique condition de cette faveur est donc la bonne conduite du libéré. Pour s'en assurer, le législateur considère comme un gage sérieux d'amendement, le seul fait, pour le libéré, de n'avoir pas subi une nouvelle condamnation pendant le temps de sa prescription. Cette condition négative est un moyen empirique; mais il faut convenir qu'il n'y avait pas d'autre critérium et qu'il est certain que si le libéré n'a pas une conduite exemplaire, il s'est du moins amendé et a su, par une vie plus régulière, éviter une nouvelle flétrissure.. Il y a de sa part un effort méritoire qu'il faut récompenser. Cette sollicitude légale aura sur lui le meilleur effet et le déterminera à persévérer jusqu'au moment où il arrivera à la réhabilitation complète. La loi fait une exception en faveur de l'amende. En général, une condamnation à l'amende n'offre aucun caractère de gravité, elle est prononcée lorsque l'infraction commise est excusable et que le délinquant a fait preuve d'im-

prudence, de légèreté, ou se trouvait en état de légitime défense. Le législateur a donc pu poser en principe que, dans le cas où elle interviendrait, elle ne serait pas un obstacle à la prescription comme à la réhabilitation. A notre humble avis, il aurait dû faire une exception pour le cas où elle punit le délit d'usure ; ce délit ne peut être, en effet, réprimé que par une amende, et l'amende qui est alors prononcée est toujours très considérable. La gravité du délit aurait justifié cette dérogation à l'article 9.

Enfin, il faut décider que cette prescription aura un effet rétroactif. Le projet de loi, les débats parlementaires, la loi, sont muets sur ce point. Cependant cette solution se justifie par les principes généraux en matière de prescription et elle se trouve confirmée par les procès-verbaux des séances de la commission du casier judiciaire nommée en 1890 (1). Chacun sait, en effet, que la question de la rétroactivité des lois pénales se résout à l'aide d'une distinction. Si la nouvelle loi déclare punissable un fait qui n'était pas puni jusque-là, ou aggrave la pénalité prononcée par la législation antérieure, elle n'aura pas d'effet rétroactif ; si au contraire elle ôte à un fait le caractère délictueux qui lui avait été attaché par la législation antérieure ou si elle réduit la peine établie, elle sera rétroactive. Bien que nous ayons nié le caractère de peine de l'inscription au casier, il nous semble qu'il faut, néanmoins, appliquer les principes précédents par analogie. Si la mention au casier n'est pas une peine

(1) Garraud. *Précis de droit criminel*, éd. 1892, p. 85.

Procès-verbaux de la 1^{re} commission. Séance du 13 février 1891.

proprement dite, elle met cependant celui qu'elle concerne dans une situation défavorable et pénible, la nouvelle loi a amélioré cette situation du condamné; elle constitue à son égard un adoucissement et une faveur. Il est donc conforme à la justice et à l'équité d'en faire profiter tous les condamnés antérieurs à sa promulgation; il serait injuste de moins bien traiter ceux qui se sont bien conduits sous le régime antérieur que ceux qui ont été condamnés postérieurement à la loi du 5 août 1899 et se sont amendés.

Si l'on consulte les procès-verbaux de la première commission du casier judiciaire, on voit que cette commission s'est déclarée en ce sens dans la séance du 13 février 1891. M. Trarieux se prononça pour la rétroactivité, entraîna l'adhésion de tous ses collègues et fit adopter le projet suivant : « Les men-
« tions qui, au jour de la promulgation de la loi,
« dateront de plus de sept ou quinze ans sans con-
« damnation nouvelle, seront périmées de droit. »
Les délais de 7 et quinze ans ont été remplacés par les délais de un an, cinq, dix et quinze ans, mais cette modification n'altère pas la portée de la décision des membres de la première commission.

Pour ces raisons, il y a donc lieu de suppléer au silence de la loi et de lui accorder un caractère rétroactif.

II.

Réhabilitation de droit. — Ancien droit. — La réhabilitation d'après l'Assemblée constituante. — Extension de plus en plus large de cette institution. — Loi du 26 mars 1891. — Le casier et son rôle. — Loi du 5 août 1899. — Son utilité. — Critique générale de la nouvelle loi.

La réhabilitation de droit, sans formalités, sans enquête, par le seul effet du temps ! telle est encore une des réformes capitales réalisées par la loi du 5 août 1899. Un rapide aperçu jeté sur les formes et les conditions antérieures de la réhabilitation nous en montrera toute l'importance.

Dans notre ancien droit, surtout avant l'ordonnance de 1680, la réhabilitation ne s'est pas nettement séparée de la grâce. Le pouvoir royal délivrait des lettres de réhabilitation, qui rentraient dans la catégorie des lettres de grâce, par l'effet desquelles le condamné rentrait dans sa « bonne fame et renommée » et recouvrait les droits qu'il avait perdus. Après l'ordonnance de 1860, on sépara la grâce de la réhabilitation, mais comme ces deux institutions étaient des prérogatives du pouvoir royal, il n'y eût entre elles qu'une distinction théorique. Rousseau de la Combe (1), Jousse (2) nous font connaître le caractère de la réhabilitation. Le condamné qui la

(1) Rousseau de la Combe. *Matière criminelle*, p. 520.

(2) Jousse. *Traité de justice criminelle*. Tome II. p. 414.

sollicitait devait avoir subi sa peine, payé l'amende et réparé le dommage qu'il avait causé ; la réhabilitation ne devait pas, en effet porter préjudice à la partie lésée. — Le réhabilité était « rétabli en son « honneur, droits et bonne réputation de la même « manière qu'il était avant le jugement de condam- « nation et sans qu'il puisse être réputé avoir encouru, « en vertu du jugement, aucune note d'infamie ou « mort civile ». D'une façon générale, la réhabilitation dépendait de la faveur royale. Elle n'était pas le prix de la régénération du condamné ; celui-ci ne subissait aucune épreuve qui fut un indice de son repentir. Mais c'était en tous points conforme à l'esprit des lois de l'époque qui punissaient les coupables mais ne cherchaient pas à les amender.

En 1791, les législateurs imbus des idées humanitaires des philosophes du XVIII^e siècle font faire au droit pénal une évolution remarquable. La Constituante proclame que la loi ne doit pas viser uniquement la punition des coupables, mais qu'il faut encore faciliter leur amendement et tâcher de les rendre meilleurs. Sous l'influence des mêmes idées, elle reconnaît qu'il est juste d'abolir le caractère perpétuel des peines et de réintégrer dans la société le coupable qui s'est amendé et a fait preuve de repentir. Avec l'emphase de l'époque, Lepelletier-St-Fargeau, dans son célèbre rapport des 22-23 mai 1791, s'exprimait ainsi : « Appelons, par nos institutions, le « repentir dans le cœur du coupable ; qu'il puisse « revivre à la vertu en lui laissant l'espérance de « revivre à l'honneur ; qu'il puisse cesser d'être mé- « chant par l'intérêt que vous lui offrez d'être bon. « Après qu'une longue partie de sa vie passée dans « les peines aura acquitté le tribut qu'il doit payer à

« l'exemple, rendu à la Société, qu'il puisse encore
« recouvrer son estime par l'épreuve d'une bonne
« conduite sans relâche et mériter qu'un jour, la Pa-
« trie efface de son front jusqu'à la tache du crime
« qu'il aura suffisamment expié. » Plus loin, il ajou-
tait encore : « Le remords peut pénétrer dans l'âme
« du coupable et il nous a semblé que c'était une
« conception digne des législateurs de présenter au
« condamné l'espoir de renaître un jour à l'honneur
« par la pratique de la vertu ». Aussi la réhabilita-
tion fut votée d'acclamation. Le grand mérite de la
constituante est d'avoir su discerner le véritable fon-
dement de la réhabilitation : le repentir du coupable.
Ce ne fut plus un acte gracieux, une œuvre de pure
clémence, mais un acte de justice et de réparation
sociale. L'institution devait fonctionner réguliè-
rement sous le contrôle de l'autorité judiciaire ; elle
offrait trois caractères principaux qu'elle a gardés
jusqu'à nos jours : l'expiation de la faute, la satis-
faction de la partie lésée ou réparation du dommage
causé, le repentir. Mais on pouvait aussi lui repro-
cher trois défauts. D'abord, elle n'était pas accordée
à tous les condamnés, elle était réservée aux con-
damnés à une peine afflictive et infamante, de telle
sorte que les grands criminels pouvaient être réhabi-
lités, alors que les condamnés à des peines correc-
tionnelles ne le pouvaient pas. Ensuite, elle ne pou-
vait être sollicitée qu'après un délai de dix ans à
compter du jour de l'expiration de la peine ; délai
trop long. Enfin l'Assemblée constituante l'entoura
d'une solennité de formes qui nuisit à son extension.
Elle cédait en cela aux habitudes de l'époque. Ainsi,
il fallait publier dans les journaux la demande en
réhabilitation, procéder à de nombreuses enquêtes

publiques, et au jour de la réhabilitation, il y avait une cérémonie solennelle. Deux officiers municipaux, revêtus de leurs insignes, conduisaient le demandeur devant le tribunal criminel de son domicile ; là, en audience publique, après lecture faite de l'arrêt de condamnation, les magistrats municipaux disaient à haute voix : « un tel a expié sa faute en satisfaisant à la peine ; aujourd'hui sa conduite est irréprochable, nous demandons au nom de son pays que sa tache soit effacée. » Le président du Tribunal, sans délibération, disait alors : « Sur l'attestation et sur la demande de votre pays, la loi et le tribunal effacent la tache de votre crime ». On dressait acte du tout.

A cause de ces imperfections, la nouvelle réhabilitation n'obtint pas tout le succès désirable et fut assez rarement mise en pratique. Son échec tient surtout aux formes mêmes de cette procédure. Toutes ces solennités étaient humiliantes et, par cela, dangereuses ; beaucoup de condamnés, dont la faute était ignorée du public, n'osaient la demander dans la crainte de voir leur honte étalée au grand jour. L'exclusion des condamnés correctionnels était aussi regrettable, car on réservait aux grands criminels une faveur que l'on refusait à des condamnés bien moins coupables. Nous avons insisté sur cette législation de l'Assemblée constituante, car elle a été l'inspiratrice de toutes les législations qui ont régi la réhabilitation jusqu'à nos jours. Elle a créé un type spécial dont on ne s'est éloigné que pour établir la réhabilitation de droit. Elle avait, d'ailleurs, donné à cette institution son véritable but et son caractère distinct, les législations subséquentes l'ont respectée et n'ont fait que corriger les défauts que nous

lui avons trouvés, soit en la dépouillant de son formalisme, soit en abrégant ses délais, soit enfin en élargissant son cadre par l'admission de plus en plus ample de toutes les sortes de condamnés. — Nous allons suivre son évolution jusqu'à nos jours et constater ses progrès pas à pas. Ces perfectionnements ont été plus ou moins considérables suivant les époques et suivant que l'on s'est plus préoccupé de l'amendement des condamnés.

La législation de 1808 (Code d'Inst. crim.), œuvre de réaction, n'apporta pas de notables changements à cette organisation ; on se contenta de la mettre en harmonie avec les principes nouveaux de centralisation ; au lieu d'être prononcée par le pouvoir judiciaire, la réhabilitation le fut par le prince comme avant 1791 ; la centralisation de tous les pouvoirs dans les mains de l'empereur en fut la cause. Il nous faut aller jusqu'en 1832 pour trouver quelque modification importante. Lors de la révision du Code on assimila à l'exécution de la peine l'obtention de lettres de grâce et la commutation de peine.

Cette décision fut prise à la suite du refus des tribunaux de réhabiliter les condamnés graciés sous prétexte qu'ils n'avaient pas subi leur peine. Grâce à cette assimilation, leur réhabilitation fut désormais possible. Ce fut un premier pas, dans l'admission d'un plus grand nombre de condamnés, mais bien faible. Le décret du 18 avril 1848 fut beaucoup plus large ; il fit une première brèche à la publicité en supprimant l'insertion dans les journaux de la demande en réhabilitation ; il étendit la réhabilitation à tous les condamnés pour délits, réforme logique qui permit enfin de réhabiliter les condamnés à des peines correctionnelles, beaucoup plus nombreux et

infiniment moins coupables que les condamnés criminels. Enfin, il réduisit de dix ans à trois ans pour les nouveaux admis le délai d'épreuve qui devait s'écouler à partir de l'expiration de la peine avant de pouvoir solliciter le bénéfice de cette institution. Malheureusement, ce décret n'eut qu'un caractère provisoire ; il sombra, emporté dans la Révolution qui se produisit quelques mois après son apparition. Les réformes qu'il avait opérées étaient si logiques et si nécessaires que le pouvoir nouvellement établi s'empressa de les réaliser par la loi du 6 juillet 1852. Cette loi conserva les principes de la législation de 1791 et ne fit que copier servilement les réformes du décret de 1848. Comme œuvre originale on peut cependant signaler la réduction de dix ans à cinq ans du délai d'épreuve imposé aux condamnés à une peine afflictive ou infamante et l'adjonction aux condamnés correctionnels des bannis et des récidivistes. L'admission des récidivistes ne se fit pas sans difficulté. On vivait toujours sous l'influence des paroles de Berlier, qui avait déclaré que la réhabilitation ne devait pas être accordée à un homme aussi endurci dans le crime. On finit cependant par comprendre que le récidiviste était susceptible d'amendement comme tout autre condamné et que son exclusion était imméritée. Sans doute, on devait exiger de lui des gages de repentir plus importants et plus manifestes, mais on ne devait pas le repousser impitoyablement. La loi du 6 juillet 1852 n'osa faire un si grand pas et ne prit qu'une demi-mesure ; elle permit seulement de réhabiliter les récidivistes correctionnels, et écarta les récidivistes pour crimes et ceux qui, ayant été réhabilités une première fois, ont encouru une nouvelle condamnation ; ceux-ci ont trompé la confiance publique.

Il ne semble pas, malgré ces heureuses réformes, que l'institution ait pris un grand développement ; la statistique révèle une moyenne annuelle de cinquante réhabilitations après l'année 1853 ; ce nombre s'est accru insensiblement et se trouve doublé vers 1860. Ce n'est qu'en 1880 qu'on peut constater un progrès sérieux ; on trouve alors une moyenne de 800 réhabilitations. C'est, en effet, à cette époque que les études pénitentiaires prirent une grande extension ; on était alarmé par la marche ascendante de la criminalité et de la récidive et l'on cherchait à l'enrayer par des moyens nouveaux ; quelques personnes clairvoyantes jetaient un premier cri d'alarme contre le casier judiciaire et en signalaient les abus. On s'aperçut qu'il était temps de réformer la réhabilitation, d'améliorer sa procédure et d'élargir de plus en plus son cadre. Ce fut sous la pression de ces idées que fut votée la loi du 14 août 1885. Cette loi apporte une première amélioration à la situation des condamnés en admettant tous les récidivistes, sans distinction, au bénéfice de la réhabilitation. Désormais, il n'y eût plus qu'une seule catégorie de condamnés qui ne purent y prétendre : celle des condamnés qui ont prescrit leur peine. Elle supprima ensuite la nécessité de la consultation du conseil municipal du domicile du postulant sur l'opportunité de sa demande, pour s'en tenir à l'avis unique du maire. C'est une restriction de publicité de la procédure assez importante, car cette consultation divulguait la situation du sollicitant beaucoup plus que les enquêtes faites par le juge de paix et le préfet. Elle rendit à l'autorité judiciaire, comme plus indépendante, le droit de prononcer la réhabilitation, droit qui depuis 1808 était l'apanage du

pouvoir exécutif. Enfin elle a modifié cette institution en lui donnant le caractère d'un droit dont le condamné peut judiciairement poursuivre le bénéfice quand il se trouve dans les conditions exigées par la loi. Cette institution n'est plus une faveur rare réservée aux plus méritants, tout condamné peut la réclamer et doit se la voir accorder s'il justifie de son amendement. Après cinq ans ou trois ans de bonne conduite, il peut se présenter devant la Cour d'appel et solliciter sa réhabilitation. La Cour a, sans doute, le droit d'examiner ses mérites et de le rejeter s'il est indigne; mais s'il est établi que le postulant est irréprochable, elle doit accueillir sa requête. Il nous semble que si elle exige un délai plus long, comme l'ont fait plusieurs cours d'appel, elle commet un abus. Pourquoi prescrire un délai supplémentaire que la loi n'a pas établi ! Peut-on se montrer plus rigoureux qu'elle ? (1) Le demandeur en remplissant les conditions a le droit d'obtenir sa réhabilitation et l'arrêt qui intervient a un caractère de décision judiciaire contentieuse et non simplement gracieuse. La loi a posé elle-même les conditions, et la mission de la Cour est uniquement de vérifier si ces conditions ont été accomplies.

Si la réhabilitation est prononcée, toute trace de la condamnation doit être effacée. La condamnation elle-même disparaît, dit la loi; en sorte que son inscription au casier judiciaire n'est plus maintenue, et que le réhabilité qui a subi une nouvelle condamnation peut à nouveau se faire réhabiliter.

(1) En ce sens : Brasseur: *Thèse*, p. 158.; — Sarrante. *De la réhabilitation*, p. 54.; — Faustin-Hélie. *Inst. crim.* Tome VIII, p. 589.

Tous ces avantages n'ont pas fait de la réhabilitation une institution parfaite. Sa caractéristique est toujours d'être trop publique et « de flétrir ceux » dont on veut effacer la flétrissure ». On a pourtant remédié aux autres défauts ; les délais ont été réduits à une durée de trois ou de cinq années, qui permet de juger exactement le repentir du demandeur ; exiger moins serait faire preuve d'une faiblesse et d'une négligence coupables, exiger plus serait décourager les patients efforts des condamnés. En outre, il n'est plus un seul condamné qui ne puisse demander sa réhabilitation ; depuis la loi du 20 mars 1898, les contumaces, ceux qui ont prescrit leur peine, précédemment exclus, peuvent également y prétendre. La publicité est elle donc seule inattaquable ? Est elle de l'essence de la réhabilitation et l'efficacité de celle-ci est-elle compromise si elle peut échapper à la notoriété publique ? De nos jours où le sentiment de la considération publique grandit et se développe, où l'estime publique est plus que jamais recherchée, cette publicité humiliante paraît, disons mieux, devient périlleuse et on doit la repousser comme surannée. Elle ne peut satisfaire qu'une curiosité maligne, malsaine et parfois mal intentionnée. Loin de servir à réformer les condamnés repentants, elle décourage leurs efforts, si elle n'est pas destructive en eux de toute notion de dignité. Les abus de la publicité du casier judiciaire en sont la preuve éclatante. Mais alors comment arriver à la réhabilitation sans ces enquêtes, sans ces formalités qui en sont la garantie, sans cette publicité qui semble être l'auxiliaire indispensable de cette institution. L'enquête qui révèle la condamnation n'est elle pas le seul moyen de s'assurer que

le libéré est digne de la faveur qu'il sollicite ? On a vécu sous l'influence de cette idée jusqu'à nos jours. Ce n'est que depuis une dizaine d'années que quelques esprits, novateurs et généreux, parmi lesquels on peut citer MM. Béranger, Trarieux, J. Godin, Léveillé, Thézard se sont donné la peine d'examiner à fond le problème de la réhabilitation et de rechercher si on ne pouvait pas supprimer complètement cette publicité que toutes les législations antérieures avaient condamnée. Après de patientes études, ils comprirent que le problème de la réhabilitation avait revêtu un aspect nouveau, qu'il avait été compliqué par l'usage du casier judiciaire et que l'obstacle de nombreuses réhabilitations consistait autant dans la procédure révélatrice de la loi de 1885 que dans la publicité du casier judiciaire. La solution du problème devait être dans une réforme connexe de ces deux institutions. A cette situation nouvelle, il fallait organiser un remède nouveau et abandonner radicalement une ancienne procédure qui ne cadrerait plus avec les nouvelles mœurs. Le principe de la nouvelle solution fut trouvé dans la nouvelle loi du 26 mars 1891. Cette loi admettait pour quelques condamnés excusables une inscription temporaire de leur condamnation. Après cinq années de bonne conduite, sans avoir été de nouveau condamnés, leur condamnation était non avenue et cessait d'être inscrite à leur casier judiciaire. Ce résultat était en tous points comparable à celui qui se produisait quand une réhabilitation était prononcée d'après la procédure de la loi du 14 août 1885 ; il y avait une même disparition de toute trace de la condamnation et de toute incapacité et même cessation de l'inscription au casier judiciaire. Mais la loi du 26

mars offrait l'avantage de produire ces effets, sans formalités, sans enquêtes, sans publicité. Il y avait là comme une réhabilitation particulière, secrète, automatique, et qui ne réveillait pas le souvenir d'une faute oubliée depuis longtemps. L'effet de cette loi fut immense, et appela l'attention des jurisconsultes et de tous ceux que préoccupait le problème de la réhabilitation. Toutes ces personnes comprirent que cette loi n'était qu'une esquisse et qu'elle contenait le germe d'une institution autrement vaste qu'il importait de développer. La loi de pardon, comme on l'a appelée, récompensait la bonne conduite antérieure ; ne devait-on pas récompenser la bonne conduite postérieure à la condamnation par le même moyen et faire jouer à cette disparition légale des inscriptions du casier judiciaire le rôle esquissé par la loi de 1891 ? D'une façon générale, après un délai calculé d'après la gravité de la peine infligée, l'inscription devenue temporaire, disparaîtrait du casier, n'emportant plus seulement la trace publique de la condamnation, mais effaçant la condamnation elle-même et toutes les incapacités qui l'accompagnaient ; pour tous, il y aurait une réhabilitation instantanée.

Dès lors, le problème était résolu. Les esprits éclairés accueillirent avec faveur ces idées nouvelles et répondirent avec fermeté aux objections qu'elles avaient soulevées.

On reprochait notamment à la théorie nouvelle de compromettre le principe du repentir et de produire une réhabilitation aveugle. Comment saura-t-on si le condamné s'est amendé ! Ne va-t-on pas compromettre aux yeux des condamnés méritants tout le mérite de la réhabilitation en les mettant sur le même

pieu que les condamnés indignes ? Cette critique ne nous paraît pas fondée. Il fallait certainement éviter de déprécier et de rendre inutile la procédure de réhabilitation selon la loi de 1885 et d'affaiblir le sentiment de la nécessité d'une bonne conduite pour arriver à faire effacer une condamnation prononcée. Nous croyons que la loi du 5 août 1899 a su éviter ce fâcheux résultat. Ce n'est pas une réhabilitation brutale et aveugle, mais méritée par dix, quinze ou vingt ans d'épreuve.

Quand une personne a été condamnée une première fois et que depuis, elle n'a jamais plus encouru les rigueurs de la justice, n'est-il pas à présumer qu'elle s'est amendée ? Ce seul fait qu'elle ait évité de retomber dans le crime n'est-il pas un gage certain, un critérium de son amendement. Il s'agit simplement de proportionner la durée de ce délai d'épreuve au degré de perversité révélé par la condamnation. Cette faveur peut être accordée après un délai plus long, au récidiviste lui-même. « La récidive n'est « qu'un indice, une présomption de perversité plus « grande, mais cette présomption doit, comme toutes « les autres présomptions légales, tomber devant le « repentir et la bonne conduite soutenue du récidiviste. » (1) N'a-t-il même pas plus de mérite que le condamné primaire à réformer sa conduite et à revenir à la pratique du bien ? Dans toute cette question, il faut agir avec mesure et équité. Tous ces délais doivent être sagement calculés ; leur longueur même doit garantir la valeur du repentir et jouer le

(1) Bonneville de Marsangy. *Traité des institutions complémentaires du régime pénitentiaire*, p. 179.

rôle de critérium (1) à peu près certain, d'une bonne conduite, de cette conduite qui est celle de la majorité des gens et que d'autres personnes non condamnées pratiquent journellement.

Comme on le voit, il ne s'agissait pas d'admettre aveuglément tous les condamnés à bénéficier de la réhabilitation de droit. Les nouveaux réformateurs n'ont voulu récompenser que les condamnés méritants, condamnés primaires ou récidivistes susceptibles d'amendement. Comment, dès lors, peut-on les accuser d'avoir compromis le principe du repentir et d'avoir enlevé à la procédure organisée par la loi du 14 août 1885. toute son efficacité ? Celle-ci notamment garde toute son importance. Le libéré est rendu juge de son propre intérêt ; s'il veut, avant tout, une réhabilitation rapide, il prendra la voie tracée par la loi du 14 août 1885, mais il s'expose à faire connaître publiquement son déshonneur ; s'il préfère l'oubli, et éviter le scandale, il attendra patiemment que le délai d'épreuve qu'il doit subir soit écoulé. L'organisation de la nouvelle réhabilitation est même remarquable ; la loi n'accorde pas du premier coup un tel privilège au libéré, elle a divisé le chemin à parcourir en deux étapes. Le premier résultat de sa bonne conduite est d'abord d'effacer la trace publique de sa faute, c'est la prescription de l'inscription au casier judiciaire. Mais toutes les incapacités civiles ou politiques qui découlent de la condamnation subsistent toujours ; ce n'est qu'après un deuxième délai, qu'elles cessent également d'exister. Le condamné est réhabilité et reclassé parmi les

(1) C'est le terme propre — Voir le discours au Sénat de M. Lebre, garde des Sceaux, séance du 8 décembre 1898.

honnêtes gens. En toute sincérité, on ne peut dire qu'il y ait dans ce résultat une solution injuste, une réhabilitation aveugle.

Il est assez curieux que la loi nouvelle ne parle pas de l'obligation d'avoir satisfait aux dommages-intérêts que la partie lésée peut réclamer. Théoriquement on peut se demander si cette obligation est réellement un obstacle à la réhabilitation, si elle n'est pas exécutée. Que demande-t-on du condamné? L'expiation de sa faute et un repentir manifesté par son amendement! Subordonner la réhabilitation à une autre condition n'est-ce pas la dénaturer aux yeux du condamné, lui ôter son caractère d'acte de justice et de droit légitime pour la rabaisser à une sorte de marché onéreux et de faire dépendre son succès des exigences de la partie lésée? Celle-ci, en effet, comme cela s'est vu maintes fois, pourrait l'empêcher en exigeant des dommages-intérêts trop élevés, hors de proportion avec la fortune du condamné, ou bien, tout en ne demandant rien, en refusant de lui délivrer le certificat de renoncement à tout dommage-intérêt exigé par la loi. Cette obligation nous semble donc en contradiction avec le principe de la réhabilitation. En réalité, nous croyons que désormais, il n'est plus nécessaire que le condamné apporte la preuve que sa victime a été désintéressée ou renonce à toute demande de dommages-intérêts. Celle-ci d'ailleurs n'est pas lésée. Elle conserve toujours une action civile qui n'est pas atteinte par la réhabilitation, car elle est sa propriété. Cette action civile subsistera jusqu'à ce qu'elle soit atteinte elle-même par la prescription, c'est-à-dire pendant trente ans à partir du jour de la condamnation. Il y a ici analogie avec ce qui se

passé en matière d'amnistie. L'amnistie dont les effets sont plus énergiques et font considérer comme n'ayant jamais existé le crime ou le délit commis, n'éteint pas l'action civile (1). Les intérêts de tous sont ainsi sauvegardés.

Telle est l'œuvre de la nouvelle loi. Elle a soulevé, soit pendant qu'elle était soumise au Parlement, soit depuis sa promulgation de vives critiques. On lui a reproché notamment d'être trop compliquée. La critique est exacte ; il est certain que ce système de trois bulletins, ayant chacun leurs mentions spéciales, et destinés à être délivrés à des personnes différentes, exigera du greffier chargé de la tenue du casier judiciaire une attention minutieuse et soutenue. Le bulletin n° 3 avec le jeu de ses différentes prescriptions et inscriptions nécessitera à lui seul un examen laborieux. Il est à craindre que de nombreuses erreurs se glissent dans leur rédaction, sans qu'on puisse accuser de négligence le greffier qui les aura rédigés. Avec l'accroissement régulier des demandes de bulletins, le fonctionnement de l'institution deviendra de plus en plus délicat. On peut cependant y remédier par l'augmentation du personnel et par un choix éclairé des candidats aux offices de greffier.

Mais ce n'est pas là la plus grave objection qu'on lui ait faite. On lui a reproché surtout de sacrifier les tiers. Le casier, dit-on, donnera des renseignements fixés d'avance. Comment saura-t-on si ces renseignements sont ceux qui sont utiles aux tiers?

(1) *Sic* — Brasseur. *De la réhabilitation*, p. 189 ; — Faustin-Hélie, *Prat. crim.* Tome I, p. 18.

Comment arrêter d'avance les renseignements dont la connaissance leur est utile?

Cet intérêt des tiers est tout à fait relatif. Il est impossible de le nier; nous trouvons leurs prétentions exagérées, inadmissibles, et leur exigence, à faire passer leur intérêt avant celui des libérés, blâmable. — Vraiment ces tiers sont bien exigeants; ils traitent le casier judiciaire comme leur chose, comme leur propriété et veulent agir comme en pays conquis. Cependant le casier appartient avant tout à son titulaire; s'il lui cause un préjudice sérieux et certain, n'est-il pas juste qu'on y mette un terme? et l'on veut empêcher cette réforme nécessaire parce qu'elle va à l'encontre d'une habitude prise par les tiers en invoquant une pratique abusive? Du côté du titulaire du casier du condamné, il y a une nécessité absolue et urgente à faire cesser un état de choses nuisible, du côté des tiers, il y a un intérêt contestable à maintenir le statu quo du casier judiciaire — nous disons intérêt contestable car les tiers ont beaucoup d'autres moyens de se renseigner; — les condamnés invoquent un préjudice, une injustice; les tiers mettent en parallèle une simple habitude prise abusivement à la suite de l'ordonnance de 1876 (6 novembre) et on aurait dû sacrifier les condamnés, et prolonger une injustice évidente et reconnue, parce que les commodités des tiers seraient diminuées, et pour maintenir une situation qui n'est pas légale! Est-ce sérieux? Il y a là un égoïsme blessant et flétrissable de la part de ces derniers à se réclamer si vivement de leur intérêt, à refuser le sacrifice d'une simple commodité et la réparation d'une injustice vis à vis de malheureux libérés qui font de louables efforts pour se relever.

Heureusement la loi n'a pas sanctionné de pareilles prétentions et nous l'approuvons hautement. Ah ! si la loi pouvait réformer les mœurs ! La première réforme à accomplir eût été celle de l'esprit public ; mais on ne commande pas à l'opinion. Chez nous, la difficulté de la réforme provenait de cette habitude, prise par le public, de considérer le bulletin n° 2 (3 actuel) comme une propriété publique et l'Etat comme une agence de renseignements. A l'origine du casier, on demandait le bulletin n° 2 d'un tiers comme le sien. Les abus furent si graves qu'ils forcèrent l'intervention ministérielle et la prohibition de la délivrance de ce bulletin à tout autre qu'à son titulaire. — (Cette circulaire du 6 novembre 1876 n'éclairait-elle pas déjà d'un jour complet le rôle de l'Etat, souverain maître du casier, et celui des tiers au sujet desquels on reconnaissait qu'ils n'avaient, en principe, aucun droit aux renseignements du casier judiciaire. On n'a peut-être pas assez pesé et apprécié son importance.) — Si, à cette époque, on ne protesta pas, c'est parce que l'on trouva aussitôt un procédé habile pour tourner la circulaire ministérielle : au lieu de demander soi-même le casier du sollicitant, on forçait celui-ci à en produire un extrait sous peine de refus ou de retrait d'emploi. Les abus ne furent donc pas supprimés et la bonne habitude, prise par le public, continua.

Aujourd'hui, en présence d'une situation aussi scandaleuse qu'injuste, la loi a mis un terme (et quel terme ?) à tous ces agissements. Nous assistons aussitôt à une impressionnante levée de boucliers qui ferait croire que l'on a commis un crime de lèse-majesté et que l'on vient d'enlever à une catégorie de personnes un de ses droits les plus imprescrip-

tibles. Le bulletin n° 3 donnera des renseignements incomplets et les tiers ne pourront pas savoir si ceux que l'on daigne leur communiquer sont ceux qui leur conviennent. Quelle injustice ! Qu'a donc fait la loi ?

Le législateur pensant que, parmi les renseignements dont l'Etat était détenteur, les uns étaient sans importance et comme superflus à porter à la connaissance publique, d'autres nuisibles, par leur publicité, à une partie de la nation, a purement et simplement supprimé leur diffusion publique par le canal du bulletin n° 3. Mais, dans le même esprit d'équité, il a laissé subsister la publicité de tous les autres renseignements, de tous ceux qui sont graves et qu'il importe, par suite, de faire connaître. Pour ceux de la première catégorie, il a jugé que leur publicité, alors même qu'elle ne constituerait qu'une divulgation humiliante et pénible, était condamnable, car elle satisfait une curiosité malsaine (1), et devait être, à plus forte raison, interdite si elle devenait un péril pour une catégorie d'individus. Ce qui était, de sa part, une sage précaution, a été pris pour une mesure vexatoire, un attentat à des droits sacrés. On s'est récrié ! L'Etat, agence de renseignements, doit communiquer intégralement toutes les notes qu'il possède et commet une forfaiture en en dissimulant quelques-uns.

L'Etat agence de renseignements ! Non, et cette image est faite pour induire en erreur. L'Etat n'est pas une agence de renseignements ordinaire. L'agence à laquelle on s'adresse doit mettre à la disposition du public tout ce qu'elle contient dans ses archives ; c'est pour elle un métier et les secrets

(1) Comme toutes les pénalités d'ordre moral.

qu'elle dévoile lui sont payés et il est de son devoir de les fournir aussi complets que possible car il y a un contrat entre elle et le particulier qui va se renseigner. Elle vend ses renseignements comme on vend une autre marchandise et n'a pas à s'inquiéter de l'usage qui en sera fait. Il n'y a rien de pareil vis-à-vis de l'Etat. Il n'y a de sa part aucune obligation de livrer au public les secrets du casier ; il est juge souverain, s'il veut les publier, d'apprécier ceux dont la publication sera compatible avec le bon fonctionnement de la vie sociale et ceux qui sont nuisibles, il est libre de les livrer intégralement ou d'une façon restreinte. Aucun contrat ne le lie avec le particulier qui s'adresse à lui et l'argent qu'il perçoit n'a pas le caractère de prix de la chose vendue, mais d'un droit ou impôt spécial. En les délivrant, il ne doit pas considérer l'intérêt d'une seule personne, mais encore l'intérêt commun, il doit prévoir l'usage qui pourra en être fait, et c'est en présence de ces intérêts multiples qu'il arbitre en maître ce qu'il peut faire connaître et ce qu'il doit cacher.

A ce point de vue, nous ne nous dissimulons pas le rôle arbitraire de la loi ; mais toutes les distinctions proposées l'étaient également. L'Etat, d'ailleurs ne pouvant pas en présence des multiples demandes qui lui sont adressées juger individuellement la valeur de chacune, a préféré fixer d'avance, avec loyauté et d'une façon générale les renseignements qu'il communiquera. Il appartient aux particuliers de discerner dans le nombre ceux qui leur conviennent. Arbitraire, la loi l'est au premier chef, mais le moyen de faire autrement ! tout autre procédé était impuissant et l'arbitraire du juge ou de l'adminis-

tration plus redoutable. Cette assimilation de l'Etat à une agence de renseignements est donc fausse, toutes ces récriminations des tiers pourraient se comprendre à la rigueur s'ils étaient sacrifiés, mais les renseignements qu'on leur fournit, d'après la nouvelle loi constituent une mine assez abondante et offrent des garanties sérieuses pour ceux qui les consultent.

Prenez un homme d'intelligence ordinaire, un de ces hommes qui, d'après la théorie que nous avons combattue, savent faire une distinction dans les mentions du casier judiciaire, présentez-lui un sollicitateur muni d'un casier blanc. Quel raisonnement va-t-il tenir ? D'après la nouvelle loi, ce jeune homme, pensera-t-il, a peut-être été condamné, mais rien ne le prouve. Etant mineur de seize ans, il a pu être poursuivi, acquitté ou condamné peu gravement, le bulletin n° 3 n'en porte pas trace. Faute de jeunesse que tout cela. Il a pu être réhabilité ou bénéficiaire du sursis à l'exécution, mais avant la nouvelle loi, le bulletin n° 2 précédent ne m'aurait pas mieux renseigné. S'il a été condamné par un tribunal étranger pour des faits non prévus par la loi française, cela m'importe peu, ma loi nationale me protège assez ; Peut-être a-t-il été condamné pour délit de presse ou pour délit politique, c'est un délit spécial ; s'il a été déclaré en état de faillite, il a été excusé ; s'il a été mis en état de liquidation judiciaire, ce n'est pas un criminel, il est plus malheureux que coupable ; il a pu encourir enfin une condamnation pour les délits les plus variés, vol, escroquerie, abus de confiance, pêche, coups, etc, mais à un mois de prison au plus, le tribunal lui a pardonné en lui accordant le sursis, c'est donc qu'il mérite quelque

estime et quelque indulgence. Si sa faute et sa condamnation ont été plus graves, elles ont été effacées par une bonne conduite prolongée pendant cinq, dix ou quinze ans. Voilà ce que se dira cet homme, et c'est tout. Y a-t-il là de graves renseignements cachés ? Nullement. Est-ce un gredin qu'il faut éviter de mettre au même niveau que l'honnête homme et qu'il importe de signaler ? Qui oserait le dire ? Et ce patron éclairé et humain ne lui refusera pas sa porte et l'introduira dans ses ateliers.

Toutes ces raisons nous semblent concluantes et répondent aux attaques de ceux qui voient la responsabilité de l'Etat engagée par ce faux certificat.

En réalité la loi a fait une œuvre méritoire. Elle s'est inspirée d'une idée nouvelle qui prend une place de plus en plus grande dans la législation moderne civile et pénale : l'équité. Quand un principe de droit est posé, il ne suffit pas de savoir en tirer des conséquences aussi logiques que sévères, la logique poussée à l'extrême peut créer des situations injustes, il faut viser aussi à l'équité et adapter le principe aux exigences du milieu ; ce sont les mœurs qui font les institutions et non les institutions qui font les mœurs.

Cette loi du 5 août 1899 est une loi sociale avant tout, et il ne faut pas oublier qu'il est de la nature même des sciences sociales de comporter une part d'expérimentation ; aussi pour juger de l'œuvre, faut-il attendre qu'elle ait produit des résultats ; l'avenir mieux que toute dissertation nous dira sa valeur. Mais il est peut-être opportun de rappeler ici ce qui s'est produit lors de la promulgation de la loi Bérenger. A ce moment la majorité des jurisconsultes se

montrèrent hostiles à son application et la jugèrent déplorable — elle allait énerver et affaiblir la répression — Aujourd'hui, changement de front complet il n'est personne qui ne fasse son éloge et ne constate ses heureux résultats. C'est une des meilleures lois que nous possédions. Ce revirement d'opinion est tout à fait instructif.

Pour terminer cette étude, nous ne pouvons que reproduire les paroles même de M. Béranger, un des auteurs de la loi ; dans la séance du 7 mars 1899, il s'exprimait ainsi : « Ce sont là de grandes et libérales mesures qui ne tarderont pas à faire de cette loi une loi populaire entre toutes ; c'est une innovation hardie à coup sûr, car vous n'en trouverez l'équivalent dans aucune législation pénale ; vous aurez été les premiers à proclamer qu'à côté de la rigueur, élément essentiel de la répression, il faut qu'intervienne à son tour le pardon définitif qui efface tout, le pardon aussi utile à la société qu'il l'accorde qu'à l'individu qui l'obtient, car il met un terme à une foule de situations fausses et de malheurs immérités qui ne sont pas sans danger pour elle ».

Nous ne pouvions terminer cette étude théorique sur de plus belles paroles.



TROISIÈME PARTIE.

ORGANISATION MATÉRIELLE DU CASIER JUDICIAIRE.

I.

Bulletin n° 1.

ARTICLE 1^{er}. — Le greffe de chaque tribunal de première instance reçoit, en ce qui concerne les personnes nées dans la circonscription du Tribunal et après vérification de leur identités aux registres de l'Etat civil des bulletins dits, bulletins n° 1 constatant :

1° les condamnations contradictoires ou par contumace et les condamnations par défaut non frappées d'opposition prononcées, pour crime ou délit par toute juridiction répressive ;

2° les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal ;

3° les décisions disciplinaires prononcées par l'autorité judiciaire ou par une autorité administrative lorsqu'elles entraînent ou dictent des incapacités.

4° les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;

5° les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers.

ARTICLE 2. — Il est fait mention sur les bulletins n° 1 des grâces, comutations ou réductions de peines, des décisions qui suspendent l'exécution d'une première condamnation, des arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation, des réhabilitations et des jugements relevant de la relégation conformément à l'article 16 de la loi du 27 mars 1885 et des décisions qui rapportent les arrêtés d'expulsion ainsi que la date de l'expiration de la peine et du paiement de l'amende.

— Ces articles n'apportent aucun changement notable à la rédaction des bulletins n° 1 ; ils consacrent simplement le régime suivi depuis 1850 ; l'organisation matérielle du casier judiciaire demeure intacte. Comme auparavant, le greffe de chaque tribunal centralise les décisions judiciaires concernant les personnes nées dans l'arrondissement. Il fonctionne sous la surveillance du Procureur général et du Procureur de la République. Cette surveillance sera d'autant plus utile que l'organisation du casier est devenue plus compliquée. Cependant l'article 4 de la circulaire ministérielle du 15 décembre 1899 supprime la vérification mensuelle du greffe par le Procureur de la République, qui constituait une formalité illusoire.

Le casier central ne subit aucune modification.

Les condamnations ne peuvent pas être inscrites au casier si elles ne sont pas définitives, même les jugements déclaratifs de faillites, bien que la loi ne le dise pas formellement. La circulaire du 6 novembre 1850 était muette sur ce point, mais pour réagir contre la pratique prise par certains parquets d'ins-

crir ces jugements avant qu'ils soient définitifs, une circulaire du 29 janvier 1879 avait prescrit de laisser expirer les délais qui doivent s'écouler soit à cause de l'appel, soit à cause de l'opposition (art. 580 et 582. c. co) avant toute inscription au bulletin n° 7. Ces délais rendent la décision définitive. Cette circulaire est toujours en vigueur et la loi du 5 août 1899 ne lui enlève pas son autorité.

L'expression délits doit s'entendre ici dans le sens que lui donne le code pénal ; il s'agit d'un fait passible de peines correctionnelles. « On vise par cette « expression dit M. Jules Godin (1), rapporteur de la « loi, non seulement les délits proprement dits mais « même les délits contraventions. Toute condamna- « tion pour un fait passible de plus de 5 jours de « prison et de 15 francs d'amende est donc relevée « au casier et la notice doit en être envoyée au lieu « de naissance du condamné, même lorsque la con- « damnation est d'une peine de simple police. On « applique la même prescription aux acquittements « prononcés en faveur des mineurs de seize ans lors- « que les tribunaux déclarent qu'il y a défaut de « discernement. »

Cette formule doit être strictement appliquée ; et il en résulte que désormais, il devra être établi un bulletin n° 1 en cas de condamnation même à une amende prononcée par un tribunal correctionnel, à la requête d'une administration publique, notamment pour infraction aux lois sur les eaux et forêts les douanes, les contributions indirectes, les octrois et la poste.

(1) Rapport au Sénat.

Parmi les jugements qui sont portés sur le bulletin n° 1, on peut s'étonner d'y voir figurer les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire. La loi fait, il est vrai une distinction entre les différents bulletins ; les bulletins n° 1 et 2 les mentionneront toujours, le bulletin n° 3 ne contiendra pas la mention des faillites déclarées excusables ou suivies de concordat homologué et les liquidations judiciaires. Mais pourquoi ici l'inscription et là, la non inscription ? La faillite et la liquidation judiciaire ne sont pas des décisions pénales, elles sont d'ordre civil et n'entraînent que des incapacités civiles, rien de plus. Si on relève une infraction, la faillite prend alors un autre nom : la banqueroute, qui est un délit ou un crime selon qu'elle est simple ou frauduleuse. Mais dans la faillite ordinaire, excusable ou non, on ne trouve aucun caractère pénal, pourquoi l'inscrire au casier ? « Cela semble « d'évidence, comme le fait remarquer M. Theu-
« reau (1). Le principe proclamé est que l'inscrip-
« tion ou la non inscription au casier judiciaire,
« bulletin n° 3, se détermine d'après le chiffre de la
« peine. Or dans cette liquidation, dans cette faillite
« qui n'est que la cessation des paiements d'un
« commerçant, aucune peine n'est prononcée, il n'y
« a pas de condamnation encourue ou même de
« poursuite devant une juridiction répressive quel-
« conque. » Mais dit-on, on a intérêt à connaître
ces décisions à cause des incapacités civiles qu'elles
créent. Ce motif n'en justifie pas l'inscription au
casier *judiciaire*. La seule inscription possible serait
celle faite sur un casier civil. « Cette singulière

(1) *Op. cit.* p. 127.

« extension du casier judiciaire, dit M. Bérenger, « (1) ne se comprend pas ; la loi aurait dû être « plus libérale plus logique et supprimer cette mention des trois bulletins ». Il est encore à signaler un curieux et fâcheux oubli de la loi ; dans l'article 7 § 7, elle décide que la faillite non excusable et non suivie de concordat sera inscrite au bulletin n° 3 ; mais, nulle part dans l'article 8 elle n'a organisé une prescription pour ce cas. La faillite non excusable sera donc perpétuellement inscrite ?

La même critique pouvait être faite au projet de la commission en ce qui concerne les déchéances de puissance paternelle, qui devaient être l'objet d'un bulletin n° 1. Dans la rédaction définitive, le législateur a écarté toute inscription de ces décisions. Il est certain qu'elles ne constituent pas des condamnations proprement dites, elles ne créent que des incapacités civiles insuffisantes pour justifier leur inscription au casier judiciaire.

Ces observations montrent l'utilité manifeste de la création d'un casier *civil* qui contiendrait les décisions qui n'ont qu'un caractère civil ; on y mentionnerait par exemple les divorces qui sont les déchéances de puissance maritale, les interdictions, les nominations de conseils judiciaires, le stellionat qui n'est assurément qu'un délit civil. Nous ferons encore les mêmes critiques au § 2 de l'article 1 qui ordonne de mentionner les décisions disciplinaires prononcées par les tribunaux judiciaires ou par une autorité administrative, lorsqu'elles édictent ou entraînent des incapacités.

(1) Bérenger, Séance du Sénat, du 8 décembre 1898.

La chancellerie, par une circulaire du 11 juillet 1855, avait déjà prescrit de ne pas dresser un bulletin n° 1 des décisions disciplinaires qui répriment les contraventions aux dispositions qui règlent les formes des actes notariés et aux dispositions contenues dans la deuxième section de la loi du 25 ventose an XI, sur la rédaction matérielle des actes. Ces décisions ne sont pas une source d'incapacités et répriment des faits sans importance. Mais même parmi les autres décisions disciplinaires prononcées par l'autorité judiciaire, nous croyons — ce que nous avançons a été confirmé par la circulaire du 15 décembre 1899 — que seule la destitution puisse être mentionnée.

Les jugements ou arrêts portant la peine de la destitution contre un officier ministériel entraînent seuls une incapacité. Les autres décisions disciplinaires ne constituent pas des peines proprement dites et n'entraînent pas des incapacités. (1) Mais la loi qui n'a pas abrogé celle du 10 mars 1898 en ce qui concerne la destitution, ordonne cependant l'inscription de la destitution d'une manière générale, sans distinguer comme l'art. 3 de cette loi, si le jugement prononce ou non la déchéance formelle des droits de vote, d'élection ou d'éligibilité.

Par les décisions disciplinaires de l'autorité administrative il faut entendre les décisions des administrations publiques ayant une juridiction spéciale : telles des décisions de la grande chancellerie de la Légion d'honneur prohibant ou suspendant temporairement le port d'une décoration ; telles les décisions des conseils académiques révoquant un professeur ou interdisant le droit d'enseigner, etc. Le casier, document accusateur, doit être sincère ; il

(1) C. cass. crim. ; arrêt du 25 novembre 1899, arrêt Mallet.

doit non seulement mentionner les condamnations, mais encore toutes les décisions qui adoucissent, réduisent ou suppriment complètement la peine : les décisions de sursis, les arrêtés de mise en libération conditionnelle, les commutations ou réductions de peine, les réhabilitations, les jugements relevant de la relégation, les décisions qui rapportent les arrêtés d'expulsion. Cette dernière mention constitue une innovation. Il faut en signaler une autre en ce qui concerne la réhabilitation. Précédemment, quand une réhabilitation était prononcée par la cour d'appel, le greffier de cette cour délivrait un bulletin n° 1 de son arrêt ; la nouvelle loi décide que désormais l'arrêt rendu sera mentionné non plus par l'envoi d'un bulletin n° 1 spécial, mais par une inscription de l'arrêt faite sur simple avis en marge des bulletins n° 1 des condamnations effacées. Il en sera de même, croyons-nous, au cas où la réhabilitation aura eu lieu de plein droit. Il n'est pas du devoir du greffier de rechercher d'office si elle s'est produite, mais lorsqu'il aura l'occasion de la constater, soit en délivrant des bulletins n° 2 au ministère public, soit en délivrant des bulletins n° 3 aux particuliers, il devra en prendre note sur les bulletins n° 1.

En ce qui concerne l'amnistie, la loi aurait pu combler une lacune ; l'amnistie efface non seulement la condamnation mais encore toute trace du fait délictueux. Le délit amnistié ne peut plus être relevé contre son auteur. En conséquence, les bulletins n° 1 des condamnations amnistiées non seulement mentionnent la décision d'amnistie, mais sont retirés du casier judiciaire. Logiquement ces bulletins, qui n'ont plus aucun usage, devraient être détruits,

brûlés, mais une circulaire ministérielle a prescrit de les classer dans les archives du parquet ; comme s'ils devaient être plus tard de quelque utilité. Pourquoi ?

Il en est de même des bulletins n° 1 réformés en conformité d'une décision judiciaire de rectification de casier. Ils n'ont plus aucune utilité ; ils peuvent seulement devenir nuisibles en permettant, par des complaisances coupables du greffier, de satisfaire une curiosité malsaine ou des rancunes.

La commission nommée en 1890 avait présenté une proposition tendant à ce que ces bulletins n° 1 soient réellement détruits. Elle n'a, malheureusement pas été adoptée (1).

L'article 2 de la loi ordonne encore d'inscrire sur le bulletin n° 1 la date de l'expiration de la peine corporelle et celle du paiement de l'amende. Ces deux dates ont, en effet une extrême importance. Elles servent de point de départ à la prescription et à la réhabilitation de plein droit, et à ce titre il importait de les recueillir sur un document indiscutable. Elles sont connues par le greffier au moyen d'une note de l'administration pénitentiaire ou financière, transmise au Procureur de la République.

Enfin la loi étudie le duplicata du bulletin n° 1. En cas de condamnation, faillite, liquidation judiciaire, destitution d'un officier ministériel, prononcée contre une personne soumise à l'obligation du service militaire ou maritime, il en est donné connaissance aux autorités militaire ou maritime par l'envoi d'un duplicata du bulletin n° 1.

(1) En ce sens, Theureau. p. 144.

Un duplicata de chaque bulletin n° 1 constatant une décision entraînant la privation des droits électoraux, est adressé à l'autorité administrative du domicile de tout Français et de tout étranger naturalisé.

Le duplicata est la copie du bulletin n° 1. Son utilité est visible. Au point de vue militaire, quand une personne soumise à l'obligation du service a été condamnée à une peine corporelle, le greffier du tribunal qui a statué doit en aviser aussitôt l'autorité militaire ou maritime par l'envoi d'un duplicata. (Circulaires du 15 février 1874, du 16 avril 1891, loi 5 août 1899).

La connaissance de ces condamnations lui est nécessaire, soit pour l'accomplissement des périodes d'instruction militaire, soit pour l'obtention des grades dans la réserve, soit en cas de mobilisation.

L'utilité du duplicata est encore plus grande au point de vue électoral ; il importe que l'autorité administrative connaisse très exactement les personnes frappées d'incapacité pour l'exercice du droit de vote et pour l'éligibilité. On évite ainsi que des personnes se fassent inscrire sous de faux noms et dissimulent une incapacité quelconque. En conséquence les duplicata des condamnations et même des faillites et liquidations judiciaires sont envoyés à l'autorité administrative du domicile de tout français, c'est-à-dire à la sous-préfecture ou à la préfecture de l'arrondissement du domicile des condamnés.

Bulletin n° 2.

ART. IV. — Le relevé intégral des bulletins n° 1, applicables à la même personne, est porté sur un bulletin appelé bulletin n° 2.

Il est délivré aux magistrats du Parquet et de l'Instruction, aux autorités militaires et maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime, ainsi que pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement. Il l'est également aux administrations publiques de l'Etat, saisies de demandes d'emplois publics ou en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée, conformément à la loi du 30 octobre 1886.

Les bulletins n° 2, réclamés par les administrations publiques de l'Etat, pour l'exercice des droits politiques, ne comprennent que les décisions entraînant des incapacités prévues par les lois relatives à l'exercice des droits politiques.

Le bulletin n° 2 est la copie intégrale des bulletins n° 1. Toutes les mentions que ceux-ci contiendront, devront y être reproduites ; condamnations, grâces, réhabilitations, sursis, amnistie, arrêtés d'expulsion, etc. S'il n'existe pas de bulletin n° 1, le bulletin n° 2 contiendra la mention néant.

Le bulletin n° 3 individualise son titulaire ; il contient d'abord son état civil très exact et énumère par ordre chronologique les condamnations qu'il peut avoir subies. Pour chaque condamnation, le greffier doit mentionner successivement la date à laquelle elle a été prononcée, le tribunal qui l'a in-

fligée, la nature de l'infraction, la date du délit et la peine. Il fait aussi mention de la contumace et du défaut, s'il y a lieu. En un mot, il relate tout renseignement judiciaire de quelque nature qu'il soit.

Ce bulletin est délivré au ministère public et aux administrations publiques de l'Etat. Les simples particuliers, même le titulaire, ne pourraient en obtenir la communication. S'il est requis par le ministère public, il doit être délivré le plus rapidement possible; dans les quarante-huit heures, disent les circulaires ministérielles des 1^{er} juillet 1856, 10 décembre 1859, 4 juin 1888. Dans la procédure des flagrants délits, il peut être demandé par la voie télégraphique. Il est annexé à toute procédure criminelle ou correctionnelle. La loi emploie les termes « Magistrats du Parquet et de l'Instruction » pour désigner ceux qui peuvent demander sa communication. Il faut, croyons-nous, entendre ces mots dans le sens le plus large et donner le droit à la délivrance des bulletins n° 2 aux Présidents d'assises, aux commissaires du gouvernement et aux rapporteurs près des conseils de guerre et des tribunaux maritimes (1).

Les administrations publiques de l'Etat ont également droit au bulletin n° 2, mais un droit restreint. Elles ne peuvent le demander que dans des cas déterminés, lorsqu'elles sont saisies de demandes d'emplois publics, ou en vue de poursuites disciplinaires ou d'ouverture d'une école privée conformément à la loi du 30 octobre 1886. De ces trois cas, il en est un qui mérite une étude spéciale; c'est celui des demandes d'emplois publics. Ces

(1) Le Poitevin. *Traité des casiers judiciaires*, p. 42.

mots « emplois publics » sont très vastes et il importe de préciser. A notre avis, ils ne doivent comprendre que les emplois dont les titulaires détiennent une parcelle de l'autorité publique et que l'on désigne sous le nom générique de fonctionnaires. Il faut en écarter résolument toutes autres personnes; tels, les employés au sens ordinaire du mot, les gens de service; ils n'ont aucune autorité, ils ne participent pas, peu ou beaucoup, à la chose publique; ce sont des journaliers que l'on pourrait changer à chaque instant. Dans la première catégorie, nous rangerons par exemple les directeurs des manufactures de l'Etat, les professeurs de l'enseignement, les percepteurs, notaires, etc.; dans la seconde on pourrait mentionner par exemple, les facteurs ruraux, les appariteurs de facultés, les ouvriers, les employés des manufactures de l'Etat, des arsenaux militaires ou maritimes. Franchement, on ne peut dire de ces derniers qu'ils remplissent un emploi public.

C'est pour ces raisons qu'il nous semble que la nouvelle loi abroge, tant par son esprit que par son texte, plusieurs circulaires antérieures qui auraient pu autoriser les administrations publiques à demander le bulletin n° 2 de leurs employés ou gens de service. La circulaire de la chancellerie en date du 15 décembre 1899 confirme notre proposition. Ainsi, on peut considérer comme abrogées : la circulaire du 20 janvier 1878 autorisant les proviseurs à demander les bulletins n° 2 des gens de service de leurs lycées; les circulaires du 28 avril 1875 et du 1^{er} août 1887 en vertu desquelles les autorités militaires et maritimes pouvaient demander les bulletins n° 2 des ouvriers, manœuvres ou employés qui

travaillent dans les établissements militaires ou maritimes, par exemple, dans les arsenaux ; et encore la circulaire du 8 janvier 1890 dans son § 2 qui donnait le même droit aux directeurs des manufactures de l'Etat ; et enfin les circulaires du 25 février 1884, du 15 décembre 1895, du 31 décembre 1896 et du 6 décembre 1876 qui autorisaient la délivrance des bulletins n° 2 à certaines sociétés de patronage, aux préfets, aux maires pour les personnes qui sollicitaient leur admission dans une société de secours mutuels (1).

Mais il y aura lieu de le délivrer comme auparavant : 1° aux autorités militaires pour les jeunes soldats des classes appelés à faire leur service militaire. Art. 4, § 4 loi du 5 août 1899 ; 2° Aux autorités maritimes pour les inscrits maritimes au fur et à mesure de leur levée et sur la demande qui en est faite par les commissaires de l'inscription maritime — même texte ; 3° Aux autorités militaires pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement — même texte. — D'après la circulaire du 15 décembre 1899, ces bulletins délivrés auparavant aux intéressés eux-mêmes seront délivrés directement aux autorités militaires ;

4° Aux administrations publiques saisies de demandes d'emplois publics, tels que nous les avons définis plus haut, ou en vue de poursuites disciplinaires ou de demande d'ouverture d'une école privée ;

5° Aux chefs de troupes pour joindre au dossier des militaires qui demandent à être admis dans la gendarmerie (circ. Ch. 15, novembre 1880 § XX) ;

(1) *Contra* : Le Poitevin. *Traité des casiers judiciaires*, p. 43.

6° Aux autorités militaire ou maritime pour les élèves des écoles préparatoires qui veulent contracter un engagement militaire (circ. ch. 6 décembre 1876, § XXVIII, 8 janvier 1890).

7° Aux administrations publiques pour l'exercice des droits politiques.

Les bulletins n° 2 décernés dans ce dernier cas offrent une particularité, ils peuvent être incomplets ; ils ne mentionnent que les décisions entraînant des incapacités prévues par les lois relatives à l'exercice des droits politiques.

Tous les autres bulletins doivent être complets sans distinguer s'ils sont demandés par les magistrats du Parquet et de l'Instruction ou par une administration publique.

Bulletin n° 3.

Le bulletin n° 3 est une création de la loi du 5 août 1899. (art 6, 7, 8, 9, 10.) Il offre deux caractères principaux : 1° il ne peut être délivré qu'à la personne qu'il concerne ; 2° il est incomplet, soit parce que certaines condamnations n'y sont jamais inscrites, soit parce que d'autres condamnations, inscrites d'abord, sont ensuite définitivement rayées.

Sous l'impulsion d'idées libérales, le législateur a jugé que l'inscription au casier judiciaire des condamnations légères et n'entachant pas l'honneur pouvait être un obstacle à l'amendement et au reclassement des condamnés ; dans ce but, il a défendu de les mentionner sur ce bulletin public.

Si la faute a été grave et a déterminé l'inscription de la condamnation sur le bulletin, il fallait éviter que cette inscription soit permanente et constitue une aggravation de peine ; d'où la prescription des mentions du bulletin n° 3 art. 8.

Enfin, après un délai prolongé qui est une présomption de repentir et d'amendement, il se produit pour le libéré une réhabilitation de plein droit, art. 10. Mais cette institution nouvelle ne concerne pas seulement le bulletin n° 3, elle s'étend aussi aux deux autres. Nous exposerons son fonctionnement après celui du bulletin n° 3.

D'après la combinaison des articles 6, 7, 8, 9, on peut diviser la matière ainsi qu'il suit :

I. Condamnation qui ne sont pas inscrites au bulletin n° 3 dès l'origine.

a. — La loi cite en premier lieu les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal. Il s'agit des jugements qui acquittent des mineurs comme ayant agi sans discernement et ordonnent soit leur remise à leurs parents, soit leur envoi dans une maison d'éducation correctionnelle, pendant un temps déterminé. Ces décisions sont sans gravité. Peut-être eût-il été utile de ne pas les porter également sur les bulletins n° 2 délivrés aux administrations publiques et au recrutement.

b. — Ne sont pas inscrites les condamnations prononcées en pays étranger pour des faits non prévus par les lois pénales françaises. — Comme le fait remarquer la circulaire ministérielle du 15 décembre 1899 « l'application de cette règle soulèvera dans la

« pratique quelques difficultés. La qualification des
« faits contenus dans les bulletins n° 1 rédigés en
« pays étranger peut ne pas répondre à la définition
« pénale des mêmes faits, telle qu'elle résulte de
« notre législation et il ne sera pas toujours facile
« de reconnaître si l'infraction punie par une juri-
« diction étrangère serait tombée sous le coup de
« la loi française. Aussi conviendra-t-il d'user d'une
« grande circonscription lorsqu'il s'agira de men-
« tionner sur le bulletin n° 3 une condamnation
« étrangère ; dans le doute il sera préférable de ne
« pas l'inscrire ».

c. — Les fautes rachetées ou pardonnées ne sont pas inscrites, d'où la non-inscription des condamnations effacées par application de l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 et par la réhabilitation. Cette réhabilitation comprend et celle qui est prononcée selon le Code d'instruction criminelle et celle qui a eu lieu de droit en vertu de l'art. 10 de la loi.

d. — Il en est de même des condamnations prononcées pour délits prévus par les lois sur la presse, à l'exception de celles prononcées pour diffamation, art. 30, 31, 32, 34, loi du 29 juillet 1881 — art. 1 §, loi du 11 juin 1887 — pour outrages aux bonnes mœurs ; art. 28, loi du 29 juillet 1881, art. 1, loi du 2 août 1882 ; loi du 16 mars 1898. — pour provocation à des crimes ou délits, art. 23, loi du 29 juillet 1881. — pour cris ou chants séditieux proférés dans des lieux ou réunions publiques, art. 24 § 2. même loi. —

e. — On n'inscrit pas une première condamnation à un emprisonnement de 3 mois prononcée par application des articles 67, 68, 69 du Code Pénal. —

Elle vise le mineur qui a été reconnu comme ayant agi avec discernement. La loi ne parle pas de la condamnation à l'amende ; il est certain qu'elle interviendra rarement, mais si elle se produit, il y a un *a fortiori* pour décider qu'elle ne sera pas inscrite quel que soit son taux. — Circ. Ch. 15 décembre 1899.

f. — Les condamnations avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans amende n'est pas inscrite. De même ici, si la condamnation ne consiste que dans une amende, elle ne figurera pas au bulletin n° 3.

g. — Sont dispensées de l'inscription les déclarations de faillite, si le Tribunal a déclaré le failli excusable, ou si un concordat homologué est intervenu, et les liquidations judiciaires.

Il faut cependant faire une distinction entre ces différentes catégories de condamnations ; elle est posée par l'article 9, qui décide que s'il intervient une condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 reproduira intégralement les bulletins n° 1 à l'exception des quatre premières catégories de condamnations (*a. b. c. d.*). En d'autres termes, la dispense d'inscription au casier est définitive, même s'il intervient une condamnation ultérieure quelconque, pour les décisions rendues par application de l'art. 66, pour les condamnations effacées par l'effet du sursis et de la réhabilitation, pour les condamnations des tribunaux étrangers et celles prononcées en matière politique ou de presse.

Au contraire la dispense n'est que temporaire ou conditionnelle pour les autres cas : condamnations

par application des art. 67, 68, 69 C. P., condamnations à moins d'un mois de prison avec sursis, faillites, liquidations judiciaires. S'il intervient une condamnation ultérieure elles seront inscrites au bulletin n° 3 en même temps que la nouvelle condamnation. Toutefois, il faut que cette nouvelle condamnation soit une condamnation à l'emprisonnement ; une condamnation à l'amende serait inopérante.

II. Condamnations qui cessent d'être inscrites après un certain temps.

Elles sont indiquées à l'article 8. Ces condamnations cessent d'être inscrites après un certain délai qui court du jour de l'expiration de la peine ou du paiement de l'amende. En cas de libération conditionnelle, le point de départ doit être le jour où la peine aurait réellement expiré et non le jour où le condamné a été mis en liberté, car en réalité, quoique libre, il exécute toujours sa peine, puisqu'il peut-être incarcéré à nouveau s'il ne satisfait pas aux conditions mises à sa libération conditionnelle.

La loi et les débats parlementaires sont muets sur le cas où la peine a été prescrite. Il faut donc suivre sur ce point la loi du 20 mars 1898, et il ne peut être question de prescription de l'inscription au casier.

Mais la loi décide sagement que la contrainte par corps équivaldra au paiement de l'amende et que la remise totale ou partielle de la peine par voie de grâce, sera considérée comme son exécution totale ou partielle.

Si les deux peines, amende et prison, ont été

prononcées, le délai ne commence à courir qu'à partir du jour où ces deux peines ont été complètement exécutées.

L'exécution de la peine d'emprisonnement sera justifiée par un extrait du registre d'écrou délivré par le directeur de la prison ; la date du paiement de l'amende sera certifiée par la quittance délivrée par le percepteur des amendes.

Il est certain que le rôle des greffiers n'est pas de rechercher d'office sur les bulletins les condamnations effacées par la prescription, ils doivent seulement constater la prescription comme la réhabilitation, au fur et à mesure des demandes qui leur sont adressées. Circ. chanc. 15 décembre 1899.

Les délais impartis pour la prescription des inscriptions au bulletin n° 3 sont :

1° D'un an, pour la condamnation unique à moins de 6 jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 fr., ou à ces deux peines réunies, art. 8 § 1. Nous avons montré plus haut, que pratiquement ce délai ne serait pas d'une grande utilité à cause de l'exception qui lui était ajoutée : à moins que ces condamnations n'entraînent une incapacité civile ou politique. En effet actuellement, toute condamnation à moins de trois mois d'emprisonnement pour quelque délit que ce soit, entraîne une incapacité, celle d'être juré pendant cinq ans, art. 2 § 11, loi du 21 novembre 1872. Ce délai d'un an ne peut fonctionner que pour les condamnations à l'amende qui, en général, n'entraînent pas d'incapacité.

2° De cinq ans, pour la condamnation unique à six mois ou moins de six mois d'emprisonnement ou à

une amende, ainsi qu'à ces deux peines réunies, art. 8, § 2.

3° De dix ans, pour la condamnation unique à une peine de deux ans, ou de moins de deux ans d'emprisonnement (prison, réclusion, travaux publics) et pour les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an, art. 8, § 3.

4° De quinze ans, pour la condamnation unique supérieure à deux ans de prison, art. 8, § 4.

Le bulletin n° 3 ne peut-être délivré qu'à son titulaire ; celui-ci en fait la demande sur papier libre, en précisant son état-civil et signant son nom ; s'il ne sait signer, le maire ou le commissaire de police attestera que la demande est faite par l'intéressé lui-même. Point n'est besoin de faire légaliser la signature (Circ. Chanc. 15 décembre 1899).

S'il n'existe aucun bulletin n° 1 ou si les condamnations prononcées ne doivent plus figurer sur le bulletin n° 3, celui-ci ne doit contenir aucune mention. Il doit être oblitéré par une barre transversale, car il eût été parfois inexact de mettre la mention « néant ».

Les droits alloués aux greffiers n'ont pas varié ; ils sont toujours d'un franc vingt-cinq centimes, greffe et enregistrement compris.

Réhabilitation de droit.

La prescription des inscriptions au bulletin n° 3, ne met pas un terme aux incapacités résultant de la condamnation. Ces incapacités ne disparaissent que par l'effet de la réhabilitation de droit organisée par l'article 10. Le législateur a établi une corrélation

étroite entre la prescription des mentions du casier judiciaire et la réhabilitation de droit ; les délais pour obtenir cette dernière faveur sont réglés d'après ceux établis pour la prescription et dans les mêmes conditions. Leur point de départ est le même et les observations que nous avons présentées à leur sujet trouvent ici leur application.

Ces délais ont été fixés ainsi qu'il suit :

1° 10 ans, pour les condamnations prévues par l'article 8 § 1 et 2, c'est-à-dire à une amende quelconque, ou à 6 mois ou moins de 6 mois de prison.

2° 15 ans, pour la condamnation unique à deux ans ou moins de deux ans de prison et pour les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an, art. 8, § 3 et art. 10.

3° 20 ans, pour la condamnation prévue par l'article 8, § 4, c'est-à-dire supérieure à 3 ans de prison.

Il est formellement établi par la loi que pendant ces délais, il ne doit intervenir aucune condamnation à une peine d'emprisonnement. Une simple condamnation à l'amende (art. 10 § 1) ne ferait pas obstacle à la réhabilitation, même si elle intervient entre la prescription des inscriptions et la réhabilitation de droit.

Cette réhabilitation produit les mêmes effets que la réhabilitation ordinaire (Cir. Ch. 15 décembre 1899).

La loi punit en dernier lieu de pénalités sévères mais justes ceux qui se servent du casier judiciaire d'un tiers et y déterminent l'inscription d'une condamnation par de fausses déclarations. Nous nous bornons à renvoyer au texte de l'art. 11 qui est

clair et simple et nous terminons enfin cette étude, déjà longue, du casier judiciaire et de la réhabilitation de droit.

Vu,

Lyon, le 16 janvier 1900, -

Le président de la thèse,

R. GARRAUD.

Vu,

Lyon, le 19 janvier 1900,

Le Doyen de la Faculté,

E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer,

Lyon, le 20 janvier 1900,

*Le Recteur de l'Académie, Président du Conseil
de l'Université,*

GABRIEL COMPAYRÉ.



TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LE CASIER JUDICIAIRE AVANT LA LOI DU 5 AOÛT 1899.

	Pages
I. — Origine du casier. — Procédés antérieurs pour connaître les renseignements judiciaires. — Sommiers judiciaires. — Nécessité d'une réforme en 1848. — Discours de M. Bonneville de Marsangy. — Circulaire ministérielle du 6 novembre 1850. — Avantages et inconvénients du casier judiciaire, comparé aux sommiers judiciaires.....	1
II. — Usage du casier étendu au-delà de son domaine. — Son but, d'après M. Bonneville de Marsangy, d'après la circulaire du 6 novembre 1850. — Publicité, perpétuité de l'inscription au casier judiciaire. — Peine accessoire? — Prescription. — Réhabilitation d'après la loi de 1885. — Absence de codification. — Le casier, institution ministérielle. — Nécessité d'une réforme par une loi. — Projets divers....	9
III. — Loi du 5 août 1899. — Texte.....	34

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE THÉORIQUE DE LA NOUVELLE LOI

	Pages
I. — Nature du casier. — Clandestinité. — Publicité complète. — Exagération de ces deux systèmes. — Système transactionnel. — Deux intérêts opposés : 1 ^o le reclassement des condamnés et leur amendement; 2 ^o l'intérêt des honnêtes gens. — Bases du système transactionnel. — Distinction du condamné primaire et du récidiviste. — Choix à faire entre les condamnations à inscrire. — Bulletin n ^o 3. — Qui fera la sélection? le juge? l'administration? la loi? — Taux de la peine? — Système de la loi. — Condamnations non inscrites. — Prescription. — Péremption des inscriptions. — Point de départ du délai. — Durée. — Admission partielle des récidivistes. — La prescription ne s'applique qu'au bulletin n ^o 3. — Effet rétroactif.....	45
II. — Réhabilitation de plein droit. — Ancien droit. — La réhabilitation d'après l'Assemblée constituante. — Extension de plus en plus large de cette institution. — Loi du 26 mars 1891. Son utilité. — Loi du 5 août 1899. — Critique générale de la nouvelle loi	96

TROISIÈME PARTIE

ORGANISATION MATÉRIELLE DU
CASIER JUDICIAIRE

Bulletin n° 1	119
Bulletin n° 2	128
Bulletin n° 3	132



